

ECCLA : E XCHANGE AND COOPERACION CENTRE FOR LATIN AMERICA
CECAL : C ENTRE D'ECHANGES ET COOPERATION POUR L'AMERIQUE LATINE
CICAL : C ENTRO DE INTERCAMBIOS Y COOPERACION PARA AMERICA LATINA



*NGO in Special Consultative Status with the Economic and Social Council of the United Nations –
ECOSOC
World Intellectual Property Organization – WIPO
United Nations Conference on Trade and Development - UNCTAD*

ARTICLES DE PRESSE (2000-2010)

12-14, Rue du Cendrier – CH 1201 Geneva – Switzerland
P.O. Box 1229 – CH 1211 Geneva 1 – Switzerland
Tel+(4122) 3203556 – Tel +(4179) 4199136 – Fax +(4122) 3292905
E-mail : contact@cecal.net - <http://www.cecal.net>

PRESENTATION DU CECAL

CECAL est une institution internationale à but non lucratif, organisée sous forme corporative et régie par les art. 60 et suivants du Code Civil suisse. Elle réalise ses activités en collaboration avec les organisations internationales, missions diplomatiques, entreprises et particuliers. Elle dispose du statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social de Nations Unies (ECOSOC), de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le Développement (CNUCED). Elle est structurée en trois unités chargées de : a) la promotion commerciale et financière ; b) la recherche et formation ; c) la coopération internationale. Son siège principal se trouve à Genève et elle regroupe toutes les personnes physiques et morales en vue d'atteindre les buts suivants :

- Participer à des projets et/ou programmes d'échanges commerciaux et de coopération en collaboration avec des institutions publiques et privées dans les pays latino-américains;
- Promouvoir, orienter et conseiller, en Europe et à l'étranger, les initiatives individuelles ou collectives dans tous les domaines de la coopération et du commerce international;
- Représenter les institutions latino-américaines auprès des institutions européennes et organisations internationales;
- Promouvoir toutes les recherches et études utiles dans le domaine de la coopération et/ou commerce, soit de sa propre initiative, soit sur mandats des institutions;
- Promouvoir, soutenir, constituer et diriger des projets des institutions publiques et/ou privées qui se réalisent au niveau national ou international;
- Maintenir un service permanent de renseignements concernant les activités liées aux pays latino-américains et européens;
- Organiser des stages de formation, cours de perfectionnement en collaboration avec d'autres institutions intéressées;
- Atteindre tous les autres objectifs non expressément indiqués dans les paragraphes précédents, mais susceptibles de promouvoir la réalisation de toute activité en rapport avec les relations institutionnelles des pays.

FICHE SIGNALÉTIQUE

Centre d'Échanges et Coopération pour l'Amérique Latine - CECAL
Institution créée en juin 1997, organisée selon les articles 60 et suivants
du Code Civil suisse

Organigramme

Unité de promotion commerciale et financière
Unité de recherche et formation
Unité de coopération internationale

Domaines et/ou secteurs d'application

Programmes d'organisations internationales
Projets des petites et moyennes entreprises
Projets des particuliers

Relations inter-institutionnelles

- Statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC)
- Statut consultatif auprès de la Conférence des Nations Unies
sur le Commerce et le Développement (CNUCED)
- Statut observateur auprès de l'Organisation
Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)
- Bureau International du Travail (BIT)
- Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
- Missions diplomatiques
- Agences de promotion économique

Adresse pour la correspondance

12-14, rue du Cendrier – CH 1201 Genève - Suisse
Case postale 1229 - CH-1211 Genève 1 - Suisse
Site Internet: www.cecal.net - E-mail : contact@cecal.net
Tél +4122-320 35 56 - Tél +4179-419 91 36 - Fax +4122-329 29 05

Relations bancaires

Compte N°240-691233.00A
UBS SA Genève - Suisse

Responsable

Michel CELI VEGAS (Président)

ARTICLES PUBLIES DANS LA PRESSE SUISSE
Tribune de Genève (www.tdg.ch)

2000 – 2010

1. L'Amérique latine au Sommet de Genève (21 juin 2000)
2. Ce n'est pas encore le Pérou... (26 octobre 2000)
3. L'enfant, première victime de la pauvreté (23 décembre 2000)
4. Davos et la dette du tiers-monde (25 janvier 2001)
5. Le train européen poursuit sa route (14 mars 2001)
6. Le Pérou sous la coupe des Etats-Unis (4 avril 2001)
7. Pérou, tant mieux pour la démocratie (21 juin 2001)
8. Pour éliminer le travail forcé (29 juin 2001)
9. Conférence de Durban : trop de discriminations (31 août 2001)
10. Mais où va l'Argentine ? (7 mars 2002)
11. Davos et Porto Alegre, deux visions sans issues concrètes pour les pays en développement (25-26 janvier 2003)
12. A Evian, des options pour s'adapter à la mondialisation, mais pas pour réduire les inégalités (30 mai 2003)
13. La justice sociale et le rôle de la société civile (15 juillet 2004)
14. Pourquoi la démocratie et le libéralisme économique n'assurent-ils pas une bonne gouvernance en Amérique latine? (6 août 2004)
15. Vers une révision de l'immunité et de l'impunité de Pinochet (23 décembre 2004)
16. La responsabilité partagée dans la lutte contre la corruption (29 janvier 2005)
17. Le travail forcé et les objectifs du Millénaire sur les mêmes rails (8 juillet 2005)

18. L'indifférence de Davos (01 février 2007)
19. Mais où va le Venezuela ? (05 mai 2007)
20. Quels sont les droits des 86 millions de migrants ? (19 juillet 2007)
21. Où se penchera la balance des négociations en Colombie (13 mars 2008)
22. Pour Fujimori, ce n'est pas encore le Pérou... ! (16 avril 2009)
23. Travail domestique : l'OIT passe à la vitesse supérieure (17 juillet 2010)

INVITE

L'Amérique latine au Sommet de Genève

L'Amérique latine est un sous-continent constitué par une mosaïque de pays où coexistent des économies informelles, des périodes cycliques d'inflation ou de récession, ainsi que d'interruptions ponctuelles du processus démocratique. Mais ce qui compte le plus dans cette région, c'est son climat de paix, son absence de guerres tribales et un nouveau constant des valeurs humaines.

Si nous analysons la société internationale actuelle, nous constatons que les intervenants traditionnels au regard du droit international (organisations internationales, Etats, entreprises, individus) ont été, directement ou indirectement, contraints de prendre des mesures urgentes – et parfois désespérées – pour éviter les effets pervers de la mondialisation. La culture des intervenants traditionnels s'en est trouvée transformée.

Pour les organisations internationales, le moment est venu d'agir sur le terrain. Les textes de déclarations, par exemple celle sur le droit au développement, approuvée par les Nations Unies en 1986, jouent un rôle croissant dans la défense des droits des individus. S'agissant des Etats, ils doivent tenir compte des revendications sociales de la majorité des citoyens.



MICHEL CELI VEGAS
Président du Centre d'Echanges et
Coopération pour l'Amérique Latine

“Il faut
s'accommoder de
la mondialisation
et chercher
à devenir
plus productif.”

Tous ces changements, positifs ou négatifs, doivent concourir à faire évoluer la philosophie de la société et à faire en sorte que le bien-être des travailleurs ne soit pas envisagé seulement en fonction de critères monétaires, mais également de critères sociaux et culturels. Il faut faire en sorte que les nouvelles générations puissent bénéficier d'un développement économique et humain. Pour cela la concertation entre les agents économiques (Etats, entreprises et travailleurs) est à la base d'un développement durable qui tienne compte des principes démocratiques lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des réformes en faveur de la masse immense des laissés-pour-compte. Tout cela peut être accompli grâce au soutien croissant des organisations régionales et internationales, sans pour autant qu'il y ait ingérence dans les affaires intérieures de chaque pays.

Reste alors aux participants du Sommet économique et social, qui se déroulera à Genève du 26 au 30 juin, d'intégrer les instruments existants (institutionnels, normatifs, financiers ou autres) à la culture des valeurs humaines des pays latino-américains, ce qui permettrait de mieux répondre aux besoins essentiels dans cette partie du monde. ■

Les entreprises, qui sont les gestionnaires des nouveaux marchés, comme le *Nasdaq*, doivent, elles, accepter les règles du jeu fixées par les autorités monétaires et se soumettre aux décisions des tribunaux.

Pour ce qui est des individus, ils doivent bénéficier d'un travail décent, mais soumis aux nouvelles conditions du marché. Autrement dit, il faut s'accommoder de la mondialisation et chercher à devenir plus productif. Pour cela, il faut : a) envisager les liens virtuels croissants qui s'établissent entre les individus par l'Internet; b) accepter la délocalisation physique des entreprises et des centres de production; c) comprendre que les

fusion et autres acquisitions d'actifs sont indispensables aux grandes entreprises pour subsister dans une économie hautement compétitive; d) accepter que les produits et services dérivés de ces nouvelles technologies aient une durée de vie relativement courte et se perfectionnent de plus en plus; e) accepter également que les écarts de revenus des travailleurs s'accroissent en fonction de la productivité, qui tient à de nouveaux facteurs comme l'informatique et les langues. Tous ces éléments comportent un point commun : la réduction des coûts de production – y compris les salaires – et la conversion de certains travailleurs dans les nouvelles activités.

L'INVITE

Ce n'est pas encore le Pérou...

L'instabilité que vit actuellement le Pérou résulte du processus électoral frauduleux qui permit à Alberto Fujimori de brigner un troisième mandat présidentiel, puis de la révélation des scandales de corruption impliquant son «éminence-grise», Vladimir Montesinos. Mais si la coalition Fujimori-Montesinos, qui a duré dix ans, a formellement vécu, la fragile démocratie péruvienne doit encore trouver un consensus entre les partis politiques et les forces armées en vue de réformer les institutions.

La crise péruvienne survient dans un contexte régional en pleine mutation: la démocratie est présente dans tous les pays d'Amérique du Sud, même si elle reste fragile en Equateur, au Paraguay et au Pérou. Le Mercosur et la Communauté andine témoignent de leurs efforts d'intégration, de même que certains événements récents: la signature de la Déclaration de Brasilia visant à créer un espace économique commun, à consolider la démocratie et à intégrer la région au processus de mondialisation; l'application du «Plan Colombie» piloté par les Etats-Unis afin de lutter contre le trafic de drogue et de

MICHEL CELI VEGAS
Président du Centre d'échanges
et coopération pour l'Amérique latine



«Montesinos, l'«éminence grise» de Fujimori, de retour: rien n'a-t-il changé au Pérou??»

l'étranger, à ses propres conditions, était considéré comme la seule solution possible permettant d'effacer son influence sur la scène intérieure péruvienne où il exerçait un pouvoir occulte sans limite sur les institutions civiles et militaires.

Et pourtant rien n'a changé au Pérou... les derniers développements confirment la complicité des trois branches du pouvoir - Exécutif, Législatif et judiciaire - en vue de protéger et Montesinos toujours considéré comme un allié de poids. C'est ainsi qu'après avoir séjourné à peine trente jours au Panama, celui-ci a fait son retour, lundi, au Pérou. Du coup, ressurgit l'hypothèse d'une amnistie généralisée au bénéfice des militaires, lesquels, en échange, accepteraient de nouvelles élections.

Mais il est des limites à cette mascarade de démocratie et il y a bien des chances que Fujimori connaisse à son tour le destin de son prédécesseur, Alan Garcia, exilé en Colombie pour excès de corruption. Mais la justice populaire devra attendre, car il faudra au préalable réformer en profondeur les institutions et organiser des élections présidentielles réellement transparentes. ■

prévenir l'expansion des forces paramilitaires; la démarche des tribunaux chiliens qui ont démontré leur indépendance en permettant de juger le général Pinochet pour les crimes perpétrés sous sa dictature; la prise en compte des idéaux de Bolivar par le président Chavez du Venezuela.

Depuis le 16 septembre, lorsque le président Fujimori a annoncé de nouvelles élections auxquelles il ne serait pas candidat, les événements se sont bousculés: la fuite de Montesinos au Panama où il a demandé l'asile politique; la démission des parlementaires appartenant à

Peru 2000, l'alliance électorale gouvernementale; celles de fonctionnaires chargés d'administrer le processus électoral; la paralysie des activités des pouvoirs judiciaire et législatif; la suspension des négociations entre le gouvernement et l'opposition.

Sauver la démocratie au Pérou signifie maintenir la stabilité de la région. C'est là le sens du message transmis au Panama par de nombreux gouvernements, à commencer, évidemment, par celui des Etats-Unis. Il s'agissait en priorité de trouver un pays d'accueil pour Montesinos, fût-ce pour une période transitoire. Son départ à


L'INVITÉ

L'enfant, première victime de la pauvreté

Lors du Sommet ibéro-américain de Panama, en novembre dernier, les chefs d'Etats et de gouvernements ont approuvé la Déclaration «Unis par les enfants et les adolescents, base de la justice et de l'équité dans le nouveau millénaire».

Au cours de la dernière décennie, les droits des enfants et des adolescents ont été de plus en plus reconnus sur le plan juridique. Les actions de la société civile ont réussi à sensibiliser les organisations internationales aux abus commis par certains gouvernements et entreprises qui tolèrent l'exploitation des enfants sous de nombreuses formes. Cette prise de conscience a abouti à la Convention internationale des droits de l'enfant adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU, en novembre 1989, et au Sommet mondial sur l'enfance de New York, en 1990. En mai dernier, deux protocoles facultatifs ont été approuvés interdisant l'implication des enfants dans les conflits armés, la prostitution et la pornographie.

Mais, malgré l'existence d'instruments juridiques nationaux et internationaux, les droits des enfants sont toujours menacés par la pauvreté, les guerres, l'instabilité sociale chronique et les maladies graves, à commencer par



MICHEL CELI VEGAS
Président du Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine

“La protection des enfants ne connaît aucune frontière géographique ou idéologique.”

sources financières et humaines en vue de lutter partout contre la pauvreté.

Assiste-t-on à une telle prise de conscience en Amérique latine? En tout cas, la Déclaration de Panama invite également les gouvernements concernés à adhérer à d'autres instruments internationaux tels que la Convention 182 de l'OIT relative aux abus les plus graves en matière de travail des enfants et aux moyens de les éliminer, ainsi que la Convention 138 fixant un âge minimum en matière d'emploi.

Pour pallier l'insuffisance des ressources financières internes, le président Miguel Angel Rodriguez du Costa Rica a en outre proposé que chaque gouvernement négocie avec ses créanciers étrangers l'affectation de 3% du service de la dette extérieure à des programmes d'amélioration de l'éducation des enfants et des adolescents. Cette proposition sera soumise aux pays développés lors de l'Assemblée générale de l'ONU de 2001. ■

Suspendus durant la période des fêtes de fin d'année, la page «Opinion» et sa rubrique «L'Invité(e)» reparaitront le mardi 23 janvier 2001. Nos meilleurs vœux à nos lectrices et à nos lecteurs.

le sida. Selon une récente étude de la Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine, au moins 117 millions de 224 millions de pauvres que compte la région sont des mineurs de moins de 20 ans. Si l'objectif du Sommet de Copenhague de réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015 était atteint, le nombre d'enfants et d'adolescents pauvres devrait donc être ramené à 60 millions pour la seule Amérique latine. Mais, pour cela, il faudrait un taux de croissance économique d'au moins 5% par an.

La protection des enfants et des adolescents ne connaît aucune frontière géographique ou idéologique. Leurs droits doivent être défendus dans leur intégrité

lité et dans tous les pays. Cette protection englobe la surveillance de leur santé dès la conception, des mesures de prévention, contre les maladies et une nutrition adéquate, le suivi de formations permettant un développement psychologique et physique normal. Même si ces objectifs peuvent paraître utopiques, une société qui entend défendre ses valeurs essentielles se doit de concentrer son action sur les mineurs afin d'assurer l'avenir de l'humanité.

La défense de ces droits doit obéir à une stratégie globale: volonté politique des gouvernements de créer les conditions permettant l'application des normes juridiques; priorité donnée au dégalement des res-

L'INVITÉ

Davos et la dette du tiers-monde

L'allègement de la dette extérieure des pays du tiers-monde est un sujet à ne pas négliger lors des sommets des décideurs politiques tel celui qui s'ouvre aujourd'hui à Davos. Ce sont surtout leurs problèmes de liquidité et de solvabilité qui surgissent au moment de remplir leurs obligations à l'égard de leurs créanciers étrangers.

Ainsi, la plupart des pays d'Amérique latine ont été des sujets privilégiés des crédits internationaux pendant les années 70. Les excédents de liquidité des pays industrialisés leur ont permis de financer des projets qui n'étaient pas nécessairement prioritaires. Une décennie plus tard, les grands pays (et plus importants débiteurs) de la région, tels que le Mexique, le Brésil et l'Argentine ne pouvaient plus faire face à leurs obligations financières contractées auprès des banques étrangères.

Lors de l'éclatement de la crise des années 80, créanciers et débiteurs adoptèrent des mesures pour protéger leurs systèmes financiers respectifs. Les gouvernements européens et américain relevèrent le montant des provisions affectées à la couverture des risques. Les forums internationaux tels que le Club de Paris traitant de la renégociation des dettes directes garanties par les gouvernements, le Club



MICHEL CELI VEGAS
Président du Centre d'Echanges et
de Coopération pour l'Amérique latine

«La mondialisation implique une responsabilité partagée dans le traitement de la dette»

de banques et entreprises dans le cadre des accords du Club de Paris. Le FMI et la Banque mondiale contrôlent les finances des pays débiteurs moyennant des programmes de stabilisation macro-économique. Les pays débiteurs n'ont pas d'autre alternative que de destiner une partie de leurs revenus d'exportations au remboursement de leurs dettes, cela au détriment de projets qui pourraient contribuer au développement de leurs économies. Enfin, entreprises, banques et gouvernements reconnaissent qu'il n'est pas possible de créer de nouveaux produits et services en l'absence de marchés générateurs d'un certain pouvoir d'achat.

Les dirigeants mondiaux doivent être conscients de la nécessité de prendre des mesures concertées en vue de stabiliser l'économie mondiale et d'éviter les déséquilibres monétaires du passé. Les pays du tiers-monde en manque de capitaux continueront de compter principalement sur des crédits extérieurs pour financer le développement de leur marché intérieur.

Quant aux pays exportateurs de capitaux du Nord développé, la présence de leurs entreprises et de leurs banques dans les pays du Sud contribuera à maintenir l'équilibre financier de leurs propres économies. ■

de Londres réunissant les banques créancières, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, de même que les plans de Plans Baker et Brady, n'envisageaient le traitement de la dette que du point de vue du non-paiement du débiteur classique. Ils considéraient ainsi le remboursement du capital, des intérêts et des commissions attachés aux crédits sans tenir compte des circonstances qui avaient présidé à leur octroi ou des conditions économiques des pays concernés.

Du côté des débiteurs, le groupe des 77 (tiers-monde) tenta vainement d'adopter une stratégie commune, car leurs différences étaient trop profondes; il en allait de même de leurs créanciers. Mora-

lont généralisé, cessation unilatérale des remboursements, limitation de ceux-ci en fonction des exportations, paiement en produits d'exportation ou encore non-reconnaissance des dettes, toutes ces mesures restèrent au stade des propositions sans pour autant briser le cercle vicieux des refinancements.

Or, toute solution viable devrait se fonder sur la responsabilité partagée des uns et des autres. Pour leur part, les créanciers pourraient renoncer à certaines de leurs revendications. En effet, la plupart des banques ont recouru une partie de leurs créances en utilisant le marché secondaire (achat/vente des titres de dette avec escompte). De leur côté, les gouvernements ont garanti certains crédits de leurs

L'INMTE

Le train européen poursuit sa route

Les lignes directrices de la politique à l'égard des pays tiers sont des éléments à considérer pour une éventuelle adhésion à l'Union européenne. La coopération au développement, l'encouragement de la participation d'entreprises, de la société civile et le traitement du financement externe sont à la base de la coordination de politiques du développement définies dans les Traités de Maastricht et d'Amsterdam.

Durant la dernière décennie, l'Union européenne a établi quatre programmes pour favoriser les relations avec l'Amérique latine. AL INVEST promeut l'investissement direct, le transfert de technologie, l'alliance stratégique et l'établissement d'entreprises conjointes de partenaires européens et latino-américains; il est complété par l'«European Community Investment Partners (ECIP)». ALURA favorise l'utilisation optimale des ressources et des structures énergétiques et promeut aussi l'intégration régionale énergétique. ALFA, dans le domaine de la formation académique, se consacre à améliorer le développement scientifique et technologique entre les deux régions. URB-AL permet la création de réseaux permanents entre les villes, cités et régions et d'autres regroupements administratifs des pays.



MICHEL CELI VEGAS
Président du Centre d'échanges
et coopération pour l'Amérique latine
(CECAL), Genève

«Une adhésion
tardive sera
plus désavantageuse
pour les
acteurs suisses
dans le contexte
international»

du) représente la voie la plus adaptée pour faire face à la globalisation croissante. Une économie hautement compétitive oblige d'une manière ou d'une autre la disparition de l'autarcie; les négociations commerciales et financières bilatérales ont une tendance à se transformer en multilatérales et par blocs économiques; les institutions appartenant aux Etats sont confrontés aux recommandations et résolutions des organisations internationales.

Toute intégration signifie une perte de souveraineté et des privilèges qui ont caractérisé traditionnellement les pays. Elle représente aussi un coût, mais surtout elle signifie l'adaptation à de nouvelles formes de coopération entre les acteurs économiques dans le contexte international. Comment envisager la participation des individus, des entrepreneurs, des universités, des gouvernements locaux et des ONG appartenant aux pays qui ne sont pas membres à part entière de l'Union européenne? Leur participation limitée peut-elle être considérée comme une sorte d'exclusion? Les degrés de réponses sont en fonction des engagements des Etats à court terme. La construction européenne – comme la formation des Etats – est évolutive et non un produit fini. ■

péens et latino-américains, tenu à Rio de Janeiro en juin 1999, le prouve.

La construction européenne et la définition de ses priorités suivent leur route. Maintenant les équipes techniques ont commencé à étudier l'exécution de politiques sélectives adaptables aux structures des pays. C'est le cas du groupe qui s'occupe de l'intégration avec le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), le système qui rassemble mieux les pays en développement. Ensuite cela continuera avec la communauté andine et le marché commun centre-américain.

Dans le contexte actuel, l'intégration des divers acteurs économiques (Etats, entreprises et indivi-

Ces programmes représentent les efforts intégrationnistes pour faciliter les échanges commerciaux, culturels et politiques et mieux utiliser les avantages comparatifs des professionnels, des entreprises, des universités, des gouvernements et des ONG. Ils sont effectifs et réalisables dans la mesure où les entités participantes bénéficient de l'aide et de l'assise financière de l'Union européenne par l'entremise des apports de leurs gouvernements et de la Banque européenne d'investissement. Et les réunions politiques et techniques pour les perfectionner ou établir de nouveaux mécanismes de coopération ont une tendance à se renforcer et s'élargir. Le premier sommet des chefs d'Etats et de gouvernements euro-

L'INVITE

Le Pérou sous la coupe des Etats-Unis

L'instabilité politique et le chaos économique qui s'étaient instaurés avec le troisième mandat de Fujimori, en juillet dernier, lors d'un processus électoral très controversé, a eu une fin pacifique. L'action des partis écartés pendant les dix ans du «fujimorisme», le mécontentement à l'intérieur des forces armées à cause des pouvoirs illimités octroyés à Vladimiro Montesinos, «l'éminence grise» de Fujimori, les protestations permanentes et les dénonciations de la société civile par l'intermédiaire des ONG nationales et internationales et principalement la perte du soutien des organisations internationales et des gouvernements - surtout celui des Etats-Unis - représentèrent les causes qui ont précipité la chute de Fujimori et de son entourage proche.

On voit par là combien les régimes latino-américains fonctionnent s'ils s'adaptent à des lignes directrices des Etats-Unis! Pinochet avait représenté l'instrument pour contrôler les révolutions socialistes des années 70. Fujimori était un modèle de gouvernant pour contrôler les problèmes dérivés des populismes des années 80.

Rappelons qu'en avril 1992, lors du «coup d'Etat démocratique», les Etats-Unis et l'Organisation des Etats américains (OEA) avaient



MICHEL CELI VEGAS
président du Centre d'échange
et coopération pour l'Amérique
latine-CECAL, Genève

«Fujimori était un modèle de gouvernant pour contrôler les problèmes dérivés des populismes des années 80»

vateurs du dernier processus électoral; la Cour interaméricaine des droits de l'homme du Costa Rica avait le pressentiment que d'autres gouvernements suivraient l'exemple péruvien en décidant de quitter sa juridiction; la Commission et le Comité des droits de l'homme des Nations Unies recevaient plus de pétitions des ONG pour condamner les actions des forces armées.

De même, Fujimori avait créé des conflits avec le lobbying américain à cause de la privation de la nationalité péruvienne du citoyen juif Baruch Ivcher - ancien propriétaire d'une chaîne de télévision - et la détention et le jugement de Lori Berenson, citoyenne américaine accusée d'avoir participé aux actions terroristes. En résumé, le régime Fujimori était épuisé, avait créé une méfiance à l'extérieur et donc il fallait le remplacer.

Les mêmes acteurs qui ont aidé Fujimori et Montesinos à s'installer au pouvoir ont été obligés de les abandonner. On se demande bien, par conséquent, quelles seront les nouvelles lignes directrices dans l'étape de la globalisation qu'imposent les Etats-Unis à Alejandro Toledo, à Alan Garcia ou à Lourdes Flores - trois des huit candidats ayant de grandes chances de devenir le (la) futur président(e) du Pérou... ■

appuyé ses décisions en considérant que les actions d'instabilité sociale générées par les groupes terroristes - Sentier Luminoux et Tupac Amaru - ainsi que les problèmes économiques liés à l'hyperinflation pouvaient s'étendre vers d'autres pays. Fujimori était la figure providentielle qui devait faire un contrôle fort en établissant des standards démocratiques. Il a rédigé une nouvelle constitution et convoqué des élections à deux reprises en 1995 et 2000 et évidemment il a eu l'appui du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine du développement pour ses réformes économiques.

La carte blanche dont jouissait Fujimori a profité à son entourage

proche. En même temps, des mécontentements se sont accrues à l'intérieur de la société péruvienne, dus au chômage et à la récession. Dans les dernières années, si Fujimori avait bel et bien le contrôle formel politico-militaire, il n'était plus capable de retrouver la stabilité. La corruption répandue dans un cercle fermé était présente dans tous les secteurs; les violations des droits fondamentaux étaient dénoncées quotidiennement; les actions du gouvernement commentaient à échapper au contrôle des organisations et gouvernements qui l'avaient appuyé auparavant: bref, l'OEA se voyait incapable de coordonner des réformes démocratiques et avait retiré ses obser-

L'INVITE

Pérou, tant mieux pour la démocratie

Après la destitution de M. Fujimori en novembre dernier et le démantèlement du réseau de corruption établi par M. Montesinos, les Péruviens ont élu un nouveau président. Alejandro Toledo a vaincu Alan García, lors d'un deuxième tour réalisé le 3 juin et deviendra le président dès le 28 juillet prochain.

Suite à l'incertitude régnant les dernières semaines de la campagne électorale, les sondages exprimaient une forte augmentation (jusqu'à 30%) des votes blancs et nuls. Et ceci parce que la peur de l'application de mesures populistes dans un Gouvernement García était similaire à la peur de désordre et dictature que pourrait installer Toledo au Palais de Pi-zarro. Mais la décision responsable du peuple a été de donner un sursis au candidat le moins mauvais.

Toledo, figure créée contre le Fujimorisme, doit continuer la moralisation qui s'est initiée grâce aux actions menées par le Gouvernement de transition. M. Paniagua a établi un climat de stabilisation politique. Les institutions ont commencé à récupérer leur indépendance. Le Parlement, le pouvoir judiciaire et les forces armées mènent des actions pour effacer la corruption insérée dans



MICHEL CELI VEGAS
Président du Centre d'échanges et coopération
pour l'Amérique latine CECAL, GENÈVE

«Toledo doit continuer la moralisation, initier la reconstruction économique et entamer la concertation politique.»

tents avec la réalité et la vérité et ses changements permanents de comportement ne doivent pas se refléter en contradiction avec les mesures à entreprendre. Les Péruviens sont fatigués de vérifier – moyennant la diffusion des vidéos – la corruption généralisée instaurée par Fujimori-Montesinos ces dix dernières années. Ils sont aussi fatigués d'entendre la confrontation «de l'Indien face au Blanc». Bref, le peuple désire que le nouveau Gouvernement résolve les problèmes principalement économiques.

Le Gouvernement Toledo aura fort à faire. Aucun parti politique n'a de réelle majorité parlementaire; ils devront trouver un consensus par l'intermédiaire des 120 représentants. Des réformes à la Constitution de 1993 approuvée par Fujimori sont déjà dans l'agenda du prochain Parlement.

Toledo devra aussi montrer qu'il n'a pas d'autre option qu'atténuer les problèmes du peuple s'il veut finir son mandat en 2006. Son Gouvernement sera placé sous surveillance des partis politiques au Pérou, par les Gouvernements et par les organisations internationales. Une marge assez étroite pour réformer l'économie dans la fragile démocratie péruvienne. ■

balisation croissante. L'instauration d'une économie à «visage humain» signifie concilier des normes avantageuses pour attirer les investisseurs étrangers avec les droits des travailleurs. Une équation qui ne semble pas être facile à équilibrer.

Le troisième volet est la concertation d'un Gouvernement d'unité nationale. Toledo doit éviter de continuer avec des accusations contre ses anciens rivaux politiques. Au contraire, il doit convoquer toutes les personnalités pour donner une certaine crédibilité à son Gouvernement. «La guerre sale» développée dans la campagne électorale doit disparaître. Ses discours doivent être cohé-

tous les secteurs par Montesinos. Les organisations internationales et les Gouvernements veilleront afin que les institutions continuent leurs objectifs de moralisation et même les obligeront à faciliter l'extradition de Fujimori et la capture de Montesinos.

Le deuxième volet est la reconstruction économique. La récession et le chômage – l'héritage de Fujimori – peuvent s'atténuer seulement avec la participation de capitaux étrangers qui favorisent la création d'emplois. Autrement dit, redresser l'économie péruvienne signifie accepter les règles établies par les organismes financiers et les Gouvernements des pays industrialisés dans le contexte de la glo-

L'INVITE

Pour éliminer le travail forcé

La 89e session de la conférence du travail s'est déroulée du 5 au 21 juin au Palais des Nations à Genève. Le rapport présenté par son directeur général, M. Juan Somavia, s'est intitulé «Halte au travail forcé». La situation décrite préoccupe tous les acteurs internationaux, car, les États, les entreprises et les travailleurs n'ont pas le choix. Le travail forcé est un problème mondial qui nécessite des solutions de rechange, et cela dans un effort conjoint en partenariat avec les autres organisations internationales.

Les conventions 29 et 105 du BIT qui traitent de l'élimination du travail forcé ou obligatoire sont les éléments de base qui permettent de lutter contre diverses formes d'exploitation des personnes. Leur application dépend de la volonté des organes juridiques de chaque gouvernement. La mondialisation, caractérisée par une concurrence sans limite des grandes entreprises, favorise l'exploitation des travailleurs. S'il y a des lois qui sont imposées par le marché et par les capitaux, il faut aussi reconnaître que le facteur humain – le consommateur final – est indispensable à la viabilité du circuit économique.

Quelles seraient les perspectives de la communauté internationale si on ne prenait pas les mesures né-



MICHEL CELJ VEGAS
président du Centre d'échanges
et coopération pour l'Amérique
latine, CECAL, Genève

«Les solutions
doivent être prises
en concertation
avec les pays
industrialisés»

C'est une réalité que l'on constate surtout dans les pays en développement. Mais la solution n'incombe pas seulement à ces pays-là. Les solutions doivent être prises en concertation avec les pays industrialisés, qui doivent mener des actions concrètes, à savoir interdire la vente de produits qui sont le résultat du travail des enfants, confisquer les biens des entreprises lorsqu'il est prouvé qu'elles ont maille à partir avec la mafia aux fins de l'exploitation des travailleurs et sanctionner les gouvernements qui tolèrent les migrations clandestines.

Mais il n'y a pas que la répression. A la base, le travail forcé est aussi le résultat d'un manque de mesures préventives. Les pays doivent encourager le développement des personnes à l'intérieur de leurs propres frontières. Les gouvernements et les entreprises, associés dans le cadre de projets locaux, pourraient incorporer des avantages comparatifs dont disposent les diverses régions. A cet égard, les organisations représentatives de la société civile pourraient jouer un rôle très important quant à leur participation dans des projets de développement durable, visant à réduire le fossé entre les entreprises et les travailleurs. ■

néral, conduisant à établir des strates informelles et illégales dans les régions et les pays qui les accueillent. Cette situation, si elle venait à se généraliser, porterait atteinte au développement de l'être humain qui serait réduit à des termes monétaires exclusivement.

Il faudrait ajouter à cela les femmes employées domestiques, les travailleurs en zones rurales, les prisonniers dans les zones de conflits armés. Les conditions d'exploitation sont généralement plus graves pour ces catégories de travailleurs. Certaines mafias tirent avantage de la situation et mettent en place des réseaux de prostitution, de trafic de drogue et d'échanges de prisonniers.

cessaires pour éliminer le travail forcé? Il faut que des mesures soient prises à temps si l'on ne veut pas être confronté à des problèmes énormes.

En ce qui concerne les enfants, le travail forcé est une des violations les plus flagrantes du développement de l'humanité. Obliger des enfants à travailler signifie porter atteinte à leur développement physique et psychologique, c'est en même temps les priver de leurs droits à l'éducation.

Les adultes, quant à eux, se sentent obligés d'accepter des salaires très bas et des conditions de vie précaires pour trouver tout simplement un emploi. Les migrations pour raisons économiques, en gé-

L'INVITÉ

Conférence de Durban: trop de discriminations

Après Genève (Conférences de 1978 et 1983), c'est au tour de Durban (Afrique du Sud) d'accueillir, du 31 août au 7 septembre, la troisième Conférence sur le racisme, la xénophobie et l'intolérance.

La Conférence abordera des problèmes concernant toutes les personnes victimes de l'intolérance sur la planète. Mais l'assimilation du sionisme au racisme – qui ne sera pas à l'ordre du jour – et les revendications des pays africains à des réparations dues à l'esclavage semblent avoir monopolisé les discussions des travaux préparatoires. Cela a occulté d'autres sujets aussi importants que l'acceptation des pratiques discriminatoires de certains Gouvernements basés sur les traditions des pays, la violation des droits reconnus dans les instruments internationaux, l'incapacité des Gouvernements à reconnaître les revendications des indigènes, etc.

Chiapas est l'exemple récent et représentatif montrant la faiblesse de la classe politique pour sceller la paix par le dialogue. Rappelons que le 11 mars dernier, après une marche qui a traversé douze Etats mexicains, le Front zapatiste de libération nationale (FZLN) est arrivé à la capitale pour demander, entre autres, l'approbation d'un projet de loi résumant les accords de San Andrés, souscrits en 1996 par le Gouver-



MICHEL CELI VEGAS
président du Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine

“Les acteurs internationaux doivent appliquer des mesures en respectant les libertés démocratiques”

plication de leurs recommandations. Les Gouvernements doivent mettre en pratique des mécanismes pour réinsérer la diversité des groupes autochtones; après la guerre froide, la plupart des conflits se développent à l'intérieur des pays et ceci parce que certaines ethnies sont victimes de l'exclusion et des décisions arbitraires de leurs gouvernants. Les entreprises sont censées investir dans le développement socioculturel des populations locales; les versements aux « mafias » pour la protection de leurs installations peuvent être remplacés par des investissements en infrastructure, écoles, etc. Les ONG sont appelées à créer des synergies productives avec la population civile.

La Déclaration finale et le Programme d'action qui pourraient être approuvés lors de cette Conférence doivent contribuer à l'établissement de la paix. Les instruments juridiques et économiques pour améliorer la coopération bilatérale et multilatérale existent. La classe politique doit être consciente que les groupes minoritaires, protestataires ou non, des pays développés ont en voie de développement, seront toujours une menace à la stabilité d'une région. L'intervention militaire qui était la seule option pour faire taire leurs revendications n'est plus possible. ■

Lire en page 6

vement des activités des paysans, la décentralisation des décisions gouvernementales, la reconnaissance des valeurs culturelles, le frein aux mesures des entreprises qui favorisent le néolibéralisme et qui exacerbent l'exclusion. Des mesures que le Gouvernement Fox n'a pas eu le courage de mettre en place.

Lutter efficacement contre l'intolérance signifie que les acteurs internationaux appliquent des mesures préventives et punitives, de manière coordonnée, respectant les libertés démocratiques. Les organisations internationales, bien que reconnaissant certaines règles en faveur des droits économiques, sociaux et culturels, expérimentent une crise de légitimité; elles doivent démocratiser leurs décisions et veiller à l'ap-

plément des activités des paysans, la décentralisation des décisions gouvernementales, la reconnaissance des valeurs culturelles, le frein aux mesures des entreprises qui favorisent le néolibéralisme et qui exacerbent l'exclusion. Des mesures que le Gouvernement Fox n'a pas eu le courage de mettre en place.

Lutter efficacement contre l'intolérance signifie que les acteurs internationaux appliquent des mesures préventives et punitives, de manière coordonnée, respectant les libertés démocratiques. Les organisations internationales, bien que reconnaissant certaines règles en faveur des droits économiques, sociaux et culturels, expérimentent une crise de légitimité; elles doivent démocratiser leurs décisions et veiller à l'ap-

L'INVITÉ

Mais où va l'Argentine?

Lorsque l'Argentine avait décidé de mettre en place la parité du dollar et du peso en 1991 pour contrôler l'inflation, elle devenait l'exemple du FMI. M. Menem et son superministre M. Cavallo avaient établi un programme permettant de remplacer peu à peu la monnaie nationale, le peso, par le dollar. Les objectifs visés étaient la stabilisation économique permettant l'afflux des capitaux, l'augmentation des exportations et la disparition des différences entre les taux d'intérêts nationaux et internationaux. Pour cela, sur le secteur monétaire, l'Argentine devait disposer de réserves suffisantes pouvant garantir la convertibilité de la masse de pesos en dollars. Le cas échéant, elle laissait la possibilité à la Réserve Fédérale Américaine de réguler l'offre monétaire de son économie.

Dans les années 90, l'Argentine est devenue aussi le pays exemple de l'application des mesures ultra-libérales. Les entreprises publiques des télécommunications et d'électricité, de services bancaires et financiers, du pétrole et des minéraux sont mises aux enchères à des capitaux étrangers et par conséquent privatisés. De même des réductions tarifaires ont été décrétées en argumentant que la concurrence étrangère encourageait la production nationale.

Dix ans plus tard, la parité est



MICHEL CELI VEGAS
Président du Centre d'Echanges et
Coopération pour l'Amérique latine
www.cecal.ch

“Ces malheureux
avaient préparé la
postconvertibilité”

dentales, sous l'administration Menem, s'est transformé en malheur avec la fin de la parité et l'instauration de la dévaluation, décrétée par M. Duhalde en janvier passé. Les services publics privés, les prêts à des entreprises argentines et les produits et services offerts sur le marché national doivent être payés en pesos dévalués. Le réajustement de variables macroéconomiques via le rééquilibrage traditionnel des dettes ne pourra se faire comme auparavant. Dorénavant les protestations du peuple, les revendications des syndicats, des entreprises et des autorités régionales deviennent des variables dont il faut tenir compte.

Ces malheureux avaient déjà préparé l'étape de post parité. D'abord avec la complicité de certains dirigeants argentins peu scrupuleux, qui ont profité du chaos social pour faire sortir des capitaux. Ensuite, ils essaient de continuer le cercle vicieux de renégociations, en utilisant le FMI. Finalement, ils n'ont pas écarté le retour de Menem aux élections de décembre 2003 ce qui leur permettrait de récupérer les investissements de la décennie passée. M. Duhalde aura-t-il le courage et les appuis pour faire face à ces malheureux qui tôt ou tard reviendront pour dominer la scène argentine? ■

Certains adeptes vont se contenter de faire partie de la bureaucratie avec des salaires élevés. Les dirigeants politiques, quant à eux, préféreraient le détournement de fonds publics.

Le Gouvernement De la Rúa, installé en décembre 1999, n'a pas pu renverser la situation. Les retouches cosmétiques faites suite à des accords avec le FMI ne visaient pas le fond des déséquilibres: l'effondrement de l'appareil productif, c'est-à-dire de l'économie réelle, mesurée par le produit intérieur brut. Voici pourquoi la succession de quatre présidents en décembre dernier, n'a fait qu'augmenter l'instabilité et exacerber le chaos social.

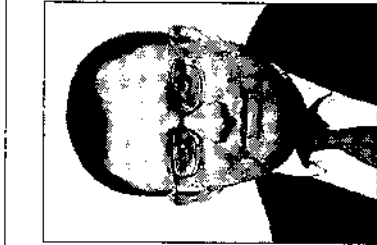
Le bonheur des entreprises et des banques américaines et occi-

P'invité

Davos et Porto Alegre, deux visions sans issues concrètes pour les pays en développement

Le Forum économique de Davos et le Forum social de Porto Alegre sont complémentaires dans l'interprétation des divers visages dérivés de la mondialisation. Ils convoquent des dirigeants politiques et décideurs économiques du Nord et du Sud, abordent des problèmes planétaires, créent des expectatives pour réduire les clivages entre riches et pauvres et contribuent à sensibiliser l'opinion et à influencer les décisions des Gouvernements, des entreprises et de la société civile. Ces forums envisagent chacun à sa manière des propositions pour atténuer les déséquilibres structurels de la planète. Malgré ces bonnes intentions, les chances des pays en développement d'avoir une croissance économique et des revenus distribués de manière équitable demeurent faibles.

Selon le diagnostic des organisations internationales, des 6 milliards d'êtres humains que compte la planète, 1,2 milliard de gens sont dans l'extrême pauvreté, 800 millions dans la famine, plus d'un milliard n'ont pas accès à l'eau potable et 15% de la population mondiale contrôle 80% des richesses. Atténuer les inégalités et diminuer l'écart entre les pays signifient mettre en place des mesures pour améliorer les termes d'échanges, réduire les maladies et les épidémies, faire disparaître l'insécurité alimentaire et éliminer la dette externe des pays en développement. Bref, il s'agit d'appliquer des mesures concrètes, urgentes et viables sur la base d'une responsabilité partagée des pays



Michel CELIVEGAS*

« 1,2 milliard de gens sont dans l'extrême pauvreté, 800 millions dans la famine, plus d'un milliard n'ont pas accès à l'eau potable et 15% de la population mondiale contrôle 80% des richesses. »

ciers et certains Gouvernements avaient trouvé que la crise dérivait d'une mauvaise gestion du pays par la classe politique; ils avaient oublié que des banques et des entreprises, américaines et européennes, avaient détruit le système productif argentin en ressortant leurs capitaux dès qu'elles ne présentaient plus de marges bénéficiaires. Le Forum social s'était limité à établir des réflexions sur le comportement de la classe politique et l'instauration d'une démocratie participative.

Dans les circonstances actuelles, le Venezuela — huitième producteur et cinquième exportateur de pétrole — et le Brésil — leader du Mercosur, 4e zone économique mondiale — expérimentent des transformations politiques avec des Gouvernements de tendance gauchiste qui pourraient bouleverser les flux commerciaux et financiers des pays riches et pauvres, évidemment à des degrés différents. Les éditions 2003 du Forum de Davos et de Porto Alegre auront-elles la volonté et la responsabilité d'envisager des mesures urgentes et décisives pour le sauvetage de la République bolivarienne de Chavez? Pourront-elles converger en proposant des mesures viables et complémentaires de croissance économique et de distribution équitable dans des nouvelles règles de jeu liées à la gestion de la République Fédérative de Lula da Silva? ■

riches et pauvres dont certains engagements seulement peuvent se dessiner lors des réunions internationales.

La 33e édition du Forum de Davos sur le thème «rétablir la confiance» abordera des sujets liés aux changements mondiaux dans un contexte de récession internationale, d'une éventuelle invasion militaire en Irak et des effets des mesures de relance économique annoncées par Bush. La 3e édition de Porto Alegre sous le slogan «un autre monde possible» concentrera ses efforts sur les formes alternatives de financement et d'échanges Nord-Sud et le développement démocratique soutenable. La confrontation entre les partisans du libéralisme et ses opposants risque de se poursuivre en débats sur la liberté de marché et la liberté démocratique, laissant pressentir que des solutions ponctuelles

favorables pour les pays en développement ne sont pas encore dans leurs agendas respectifs.

Prenons le cas de l'Argentine. Le deuxième pays de l'Amérique du sud considéré comme un exemple de réussite du libéralisme — avec l'instauration de la convertibilité, les privatisations et la libéralisation totale de son économie — dans les années 90, est devenu depuis 2001 un pays en situation de marasme économique, oublié par les Gouvernements, le FMI, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine du développement. Dans les éditions précédentes de ces deux Forums, l'Argentine n'avait pas été considérée comme le pays exemple pour proposer des mesures ponctuelles permettant de remédier aux erreurs du néolibéralisme. Le Forum économique, les organismes finan-

* Président du Centre d'Échanges et Coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.net

L'invité

A Evian, des options pour s'adapter à la mondialisation, mais pas pour réduire les inégalités.

M. Vicente Fox du Mexique et M. Inácio Lula da Silva du Brésil, assistent au G8 élargi d'Evian. Les représentants des pays «locomotives».

Le Mexique et le Brésil bénéficient d'un traitement préférentiel des pays industrialisés depuis la crise financière des années 80. Le degré de modernisation, la grandeur de leurs marchés, la coexistence des élites et groupements politiques ainsi que les divers accords passés avec le FMI et la Banque mondiale semblent expliquer la stabilité de leurs systèmes politiques. Les mesures d'économie de marché mises en place, même si elles ont exacerbé les inégalités et augmenté l'économie informelle, la précarité et la pauvreté, n'ont pas donné lieu à des protestations généralisées mettant en péril la stabilité politique. Des indigènes aux Chiapas ou des paysans sans terre à Sao Paulo ont mené des révoltes sans compromettre l'administration des économies modernes et urbaines instaurées sous l'influence des Etats-Unis et des pays européens.

Pour d'autres pays latino-américains, la libéralisation des économies, la privatisation des services, la diminution des dépenses publiques ou toute autre condition imposée par les programmes du FMI et de la Banque mondiale ont exacerbé les sentiments antimondialistes dans toutes les classes sociales. Les protestations généralisées ont engendré des changements dans les Gouvernements des pays dans lesquels les élites ou les alliances des partis politiques étaient très faibles. En

Michel CELI VEGAS,
président du Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine*



«L'application des politiques néolibérales, favorable ou contraire à Washington, ne résoudra pas les inégalités existantes dans la mosaïque des pays qui composent l'Amérique latine.»

et le Brésil définiront la stratégie des pays industrialisés en Amérique latine.

L'application des politiques néolibérales, favorable ou contraire, à Washington ne résoudra pas les inégalités existantes dans la mosaïque des pays qui composent l'Amérique latine. Il faudrait définir des mesures qui modifient les structures de production obsolètes et fragiles des économies de la plupart des pays en intégrant et favorisant les populations les plus vulnérables. A l'heure actuelle on assiste à de nouvelles confrontations. D'un côté, les esprits protestataires contre la mondialisation se sont répandus dans les diverses couches sociales. D'un autre côté, certains Gouvernements, sans tenir compte des réclamations des différents secteurs, poursuivent l'application des mesures libérales telles qu'elles avaient été décidées en Argentine dans les années 90 et qui ont produit la fuite des capitaux, ont ruiné les entreprises nationales, ont augmenté la dette externe, ont incité la corruption et ont exacerbé la pauvreté.

Le G8 élargi vise-t-il à renforcer et/ou briser l'hégémonie du Mexique et du Brésil pour faciliter la coopération avec les pays industrialisés? A Evian, vraisemblablement la division de l'Amérique latine pourrait se désigner d'un point commercial et financier: le Nord extrêmement libéral conduit par le Mexique et regroupant les pays de l'Amérique centrale; le Sud moins libéral mené par le Brésil, les pays de la Communauté andine et le Mercosur. ■

* www.cecal.net

Equateur, M. Jamil Mahuad en janvier 2000, et en Argentine, M. de la Rúa en décembre 2001, ont été contraints de démissionner par des pressions sociales suite à l'exécution des recettes néolibérales.

Le Mexique et le Brésil sont-ils concourants dans la politique désignée par l'administration américaine? En tout cas, sur le plan commercial, les points de vue sont différents. Côté mexicain, l'Alena, l'Accord de libre échange entre le Mexique, le Canada et les Etats-Unis entré en vigueur en janvier 1994, semble se renforcer et servir de modèle pour d'autres pays et créer ainsi la zone de libre échange des Amériques, prévue pour l'année 2005. Le Mexique a trouvé un marché pour ses produits d'ex-

portation, mais son économie est plus dépendante de son voisin et son Gouvernement est contraint d'investir en infrastructures afin de créer des conditions pour l'industrie d'assemblage, permettre la souplesse et la flexibilité de la législation en matière de travail, etc., au préjudice des autres secteurs économiques et sociaux. Côté brésilien, la priorité est donnée au renforcement d'abord de la Communauté andine et du Mercosur, et ensuite à la négociation en bloc face aux Etats-Unis; cette proposition faite par Cardoso sera probablement suivie par Lula; néanmoins ces bonnes intentions du Brésil pourraient trébucher face aux conditions établies par l'accord avec le FMI de 2002. Tôt ou tard la coïncidence ou la divergence entre le Mexique

l'invité

La justice sociale et le rôle de la société civile

Le rapport du directeur général «S'organiser pour plus de justice sociale», présenté lors de la 92e session de la Conférence du BIT, qui s'est déroulée à Genève du 1er au 17 juin, reconnaît les efforts déployés pour favoriser la liberté d'association et le droit de négociation collective.

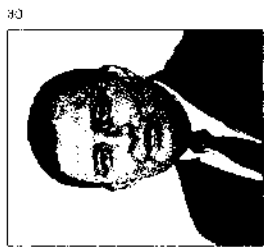
La reconnaissance de ces droits semble ne pas être égalitaire pour les travailleurs des pays en développement. Aux problèmes structurels de la planète, liés à la distribution injuste des richesses, il faut ajouter les effets de la mondialisation. Les travailleurs sont confrontés au chômage massif, à l'instabilité et à la flexibilité des normes de la sécurité sociale. Les entreprises, elles, doivent faire face à la délocalisation croissante et aux fusions permanentes des actifs dans tous les secteurs. Les gouvernements sont confrontés au manque d'efficacité en matière de mise en place d'un cadre juridique régulateur et redistributeur.

Les pays en développement contestent de plus en plus les décisions des pays industrialisés. Et le multilatéralisme de-

vient l'un des principaux mécanismes pour concilier les positions des agents internationaux. Ces dernières années, la communauté internationale tient enfin compte des actions de la société civile. Diverses propositions concrètes ont été réalisées lors du Sommet sur le développement durable à Johannesburg en 2002, la Conférence sur le financement du développement de la Cnucead à Monterrey en 2002, les Conférences de l'OMC à Doha en 2001 et à Cancun en 2003, et les Sommets Europe-Amérique latine et Caraïbes, à Rio en 1999, à Madrid en 2002 et à Guadalajara en 2004.

Le rapport du directeur général analyse les accords cadres de négociation collective qui ont été conclus entre les entreprises transnationales et les syndicats. Il faut relever l'accord cadre signé entre Chiquita Brands International Inc., l'Union internationale de travailleurs agricoles (UITA) et le Comité latino-américain de coordination des syndicats de bananes (Colisiba). Cet accord dispose que les fournisseurs doivent prouver qu'ils ont respecté la législation nationale et les

MICHEL CELI VEGAS, président du Centre d'échanges et de coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.net



La société civile organisée peut couvrir l'espace que les gouvernements ont oublié.

soit parce que les institutions sont fragiles. En outre, le manque de ressources financières pousse les gouvernements à centraliser leur politique sur les grandes agglomérations laissant les zones urbaines marginales à la merci des ténors de l'économie de marché, aux spéculateurs et aux réseaux mafieux. Cette situation crée des conditions d'exploitation des secteurs les plus vulnérables de la population. Ainsi, on refuse le droit à l'alimentation, à l'éducation et au travail à de nombreuses populations d'Amérique latine.

La société civile organisée peut couvrir l'espace que les gouvernements ont oublié. Des conditions existent, à savoir, la démocratie présente dans la région et les accords d'association économique entre les pays européens et latino-américains. Les ONG qui mènent des projets dans des zones reculées peuvent — grâce à leur expérience, la connaissance du terrain, la défense des principes et leurs réseaux internationaux — jouer un rôle de locomotive dans le développement local et régional et favoriser la justice sociale en Amérique latine.

droits fondamentaux des travailleurs, notamment la liberté d'association et le droit à la négociation collective. Ce dialogue a permis d'appliquer les normes que le BIT élabore depuis sa création en 1919 pour harmoniser le marché du travail. Le BIT utilise d'autres mécanismes pour faire valoir des normes minimales qui respectent la dignité des travailleurs. Des programmes de coopération technique sont appliqués dans les secteurs

qui ne sont pas réglementés par les gouvernements.

Ces progrès sont très significatifs. Cependant, en Amérique latine, la récession économique et la fragilité des structures politiques ont provoqué le développement de l'économie informelle. Les travailleurs et les entreprises augmentent dans ce secteur puisque les mécanismes de réglementation de l'Etat sont inexistantes, soit parce qu'il n'y a pas de dispositions législatives,

l'invité

Pourquoi la démocratie et le libéralisme économique n'assurent-ils pas une bonne gouvernance en Amérique latine?

La démocratie et le libéralisme économique instaurés avec la mondialisation mettent en exergue les faiblesses des institutions à établir une gouvernance équitable et redistributive favorisant les secteurs laissés pour compte. Cette situation met en cause les élites politiques qui semblent ne plus s'adapter aux circonstances actuelles.

Dans un cadre de libertés démocratiques et d'application de mesures libérales établies par le Consensus de Washington, l'Amérique latine a subi diverses crises dans la dernière décennie. D'abord la crise des institutions caractérisée par l'inefficacité de la bureaucratie, l'inexistence des mécanismes de justice équitable et un fort sentiment d'insécurité des populations; ensuite, la crise des partis politiques caractérisée par leur perte de crédibilité, représentativité et légitimité. Les divers secteurs sociaux ont exprimé leur mécontentement au travers de protestations généralisées. Les partis politiques traditionnels sont accusés d'instaurer et de tolérer la corruption et ils sont rendus responsables de l'application des mesures néolibérales. Certains dirigeants

des partis gouvernementaux ont été poussés à démissionner et, les partis de droite et de gauche, ont renoncé à leurs prétentions réciproques.

Dans la mosaïque des pays de la région, les crises d'instabilité politique continuent à se résoudre dans le cadre démocratique. La concertation entre les gouvernements, les partis politiques, les entrepreneurs, la société civile et l'appui de l'Organisation des Etats américains (OEA) et des gouvernements occidentaux ont contribué à des solutions pacifiques. Les crises — résultat des facteurs structurels et conjoncturels, endogènes et exogènes, reposent principalement sur les partis politiques: en Argentine, les mesures du FMI et les «cacerolazos» contre les radicaux et péronistes ont contribué à la démission du président De la Rúa en décembre 2001; au Mexique, le refus des électeurs de la continuité a déterminé en juillet 2000, la perte du pouvoir en faveur du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) qui avait monopolisé pendant septante et un ans, et promu le conservateur Vicente Fox à la présidence; en Colombie, la violence dérivée du trafic de drogues, la guerre

MICHEL CELIVEGAS président du Centre d'échanges et de coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.net



«Pourtant, dans la mosaïque des pays de la région, les crises d'instabilité politique continuent à se résoudre dans le cadre démocratique.»

tiques donnent aux populations l'opportunité pour demander des changements dans la classe dirigeante en choisissant d'autres options que celles des partis gouvernementaux. En même temps, la démocratie semble décevoir les Latino-Américains qui rêvent de gouvernements capables de changer le modèle économique pour réduire la pauvreté et mieux redistribuer les richesses.

Pourquoi la démocratie et le libéralisme économique n'assurent-ils pas une bonne gouvernance en Amérique latine? D'abord parce que la démocratie contrôle le pouvoir politique à des majorités pauvres et le marché confère le pouvoir économique à des minorités riches. Ensuite, parce que les effets de la mondialisation — délocalisation d'entreprises, augmentation des taux de chômage, etc. — qui exacerbent les inégalités sociales ne peuvent pas être contrôlés par des états nationaux. Finalement, parce que les partis politiques ne défendent plus leurs programmes et la société civile organisée n'est pas prise en compte pour adapter les institutions aux changements économiques.

permanente entre les guerilleros et les paramilitaires, et des décisions des Occidentaux conditionnent les conservateurs et les libéraux qui dès 1962 partagent le pouvoir.

La démocratie latino-américaine a aussi évolué par le biais des modifications de certaines Constitutions et le renouvellement au sein des parlements, les ratifications des traités sur les droits hu-

ains et la création de commissions de vérité et réconciliation. Le référendum est appliqué pour définir les actions des gouvernements; la Bolivie, le 18 juillet dernier pour établir le destin de l'exploitation du gaz et, prochainement le Venezuela, le 15 août 2004 pour révoquer ou ratifier les mandats aux autorités dont le président Hugo Chávez, en sont des exemples. Les libertés et les mécanismes démocratiques

L'INVITÉ

Vers une révision de l'immunité et de l'impunité de Pinochet

Lorsque, le 11 septembre 1973, Augusto Pinochet Ugarte évinçait Salvador Allende du Palace de la Moneda, par un coup d'Etat meurtrier, l'histoire de l'Amérique latine commençait à se bouleverser et à expérimenter les effets de la guerre froide. Les forces armées chiliennes devenaient les alliées incontournables des Occidentaux pour contrecarrer l'expansion communiste. Pinochet était la figure providentielle pour établir une nouvelle donne politique dans la région en même temps que le Chili était le pays choisi pour instaurer le modèle économique des Chicago Boys.

La politique internationale a changé ces trente dernières années. La confrontation Est/Ouest a disparu, les révolutions communistes ont été remplacées par des régimes démocratiques et l'économie planifiée a cédé sa place à l'économie de marché. Dans l'interval, certains arrangements entre les élites militaires et politiques latino-américaines ont été négociés pour restaurer la démocra-

tie. Au Chili, les compromis entre les groupements politiques, de droite et de gauche, se sont réalisés sous la tutelle de Pinochet. Le retour à la démocratie était conditionné à l'impunité du dictateur. Pinochet bénéficiait d'une immunité absolue par les dispositions de la Constitution et de la législation nationale en tant qu'ancien président, chef suprême des forces armées et sénateur à vie.

Sur la scène internationale la législation a aussi évolué, mais contrairement au désir de Pinochet. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966 et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de 1984, deviennent des instruments juridiques essentiels pour freiner les violations des droits humains; de même, la Convention de Vienne régissant les relations diplomatiques et consulaires de 1961 a établi la figure de l'immunité

MICHEL
CELI VEGAS

*Président du Centre d'échanges
et Coopération
pour l'Amérique latine**

«Sur la scène
internationale
la législation a évolué
aussi, mais
contrairement
au désir de Pinochet»

diplomatique sous certaines conditions. Ces conventions ont été ratifiées par la plupart des pays et sont parties de la législation dont il faut tenir compte dans les délits commandités ou exécutés par Pinochet au Chili, entre septembre 1973 et mars 1990.

Entre l'immunité et l'impunité de Pinochet, le subterfuge sur son état de santé physique et psychique a été le recours politique pour stopper les procédures judiciaires. Sur le plan international, les raisons invoquées par M. Jack Straw, ministre britannique de l'Intérieur en 2000, étaient une sortie aux possibles incidents diplomatiques qui pouvaient se présenter suite aux demandes d'extradition présentées par l'Espagne, la France, la Belgique et la Suisse; rappelons que la Chambre des lords avait conclu que Pinochet ne bénéficiait plus de l'immunité diplomatique. Sur le plan national, les tribunaux chiliens, invoquant aussi l'état de santé de Pinochet, avaient adopté une décision similaire, ce qui a évité de déstabiliser la démocratie. Néanmoins, les déclarations faites en 2003 à Miami sur des comptes dans les banques américaines laissaient supposer que la santé de Pinochet n'était pas aussi catastrophique que l'avaient défini les rapports médicaux anglais et chiliens.

Les tribunaux chiliens ont changé d'avis et ont décidé d'entamer des procédures contre Pinochet pour sa responsabilité dans «les Caravanes de la mort» et «le Plan Condor», plans instaurés pour faire disparaître des opposants. Et les autorités britanniques, et les autorités britanniques, procéderont-elles à la révision de la décision donnée en 2000 et réinitialiseront-elles la demande d'extradition des pays européens? En tout cas, la volonté politique n'est pas unanime pour sanctionner Pinochet. Il reste dans la mémoire des Latino-Américains que des situations similaires ne pourront pas se reproduire dans les circonstances actuelles. La Cour pénale internationale, instance juridictionnelle créée en juin 1998 pour sanctionner les responsables des violations des droits humains, est un espoir, pour autant que les dirigeants des pays riches et pauvres assument leur responsabilité dans le respect du droit.

* www.cccal.net

L'INVITÉ

La responsabilité partagée dans la lutte contre la corruption

Lorsque les scandales de corruption éclatent, des réflexions mettent en exergue les actions des partis politiques, la tolérance des fonctionnaires de l'Etat et la faiblesse des institutions gouvernementales. La classe dirigeante du pays catalogué corrompu est tenue responsable des dysfonctionnements du système politique, mais elle n'est pas la seule.

Dans les diverses modalités de corruption il y a une responsabilité partagée des dirigeants nationaux et internationaux, sans distinction idéologique. Des partisans du marché libre, populistes, de droite ou de gauche, démocrates ou dictateurs, sont soupçonnés d'être complices ou coupables des délits commis lors de la gestion des ressources publiques en profitant du pouvoir. Des politiciens, fonctionnaires et des entrepreneurs peu scrupuleux participent aux financements douteux des campagnes électorales en échange de l'octroi des marchés publics; ils créent des mécanismes pour blanchir l'argent en provenance des opérations frauduleuses facilitant la fuite

des capitaux, le narcotrafic et le trafic d'armes; ils font figurer des emplois fictifs et des entreprises fantômes pour détourner des fonds publics. L'enrichissement dérivé de la corruption n'est pas forcément pour le bénéfice personnel; il est profitable aussi pour certains partis politiques et secteurs sociaux proches du pouvoir.

La lutte contre la corruption est apparue dans l'agenda politique ces dernières années. Elle est le moyen de pression de certaines ONG et la préoccupation des organisations multilatérales. La Convention interaméricaine contre la corruption de 1996, celle de l'OCDE de 1999 et des Nations Unies de 2003, viennent compléter les conventions bilatérales et multilatérales en matière d'entraide judiciaire et extradition pour sanctionner les responsables de la corruption.

Quelles sont les circonstances qui créent l'imbroglie juridico-politique dans les cas de corruption favorisant l'impunité? En Amérique latine, pour quoi les anciens présidents Carlos Salinas de Cortari du Mexi-

que, Alberto Fujimori du Pérou et Carlos Saul Menem d'Argentine ne risquent-ils pas de sanctions pour des actes de corruption? Tout d'abord, les raisons juridiques. Ils ont pris refuge à l'étranger (Salinas en Irlande, Fujimori au Japon et Menem est resté treize mois au Chili et rentré en décembre, sous caution d'un million de dollars) et les procédures d'entraide judiciaire internationale et d'extradition sont longues, onéreuses et doivent compter avec l'assentiment des gouvernements où se trouvent les fonds illicites et/ou qui accueillent les dirigeants en fuite; de même, les juges et procureurs des pays latino-américains, nommés par les gouvernements en place, ne garantissent pas l'autonomie et l'indépendance des pouvoirs. Ensuite, les raisons politiques.

Les trois anciens dirigeants ont été soutenus par les gouvernements occidentaux pour appliquer des mesures économiques néolibérales bouleversant la vie politique des pays; Salinas a intégré le Mexique à l'Alena, l'Accord commercial

avec les Etats-Unis et le Canada; Fujimori a appliqué des mesures de choc pour contrôler l'hyperinflation et éradiquer le populisme; Menem a instauré la convertibilité du peso/dollar et a facilité les privatisations. Ces dirigeants ont été remplacés dans un cadre démocratique et essaieront de revenir à la présidence de leurs pays.

La corruption dans la mosaïque des pays de l'Amérique latine ne peut pas s'interpréter en martelant les défaillances du contrôle gouvernemental. L'application des conventions, lois et règlements pour lutter contre la corruption sera efficace pour autant qu'elle considère les réseaux internationaux et la responsabilité partagée des pays. La médiatisation de la politique et la solution juridique aux problèmes politiques tergiversent la corruption liée aux pays pauvres. On ne peut pas continuer à soutenir que le développement des pays dépendra de l'éradication de la corruption. La démocratie et le libéralisme économique, instaurés dans la région, démontrent une autre



MICHEL
CELLI VEGAS

Président du Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.net

«Il y a une responsabilité partagée des dirigeants nationaux et internationaux, sans distinction idéologique»

L'INVITÉ

Le travail forcé et les objectifs du Millénaire sur les mêmes rails

Le rapport du directeur général de l'OIT, *Une alliance mondiale contre le travail forcé*, présenté lors de la 93e Conférence du travail, met en évidence la coopération entre les agents internationaux visant à réduire le travail forcé touchant 12 millions de personnes. Selon l'OIT, il s'agit de tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de son plein gré. Ce type de travail peut être exigé par l'Etat ou par un particulier; dans ce dernier cas, il peut avoir un caractère d'exploitation économique ou sexuelle.

La Déclaration du Millénaire, le Pacte mondial de M. Kofi Annan, et les autres initiatives pour diminuer les inégalités entre les pays ou à l'intérieur de ceux-ci sont très optimistes. Si elles débouchent sur des résultats, ils seront différents selon les régimes et ne permettront pas nécessairement d'éliminer la pauvreté qui est à la base du travail forcé. D'après la Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine (Cepal), les indicateurs montrent que les pays de la région pourraient atteindre les objectifs de la Déclaration du Millénaire en 2015 en matière d'éducation et d'accès à l'eau potable. Ces prévisions optimistes contrastent avec certains objectifs, en particulier celui visant à réduire de moitié la proportion de personnes extrêmement pauvres.



MICHEL
CELI VEGAS

*Président du Centre d'échanges
et coopération
pour l'Amérique latine
www.cecal.net*

**«Il faut des mesures
préventives et
punitives qui
s'attaquent aux
véritables causes du
travail forcé»**

Parmi les pays très différents de la région, le Chili est le seul à avoir atteint cet objectif. Dans les autres, il est très difficile à atteindre, en raison des déséquilibres structureaux. A l'heure actuelle, il y aurait 222 millions de pauvres en Amérique latine, soit 44 pour cent de la population. Parmi ces pauvres, 96 millions, c'est-à-dire 18,6 pour cent de la population, sont indigents.

Les actions gouvernementales contre le travail forcé progressent en Amérique latine. Le rapport du directeur général fait référence au Brésil dont le Code pénal, depuis 2003, punit toutes les modalités d'esclavage. Le rapport évoque aussi les progrès de la Bolivie, du Guatemala, du Paraguay et du Pérou en ce qui concerne la servitude pour dettes, fréquente dans les zones agricoles, qui touche les populations indigènes. Ces initiatives sont louables mais, pour faire face aux dysfonctionnements du marché du travail, il faut des mesures préventives et punitives qui s'attaquent aux véritables causes du travail forcé. Il s'agit de s'attaquer à l'économie informelle, de surveiller les délocalisations d'entreprises et de renforcer les institutions de l'Etat en mettant en place des systèmes de prestations sociales, indemnités de chômage, fonds de pension, programmes d'aide aux personnes les plus démunies, etc. Bref, il faut des mesures pour corriger la distribution injuste des

revenus afin de réduire le nombre de personnes qui sont soumises au travail forcé et qui, aujourd'hui, d'après l'OIT, s'élèverait à 1 320 000 dans la région.

L'atténuation du travail forcé n'est pas possible si les actions gouvernementales sont isolées. La mondialisation a poussé les acteurs internationaux à se forger une perception différente des relations sociales du travail. La confrontation entre employeurs et travailleurs appartenant au passé et cède le pas à la coordination, à la coopération et à la responsabilité partagée des différents intérêts en jeu à l'échelle internationale. La dimension humaine de la mondialisation et du travail décent que tous réclament ne sera réalisée que si la volonté politique de tous les gouvernements concorde sur l'application de mesures de redistribution des revenus pour atténuer le travail forcé.

Dans la nouvelle configuration des blocs économiques, l'alliance de l'Amérique latine avec les pays industrialisés contribuera à l'harmonisation des législations élaborées au sein de l'OIT. La convention N° 29, 1930 sur le travail forcé, et la convention N° 105, 1957 sur son abolition, mentionnées dans certains accords d'association, pourraient être élargies à toutes les formes de collaboration entre les pays. Mais, ces coordinations législatives seront-elles suffisantes pour réduire le travail forcé?

Dialogue

L'INVITÉ

L'indifférence de Davos

Lula da Silva et Felipe Calderón sont invités au Forum de Davos 2007. Le Brésil et le Mexique continueront-ils à être les locomotives de la région latino-américaine ? Les autres gouvernements de gauche ne sont-ils pas susceptibles de modifier la donne des partisans du libéralisme économique ?

Les États, les organisations internationales, les entreprises et la société civile conviés au Forum économique ont des orientations variées et abordent des solutions aux différences structurelles. Le réchauffement de la planète, la sécurité planétaire, la fracture numérique, la dette externe des pays, la croissance économique, l'éradication de la pauvreté, sujets répétitifs dans ces grandes messes internationales, n'ont fait que créer des réactions anti-américaines et renforcer les courants alter mondialistes. Le Forum Social

Mondial est l'expression la plus récente. Mais, ni le Forum économique, ni le Forum social n'ont eu d'effet pour atténuer les différences structurelles entre les riches et les pauvres, ni entre les pays, ni à l'intérieur de ceux-ci.

Récemment s'est produite une nouvelle configuration de la société latino-américaine. Les représentants des tendances anti-américaines et anti-mondialisation ont gagné les élections dans la plupart des pays. L'explication se trouve dans les votes de protestations des populations marginalisées, des classes moyennes affectées dans leurs privilèges et de la carence des leaders charismatiques avec des programmes de développement cohérents. La résurgence de la gauche est le dernier espoir des majorités isolées et abandonnées par l'indifférence de la classe poli-

tique traditionnelle centraliste et alliée aux groupes transnationaux. Mais ces nouveaux gouvernements pourrout-ils renverser la tendance inégalitaire de la redistribution des richesses ?

La démocratie et le libéralisme économique, signes de la société moderne, continueront à se réaffirmer dans la région latino-américaine. Les exigences des standards démocratiques - élections tous les quatre ou cinq ans, la participation des partis politiques, la séparation des pouvoirs, la liberté d'expression, etc. - seront dans l'agenda des exigences des pays occidentaux. Sur le plan économique les standards sont différents, même si l'écart entre les riches et les pauvres reste toujours le commun dénominateur. Les particularités structurelles de chaque pays déterminent la stabilité ou



MICHEL
CELLI VEGAS

Président du Centre d'échanges et
coopération pour l'Amérique
latine, www.cecal.net

«Le Forum de Davos
suit la même
orientation que la
politique américaine»

l'instabilité des institutions démocratiques.

Le Mexique a failli suivre la tendance d'autres pays. Lopez Obrador n'a pas pu s'imposer sur le terrain du PRI et du PAN. Le Brésil, l'Argentine et

l'Uruguay avec des gouvernements de gauche modérée resteront les modèles à suivre pour éviter des déséquilibres dans la région. Au sein du Mercosur - le quatrième marché mondial - la grandeur des pays, le développement de leurs institutions, le renforcement de leurs partenaires stratégiques et les niveaux de leurs ancrages aux marchés mondiaux sont déterminants pour maintenir un équilibre sans causer des dérapages nationalistes. Dans la communauté andine, la Bolivie de Morales, l'Equateur de Correa et le Venezuela de Chavez semblent inquiéter la stabilité subrégio-

nale. Mais leurs agissements auront des limites incontournables; ils sont conditionnés par la rapidité des résultats et par la magnitude des solutions pour les plus démunis.

Le Forum de Davos suit la même orientation que la politique américaine. Il rassemble les interlocuteurs de confiance de la région latino-américaine pour préparer le terrain pour des interventions dans les politiques économiques. Néanmoins, à l'intérieur des pays continueront la dégradation des conditions de travail, la délocalisation des entreprises, la souplesse des cadres juridiques pour attirer les capitaux, et le travail des enfants. Bref, toutes les inégalités dérivées de la distribution des richesses ne sont pas les priorités des décideurs politiques défenseurs de la démocratie et du libéralisme économique.

L'INVITÉ

Mais où va le Venezuela?

L'Assemblée nationale du Venezuela, parlement à chambre unique, a octroyé des pouvoirs spéciaux à Hugo Chavez afin d'approuver par décrets-lois et pendant 18 mois des normes conduisant le pays vers le socialisme. Assistons-nous à une nouvelle forme de dictature sous la mascarade démocratique? Le pouvoir sans limite de Chavez, aura-t-il des incidences sur la stabilité de la région?

Le Venezuela, sixième producteur mondial de pétrole a eu une stabilité démocratique depuis la fin de la dictature de Pérez Jiménez, en 1962. L'alternance au pouvoir des partis conservateurs – Copei et Adeco – et l'indifférence des militaires pour diriger le pays, se sont vues bouleverser le 4 février 1992, avec le soulèvement du Lieutenant-colonel Hugo Chavez contre le président Carlos Andrés Pérez. Depuis lors, le quotidien des Vénézuéliens et des courants antiaméricains exacerbés dans la région, déchainent les passions pour le projet «Bolivarien» de Chavez.

Chavez, élu en décembre 1998, a été réélu pour un nouveau mandat, passé de cinq à six ans en juillet 2000, après avoir établi la Constitution «bolivarienne». Les élections de décembre 2006 ont confirmé le virage de la société vénézuélienne vers le projet socialiste.

L'opposition, qui n'a pas participé aux législatives de 2005, a laissé le terrain libre à Chavez et ses partisans pour décider du sort du pays. Les pouvoirs spéciaux donnés par le Parlement et la nouvelle nomination de ses ministres, en janvier dernier, lui laissent carte blanche pour gouverner de manière similaire à celle existante à Cuba.

Les agissements de Chavez ont été tolérés



MICHEL CELI VEGAS

Président du Centre d'Echanges et
Coopération pour l'Amérique latine,
www.cecal.net

par la communauté internationale. A l'intérieur du pays le monopole du pouvoir s'est construit dans un cadre démocratique. A l'extérieur, le développement de la diplomatie d'affaires avec les dirigeants des pays producteurs de pétrole ainsi qu'avec des pays ennemis déclarés des Etats-Unis, lui a donné la reconnaissance internationale d'un leader altermondialiste; sur le plan régional, Chavez réaffirme son leadership dans la collaboration politique, économique et militaire avec les dirigeants de la gauche antiaméricaine, à savoir la Bolivie, l'Equateur, le Nicaragua et Cuba. A l'heure actuelle, est-il possible de contrôler les agissements antiaméricains et antimondialistes de Chavez?

Sur le plan politique il serait néfaste de s'immiscer dans les affaires courantes du pays. Les Etats-Unis ne peuvent pas recourir à l'utilisation de l'Organisation d'Etats

Américains – OEA pour accuser Chavez de ne pas appliquer les standards démocratiques. Ils ne peuvent pas songer intervenir au Venezuela comme ils l'ont fait auparavant en Haïti, en République dominicaine ou récemment en Irak. Un éventuel successeur ne pourrait pas être imposé pour contrôler les majorités rassemblées par Chavez; rappelons que les dirigeants d'entreprises, concertés en Fedecamaras, à l'origine du coup d'Etat avorté d'avril 2002, sont stigmatisés par le chavisme.

Sur le plan économique, les Etats-Unis sont conscients qu'un conflit avec un partenaire commercial pétrolier déclencherait l'augmentation du prix du pétrole et engendrerait l'incertitude sur les marchés financiers.

Bush a déjà commencé à contrecarrer le projet de gazoducs unissant l'Argentine, le Brésil et les autres pays de la région, proposé par Chavez en décidant la construction d'un gazoduc pour unir le Mexique et les pays de l'Amérique centrale aux Etats-Unis.

Chavez est apparu comme une réaction à la présence américaine. Dans cette confrontation il ne faut pas négliger les 25 millions de Vénézuéliens. Bush doit choisir entre respecter la démocratie au Venezuela ou lui imposer la politique américaine.

Chavez doit choisir entre les nationalisations pour redistribuer des revenus pétroliers en faveur des plus démunis ou les nationalisations pour favoriser son entourage proche en exacerbant la polarisation du pays. Pour les Occidentaux, les nationalisations de Chavez en 2007 seront plus contestées que la dollarisation imposée par les Etats-Unis en Argentine en 1990.

L'INVITÉ

Quels sont les droits des 86 millions de migrants?

Le rapport du directeur général du BIT, «L'égalité au travail, relever les défis», présenté lors de la 96e Session de la Conférence Internationale du Travail, qui a eu lieu à Genève en juin dernier, illustre les efforts visant à atténuer les discriminations exacerbées par la mondialisation dans un marché extrêmement concurrentiel.

Le travail des migrants, une des manifestations de la discrimination dont souffrent les travailleurs, représente l'une des préoccupations du BIT. Les migrants font souvent l'objet de discriminations en raison de leur couleur, de leur race, de leur religion, réelles ou supposées, ou d'une combinaison de ces facteurs.

Les droits des migrants sont reconnus. La convention internationale sur l'élimination de toute forme de discrimination raciale, approuvée par l'Assemblée générale de l'ONU de 1965, entrée en vigueur en 1969, en est le point de départ. Diverses initiatives et résolutions adoptées par des organisations régionales et internationales ont permis d'aboutir à la Convention pour la protection de tous les travailleurs migrants et de leurs familles adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU par sa résolution 45/158 du 18 décembre 1990 et entrée en vigueur en 2003.

Les nombreux droits des migrants sont consacrés par les textes internationaux, tant dans les Etats d'origine, de transit que dans les Etats de réception des migrants. Le droit à la vie, à la liberté de conscience, à la religion, à la sécurité personnelle, au droit d'être traité de la même façon que les ressortissants des pays devant les tribunaux, etc. sont des droits reconnus. Néanmoins, dans la pratique la reconnaissance des droits des migrants dépend des politiques nationales.



MICHEL CELI VEGAS

Président du Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine.
www.cecal.net

La migration d'hommes et de femmes, à la recherche de meilleurs emplois à l'étranger est estimée à 86 millions de personnes, dont 32 millions dans les régions les plus développées. Ce chiffre est censé augmenter dans les prochaines années. En Europe occidentale, 10% de la main-d'œuvre est composée actuellement de migrants, lesquels sont nombreux dans les emplois très peu protégés, quel que soit leur niveau de qualification.

Comment rendre compatible la migration et les politiques nationales? C'est le dilemme auquel doivent faire face les

«La politique migratoire ne doit pas se limiter à la régularisation des sans-papiers»

dirigeants des pays développés et en voie de développement. Les accords d'intégration économique apportent une protection à certains types de migrants. C'est le cas de l'Union Européenne qui accorde l'égalité de chance et de traitement aux travailleurs des pays tiers qui résident légalement dans l'espace européen. Néanmoins, il existe beaucoup de travailleurs qui, par le fait de ne pas disposer d'une autorisation de travail, sont victimes d'abus des autorités, des employeurs et même victimes des mafias internationales.

Les thèmes migratoires seront toujours au cœur des négociations des accords commerciaux. La migration est acceptée ou tolérée lorsque le transfert des ressources humaines est positif pour l'essor du pays qui reçoit les migrants. En revanche, la migration est refusée ou critiquée lorsqu'elle génère une économie informelle à l'intérieur du pays récepteur.

En Suisse les mesures migratoires suivent la tendance des pays européens. Certains étrangers établis bénéficient des droits politiques aux niveaux communaux. Ceux qui sont en situation irrégulière attendent, impatients les décisions des autorités cantonales et fédérales. A Genève la proposition du Conseil d'Etat au Grand Conseil, en décembre 2006, est de continuer la régularisation au cas par cas selon les directives de l'Office fédéral des migrations.

La situation des migrants changera-t-elle en 2008 avec la nouvelle loi sur les étrangers? En tout cas la politique migratoire ne doit pas se limiter à la régularisation des sans papiers, mais inclure ce qui a été établi par les instruments internationaux.

L'INVITÉ

Où penchera la balance des négociations en Colombie?

D'abord la libération des otages, ensuite la mort du deuxième leader des FARC et finalement le conflit diplomatique entre la Colombie, le Venezuela et l'Équateur. Mais que se passe-t-il dans cette région qui attire l'attention de la communauté internationale pour la libération d'Ingrid Betancourt?

La Colombie, avec 45 millions d'habitants est l'un des pays en Amérique latine où la démocratie existe sans interruption depuis 1962. La Colombie n'a pas vécu les expériences tragicomiques d'autres pays de la région. Les réformes nationalistes des gouvernements militaires au Brésil, Argentine, Pérou et Chili ainsi que les déséquilibres macroéconomiques causés par l'hyperinflation et la dette externe de la région, n'ont pas ébranlé le modèle démocratique colombien. Un modèle qui s'est développé parallèlement à une violence devenue institutionnelle et structurelle.

La violence en Colombie a toujours préoccupé des Occidentaux. Le plan Colombie établi par l'administration Clinton a eu des résultats mitigés. Le plan d'aide internationale soutenu par la France, la Suisse et l'Espagne semble avancer sur le bon chemin. Néanmoins les propositions pour l'éradication des plantations de la feuille de coca et de sa commercialisation - sous diverses formes - n'ont pas envisagé leurs conséquences sur les groupes se disputant le pouvoir, sur la perte de souveraineté de l'État et sur la population des zones démilitarisées.



MICHEL CELI VEGAS

PRÉSIDENT DU CENTRE D'ÉCHANGES
ET COOPÉRATION POUR L'AMÉRIQUE
LATINE www.cecal.net

La classe politique colombienne semble être accusée de complicité ou d'appartenance à des réseaux nationaux et internationaux peu scrupuleux. La réalité quotidienne colombienne ne peut ignorer l'existence et l'influence des groupes considérés comme guérilleros.

Les FARC semblent monopoliser l'attention de la communauté internationale, mais il ne faut pas négliger la présence de l'ELN, du FLN et d'autres groupes qui ont instauré l'industrie du kidnapping pour financer leurs actions armées et les actions protestataires contre le pouvoir formel.

**«La Colombie devient
l'embryon
de la polarisation
de la région andine»**

La Colombie, comme les autres pays membres de la Communauté andine (Équateur, Venezuela, Pérou), suit la restructuration des pouvoirs locaux et nationaux qui cherchent une meilleure distribution de richesses pour les majorités pauvres. La démocratie et le libéralisme économique qui règnent dans la région pourraient être bouleversés par la violence en Colombie.

La Colombie devient l'embryon de la polarisation de la région andine. Côté latino-américain, les gouvernements de gauche sous le leadership de Chavez (Correa en Équateur, Morales en Bolivie et Ortega en Nicaragua, parmi d'autres) semblent avoir trouvé le terrain béni pour contrecarrer la présence impérialiste des États-Unis. Il reste encore les doutes sur leurs relations avec les FARC.

Côté européen, la croisade internationale pour libérer Ingrid Betancourt se heurte à la demande faite par les FARC au président Sarkozy afin qu'il intervienne en faveur de la création d'une zone démilitarisée.

L'Union européenne a souligné la nécessité d'une solution humanitaire, proposition qui ne semble pas avoir l'écho des intervenants.

La libération d'Ingrid Betancourt, avec l'aide des Occidentaux, se heurte à trois circonstances temporelles qui pourraient faire basculer la balance des négociations: Le 5e Sommet Europe-Amérique latine qui se déroulera en mai à Lima, la présidence française de l'Union européenne à partir du 1er juillet prochain et les résultats des élections américaines de novembre 2008.

L'INVITÉ

Pour Fujimori, ce n'est pas encore le Pérou...!

La Cour suprême du Pérou a condamné l'ancien président Fujimori, à 25 ans de prison pour les délits d'homicide qualifié, lésions graves et séquestration. Ce jugement permettra-t-il de changer le comportement des chefs d'Etat dans le respect des droits humains?

Fujimori a été condamné à l'unanimité pour ses décisions en tant que chef suprême des forces armées et de la police nationale. Ses interventions ponctuelles dans les assassinats des étudiants de la Cantuta, les tueries de Barrios Altos et la séquestration des journalistes ont été prouvées, tout comme son influence sur les services secrets péruviens.

Fujimori décidait avec son «éminence grise», Vladimiro Montesinos, les actions des chefs militaires d'un réseau de corruption sous le subterfuge de lutter contre la subversion. Il a approuvé des lois d'amnistie - contraires à la convention interaméricaine des droits de l'homme - en faveur des militaires auteurs des violations des droits humains.

Plusieurs éléments expliquent la condamnation de Fujimori. D'abord, l'isolement interne subi par les groupes politiques créés par lui, ce qui démontre les limites de l'opportunisme électoral. Rappelons qu'avec un programme populiste, il gagnait les élections contre l'écrivain Vargas Llosa en 1990.

Son parti «Cambio 90» était soutenu par la majorité des Péruviens comme un refus aux partis traditionnels. Fujimori ne



MICHEL CELI VEGAS

Président du Centre d'Echanges et
Coopération pour l'Amérique latine
www.cecal.net

disposait pas de programme économique ni de professionnels capables de conduire le gouvernement. Il utilisait des procédés peu scrupuleux pour recruter les exécutants de sa politique.

Ensuite, la recomposition des forces politiques à l'intérieur du Pérou. Par le coup d'Etat d'avril 1992, Fujimori a décidé la dissolution du Congrès, restructuré les pouvoirs de l'Etat et approuvé une nouvelle Constitution. Les pouvoirs donnés aux militaires échappaient à tout contrôle

**«Les systèmes
présidentiels en
Amérique latine
commencent à montrer
des limites juridiques»**

et les cercles de corruption et chantage étaient monnaie courante. Tous les secteurs politiques se sont alliés pour décomposer ce réseau de corruption et ont poussé Fujimori à sa démission en novembre 2000.

Finalement, la présence de nouveaux leaders et courants en Amérique latine. Cinq ans après son séjour au Japon, Fujimori s'est établi au Chili, en novembre 2005, dans l'attente des élections péruviennes de 2006. La Cour suprême du Chili a décidé de l'extrader vers le Pérou en septembre 2007 face à l'indifférence des pays occidentaux car l'hyperinflation et le terrorisme contrôlés sous les gouvernements Fujimori n'étaient plus d'actualité dans la région.

Les systèmes présidentiels en Amérique latine commencent à montrer des limites juridiques. Il est surréaliste de penser que la violation des droits humains sera punie dans tous les pays. Les sanctions juridiques contre la dictature démocratique de Fujimori ne sont pas comparables aux sanctions des dictatures militaires de Pinochet au Chili et Videla en Argentine.

Les différences structurelles des pays et les compromis de la classe politique semblent être indispensables pour l'instauration des tribunaux spéciaux qui appliquent les lois internes et les conventions internationales. Dans le cas Fujimori, une amnistie du prochain gouvernement n'est pas à écarter, mais cette possibilité engendrerait le chaos dans la fragile démocratie péruvienne.

L'INVITÉ

Travail domestique: l'OIT passe la vitesse supérieure

Lors de la 99e Conférence internationale du travail qui s'est déroulée le mois dernier à Genève, le directeur général a présenté le rapport sur les travailleurs domestiques. Ce rapport constitue un avancement significatif pour l'élaboration des normes de travail dans ce secteur vulnérable.

Le travail domestique est l'une des formes d'emploi les plus anciennes dans le monde entier et il trouve ses racines dans l'histoire de l'esclavage, du colonialisme et d'autres formes de servitude.

Il existe dans tous les pays mais ses formes et ses répercussions dans l'économie formelle sont différentes. Le degré de développement du pays, la composition de la population et le traitement donné par la législation nationale créent ces différences.

Néanmoins, on trouve des éléments communs, par exemple la forme du travail effectué par les femmes (éventuellement mineures), généralement migrantes, avec un statut précaire ou illégal, sans aucune protection sociale et légale. Leur salaire est lié au degré de dépendance et à la volonté de leurs employeurs.

Dans les dernières décennies, le travail domestique a augmenté dans tous les pays. Cette tendance s'est accentuée avec l'intégration des femmes dans le marché du travail formel, le vieillissement des sociétés et l'absence d'une politique permettant de concilier vie de famille et activité professionnelle. Cette recrudescence se fait dans l'indifférence des politiques nationales, car le travail domestique n'apporte aucune va-



MICHEL CELI VEGAS

PRÉSIDENT DU CENTRE D'ÉCHANGES
ET COOPÉRATION POUR L'AMÉRIQUE
LATINE

leur ajoutée, il est invisible et est réalisé dans les foyers, où les travailleurs sont isolés, sans contrôle des autorités.

Sur la scène universelle, les organisations internationales ont adopté des conventions liant certains aspects du travail domestique. Dans le cadre de l'OIT, on trouve la Convention sur le travail forcé, 1930 (num. 29), la Convention sur la protection du

salaire, 1949 (num. 95), la Convention sur les travailleurs migrants (révisée), 1949 (num. 97) et la Convention sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975 (num. 143).

Dans le cadre des Nations Unies, on retiendra la Convention relative à l'esclavage (1926), la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite d'esclaves et des institutions et de pratiques analogues à l'esclavage (1956), entre autres.

L'OIT est censée passer à l'étape de l'établissement de lignes directrices et de principes fondamentaux concernant le travail domestique et auxquels les pays membres devront adapter leurs législations nationales.

Est-il possible de rêver à l'harmonisation des principes pour le traitement des travailleurs domestiques? La réponse dépendra de la protection que les classes politiques souhaiteront donner à ce secteur vulnérable.

Dans tous les cas, la législation sur les travailleurs domestiques ne sera pas la même en Suisse, en Inde, en Libye ou au Pérou. Son application dépendra aussi du genre d'employeur, fonctionnaire international, diplomate, entrepreneur ou simple salarié.

Entre-temps, les travailleurs domestiques existeront toujours, car leur présence est indispensable dans les économies modernes, industrialisées ou en voie de développement.

Voir www.cecal.net

«Est-il possible de rêver à l'harmonisation des principes pour le traitement des travailleurs domestiques?»

ARTICLES PUBLIES DANS LA PRESSE SUISSE
L'AGEFI (www.agefi.com)

Année 2000 – 2010

1. La communauté internationale doit réagir aux atteintes à la démocratie au Pérou (31 juillet 2000)
2. L'affaire Pinochet doit permettre d'adapter le droit international (11 août 2000)
3. Le succès de Chavez au Venezuela en ferait un modèle en Amérique latine (16 août 2000)
4. La colombe de la paix n'arrivera pas par l'intermédiaire du Plan Colombie (31 août 2000)
5. Fujimori cède aux pressions et propose une issue pacifique et démocratique (20 septembre 2000)
6. La Déclaration de Brasilia marque l'échec de la politique de Bill Clinton (11 octobre 2000)
7. La dollarisation de l'Amérique latine pose de graves problèmes politiques (23 octobre 2000)
8. Les relations américano-cubaines doivent s'adapter à la globalisation (3 novembre 2000)
9. Le Parlement déclare l'incapacité morale de Fujimori à gouverner son pays (28 novembre 2000)
10. Vicente Fox transforme le Mexique après 71 ans de gestion par le PRI (14 décembre 2000)
11. Poutine et Castro tentent de mettre de l'ordre dans un lourd héritage (5 janvier 2001)
12. Les trois grands débats qui attendent George W. Bush sur l'Amérique Latine (19 janvier 2001)
13. L'Amérique latine progresse enfin dans sa lutte contre la corruption (1 février 2001)
14. Le nouveau gouvernement Aristide démarre dans un climat très contesté (16 février 2001)
15. G.W. Bush et l'ancien gérant de Coca-Cola créent une zone de prospérité en Amérique (26 fév 2001)

16. Les programmes communautaires poussent à la mobilité des entreprises (22 mars 2001)
17. M. Toledo se place contre le « fujimorisme » mais pas en vue de devenir président (11 avril 2001)
18. Le Siècle des Amériques sera déclaré à l'occasion du Sommet de Québec (20 avril 2001)
19. La présence chinoise en Amérique latine profite d'un terreau idéologique favorable (7 mai 2001)
20. Alejandro Toledo gagne au Pérou pour le plus grand bien de la démocratie (7 juin 2001)
21. L'Amérique latine face aux défis des technologies de l'information (18 juin 2001)
22. Contre le travail forcé, le BIT veut allier la prévention à la répression (26 juin 2001)
23. Les actions anti-américaines de M. Chavez fragilisent la démocratie au Venezuela (10 août 2001)
24. L'Argentine du président de la Rúa doit encore rénover ses structures (27 août 2001)
25. L'Amérique latine appui Washington pour autant que le droit soit respecté (10 octobre 2001)
26. Le Président du Nicaragua, M. Bolaños, efface les rêves sandinistes du pouvoir (19 nov 2001)
27. La crise argentine et les élections au Brésil bouleversent le Mercosur (28 novembre 2001)
28. Ricardo Maduro doit maîtriser trois défis : la pauvreté, la dette externe et la violence (12 déc 2001)
29. Les Colombiens placent leurs espoirs contre la violence en Alvaro Uribe (18 mars 2002)
30. Pérou, démocratie fragile et croissance économique (9 août 2004)
31. Référendum au Venezuela: tant mieux pour la démocratie (19 août 2004)
32. Comment concilier réduction de la pauvreté et mondialisation (04 janvier 2005)
33. Le microcrédit n'aide pas toujours à réduire la pauvreté (27 janvier 2005)
34. La société de l'information doit s'adapter à la réalité des régions (18 février 2005)
35. Après Porto Alegre, le dilemme de la gauche gouvernementale (09 mars 2005)

36. La dollarisation n'est plus adaptée aux économies (22 mars 2005)
37. Comment interpréter les crises vécues par les pays andins (28 novembre 2005)
38. Justice ou défense des intérêts ? Dilemme pour les pays industrialisés (9 décembre 2005)
39. Ce n'est pas le Pérou pour Humala, Garcia et Flores (18 avril 2006)
40. Au Pérou, l'élection par défaut du social-démocrate Garcia (06 juin 2006)
41. Malgré des progrès, des efforts restent à faire pour les enfants (30 juin 2006)
42. Le pays des aztèques, aura-t-il aussi un président de gauche (04 juillet 2006)
43. La confiance en Lula suffira-t-elle aux relations avec ses voisins ? (05 février 2007)
44. Après Pinochet, existe-il encore un espoir de justice ? (22 février 2007)
45. Le WEF n'a pas pour priorité les différences structurelles (30 janvier 2007)
46. Alberto Fujimori revient à l'une par la voie judiciaire (27 septembre 2007)

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, Président du CECAL*, Genève

La communauté internationale doit réagir aux atteintes à la démocratie au Pérou



Vendredi, on célébrait la fête nationale du Pérou, date symbolique de la Déclaration de l'indépendance à Lima, par le Général M. José de San Martín en 1821. C'était aussi le jour de la démocratie, puisque tous les cinq ans, il représente le moment

de l'investiture du Président élu par le peuple. Ces 20 dernières années et depuis le retour à la démocratie en 1980, les partis politiques au pouvoir alternent avec des gouvernements variés, de celui de Fernando Belaunde Terry (Accion Popular, droite) à Alberto Fujimori (Cambio 90, Cambio-90-Nueva Mayoría, centre), en passant par celui d'Alan García Pérez (APRA, centre gauche). Cette alternance est l'une des expressions de la démocratie, mais pas la principale ni l'unique.

Démocratie signifie respect de l'état de droit et de la volonté des citoyens, dans un cadre de liberté et d'égalité. Et démocratie ne signifie pas utilisation des mécanismes juridiques et légaux de manière cyclique pour les adapter au profit de ceux qui se trouvent au pouvoir.

Le troisième mandat de M. Alberto Fujimori, Président auto-élu, n'est ni légitime ni légal et ne peut donc pas être reconnu démocratiquement. Relatons des faits, datant d'avant, pendant et un peu après les élections d'avril dernier. a) La loi interprétative de la Constitution de 1992 qui lui a permis de se représenter aux élections: Quels seront les avis des partisans d'Hans Kelsen qui se réfèrent à la hiérarchie des normes, puisque le Pérou est l'un des pays où une simple loi peut modifier la Constitution; b) L'établissement d'un système judiciaire contrôlé par le pouvoir exécutif; c) Le limogeage des membres du Tribunal des Garanties Constitutionnelles qui n'avaient pas la même interprétation quant à leur candidature; d) Le retrait de la juridiction de la Cour Interaméricaine de Droits de l'homme du Costa Rica pour échapper à de possibles jugements pour des

exactions commises dans le domaine des droits de l'homme; e) L'instauration d'un système de contrôle des médias; f) La mise en œuvre de procédures pour manipuler les résultats des élections, lesquelles se sont réalisées sans tenir compte des recommandations de certaines organisations internationales, des gouvernements et des observateurs internationaux; g) L'approbation de mesures économiques extraordinaires d'urgence après les résultats des élections, dont il sort gagnant: Il semblerait que pendant son troisième mandat, M. Fujimori ne bénéficiera pas d'une majorité parlementaire suffisamment confortable en comparaison de ses législatures antérieures.

Les actions objectives et vérifiées sont représentatives des violations à la démocratie faites par M. Fujimori et ses partisans. Les Organisations Internationales ont leur rôle à jouer. L'Organisation des Etats Américains (OEA) a réalisé au mois de juin, une mission présidée par son Secrétaire Général, qui a établi un plan pour la réalisation de réformes dans la démocratie péruvienne. A cette occasion, l'OEA aura des tâches assez délicates en comparaison des situations précédentes. Les Etats-Unis et certains gouvernements européens ont reconnu la non-transparence des élections. Les pays latino-américains acceptent d'une manière timide ce troisième mandat. Sur la scène politique interne, M. Fujimori a fait en sorte de réunir l'opposition en un seul front. Si Alejandro Toledo – candidat qui s'est retiré au deuxième tour – est le leader de l'opposition, la plupart des Péruviens rêvent d'un changement au sein du pouvoir et pourquoi pas de nouvelles élections dans un très proche avenir déjà.

La communauté internationale doit s'inquiéter des 25 millions de Péruviens qui expérimentent

quotidiennement les péripéties inhérentes aux pays en développement (chômage, bas revenus, bas niveau de vie, etc.) et qui devront accepter dans les années qui suivent la «dictature» dans tous les secteurs et à tous les niveaux. La communauté inter-

«Démocratie signifie respect de l'état de droit et de la volonté des citoyens, dans un cadre de liberté et d'égalité.»

nationale doit observer le troisième mandat d'Alberto Fujimori de manière vigilante et lui rappeler que sa réélection a bafoué la démocratie. Les actions positives de ses gouvernements antérieurs (stabilisation économique, élimination de l'hyper-inflation, éradication du terrorisme, etc.) ne lui donnent pas les droits de frapper les libertés individuelles et collectives de la démocratie.

Heureusement que dans d'autres pays de la région, la démocratie est reine. C'est le cas du Mexique, où, le 2 juillet, après 70 ans au pouvoir, le PRI a été évincé par décision démocratique.

Au récent Sommet du G-8, les pays les plus industrialisés du monde ont décidé d'examiner des solutions possibles aux problèmes financiers de certains pays que sous la condition d'une cessation de leurs conflits internes et/ou guerres intestines. Dans les années à venir, nous pourrions envisager que la condition d'octroi d'aide financière aux pays dits en développement exigerait l'établissement de standards démocratiques? Cette mesure ne doit pas être comprise comme un moyen de rétorsion en vue de fragiliser les économies des pays, mais comme un instrument de sensibilisation des gouvernants au respect du droit au développement ●

* Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine-CECAL, Genève-Suisse

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du Cecal*

L'affaire Pinochet doit permettre d'adapter le droit international



La Cour Suprême du Chili a confirmé la décision du Tribunal de Santiago, prise le 23 mai dernier. Augusto Pinochet Ugarte sera privé de son immunité parlementaire. Il sera jugé par des tribunaux nationaux. Mais au-delà de la solution juridique trouvée, le verdict rendu exprime la reconnaissance formelle d'un changement de l'équilibre des forces à l'intérieur de la société chilienne. La culpabilité des actes commis repose sur M. Pinochet et les membres des forces armées, mais la responsabilité s'étend aussi aux complices, qui directement ou indirectement les ont soutenus. Et ceci oblige à considérer l'envergure de ses relations.

La politique internationale: la dictature a été instaurée à l'époque de la guerre froide. Dans les années 70, dans divers pays d'Amérique latine des leaders militaires étaient au pouvoir (Videla, en Argentine; Bordaberry en Uruguay; Velasco Alvarado, au Pérou; Rodriguez Lara, en Equateur). Les acteurs du monde bipolaire trouvent dans les forces armées leurs meilleurs alliés. Certains gouvernements sont soutenus par les Etats-Unis alors que d'autres essaient d'entamer des révolutions socialistes. La doctrine Monroe et le Traité Inter-américain d'Assistance Réciproque (TIAR) proposés par les Etats-Unis sont de nouveau à la mode afin de protéger la région d'une éventuelle agression externe. Du côté de l'Europe occidentale, certains pays ont toléré les actions américaines face à la menace communiste que représentait le régime cubain et la croyance de leur expansion avec Salvador Allende.

L'économie: les entreprises étrangères qui s'installèrent pendant la dictature de Pinochet, ont restructuré les bases d'une économie autarcique et modeste en une économie impor-

tatrice et qui attire les capitaux étrangers. Les libéraux parlent de miracle économique, mais on ne peut pas oublier la facture sociale.

Le droit: les tribunaux internationaux permettent aux individus de présenter leurs plaintes lorsqu'une violation de leurs droits s'est pro-

duit. Pour les faire valoir dans les instances établies par les conventions ou les organisations internationales, il est recommandable de rappeler que: a) L'Etat de l'individu ait ratifié le traité; b) L'individu lésé ait épuisé les instances internes du pays; c) Le tribunal international soit compétent et dispose de la législation pour l'appliquer. Alors, tout reste sous la responsabilité des Etats et de la volonté de leurs gouvernants. En outre, dans l'affaire Pinochet, le tribunal compétent pour juger les excès commis n'existe pas dans le contexte actuel. Le mélange de procédures judiciaires pour essayer de trouver une solution, arrive à sa fin. L'inexistence d'un organe juridictionnel international a été démontrée lors de la procédure d'extradition entamée par l'Espagne, la France, la Suisse et la Belgique pour les disparitions de leurs ressortissants. La décision du ministre de l'Intérieur britannique, Jack Straw, en mars dernier, équivaut à grâce accordée à Pinochet pour des raisons médicales. Elle avait évidemment été prise après des consultations politico-diplomatiques, économiques et juridiques des gouvernements concernés. Elle aura des incidences sur le droit international. Sur le plan interne, les institutions chiliennes sont disposées à préserver l'indépendance et l'autonomie acquises ces derniers temps. Cela signifie que: a) Les tribunaux chiliens, au mérite de leur légitimité retrouvée, peuvent agir d'une manière impartiale et sans vengeance: l'éclaircissement des années d'ombre vécues pendant la

dictature peut se faire en appliquant les normes du droit positif; b) Les forces armées sont appelées à garantir ces processus et évi-

«La responsabilité s'étend aussi aux complices, qui directement ou indirectement les ont soutenus.»

ter le rêve de leurs leaders à reprendre le pouvoir: les sanctions seront pour M. Pinochet et ses partisans et non pour les forces armées en tant qu'institution; c) La classe politique chilienne n'est pas disposée à négocier l'impunité avec les divers groupes politiques parlementaires: il semblerait qu'il existe un projet d'addendum constitutionnel pour préserver l'immunité des anciens présidents de la République; d) Le pouvoir exécutif doit garantir l'indépendance des autres pouvoirs et surtout permettre le fonctionnement des institutions: l'impartialité évitera les débordements populaires.

Et finalement, sur la scène internationale, reste aux organisations internationales des tâches précises telles que: a) Sensibiliser les représentants gouvernementaux pour créer une Pénale Internationale: le projet de la Commission de Droit International des Nations Unies a été approuvé par les Etats à Rome en juin 1998 et elle deviendra réalité lorsque 60 Etats l'auront ratifiée (actuellement 14 ratifications); b) Veiller à l'adaptation de la figure de l'immunité dans les conventions internationales en vigueur; c) Inciter les organes juridictionnels internationaux à considérer le verdict historique des juges chiliens comme un exemple courageux pour rétablir une justice au-delà des compromis politiques •

* Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine-CECAL, Genève-Suisse

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

Le succès de Chávez au Venezuela en ferait un modèle en Amérique latine

Hugo Chávez Frias a été élu président du Venezuela le 30 juillet dernier. Sur la scène internationale, il a commencé une série de visites aux pays membres de l'OPEP en vue de la Conférence qui se déroulera à Caracas en septembre prochain. Cette tournée ne peut signifier que la mise en pratique de la diplomatie des affaires pour mieux amener les changements dans la République bolivarienne qu'il a instaurée. Mais si cette diplomatie est effective dans les réunions du FMI/BM, du G-8, de l'OCDE, et Davos, etc., le succès dépendra des intérêts des pays concernés. Ces visites peuvent permettre un rapprochement entre producteurs de pétrole afin de contrecarrer les pressions actuelles des pays industrialisés, et éviter la chute des prix; mais dans le sens de la diplomatie traditionnelle ces actions engendrent des réactions de leurs partenaires commerciaux et financiers traditionnels: tel a été le cas des Etats-Unis lors de la visite de M. Chávez en Irak, la semaine passée, pays sous embargo commercial depuis 1992, et auquel seul le roi Hussein de Jordanie – pendant la guerre du Golfe – et le secrétaire général des Nations Unies en 1998 – pendant les négociations du plan *Pétrole par aliments* de 1998 –, avaient rendu visite.

M. Chávez est apparu dans un climat de transformation de la société vénézuélienne. Après la dictature de Marcos Pérez Jiménez dans les années cinquante, les partis politiques traditionnels, Alianza Democrática (AD) et le Comité de Organización Política Electoral Independiente (COPEI), se sont succédé au pouvoir ces 40 dernières années. Dans un panorama politique défini par la corruption et le népotisme, une économie en récession, une recrudescence de la délinquance, les conditions de la plupart des vénézuéliens se sont détériorées ces dernières années. Ainsi leur mécontentement a servi

de base au développement du Movimiento Bolivariano Revolucionario 200 créé par Hugo Chávez dans la clandestinité, en 1982, lequel, en 1992, avait tenté un coup d'Etat contre le gouvernement de Carlos Andrés Pérez; incarcéré, il a bénéficié de la grâce du Président Rafael Caldera en 1994.

La présence de Chávez s'est accrue et renforcée, grâce à l'appui des secteurs oubliés et marginaux et qui ont subi les effets de la crise économique. Lors des élections générales en 1998, il gagné avec le Movimiento V República (MVR) face au candidat de la coalition AD/COPEI. La suite s'est caractérisée par l'approbation de son projet national.

Sa vision et les changements proposés en faveur des défavorisés reposent aussi sur la possibilité de mieux utiliser les ressources dont dispose le Venezuela. Mais la figure charismatique de Chávez représente aussi l'arrivée d'un populisme sous le couvert d'une Révolution bolivarienne, basée sur les idées du Libérateur Simon Bolivar et de l'écrivain cubain José Martí. L'approche nationaliste et futuriste de Chávez est appréciée par M. Fidel Castro et critiquée par plusieurs pays démocratiques.

Ce qu'il faut reconnaître, ce sont les implications des agissements du chef de l'Etat sur la scène internationale. L'Amérique latine a connu des populismes dans les années 80 (Raul Alfonsín en Argentine, José Sarney au Brésil et Alan García au Pérou) et l'expérience démontre que ces programmes ont eu la vie très courte en l'absence d'une vraie assise financière. M. Chávez est convaincu que les ressources dont le pays dispose, lui permettront de tenter une révolution nationale à visage humain. Et dans ses plans, il

considère que: a) Le Venezuela a une position privilégiée en Amérique latine; il est membre de l'OPEP et plus des 50% de recettes de son économie proviennent du pétrole; b) Le modèle de société choisi tente de

«Dans le sens de la diplomatie traditionnelle ces actions engendrent des réactions des partenaires traditionnels.»

créer une économie en faveur des laissés pour compte: les enseignements de la globalisation ainsi que les idées re-distributives d'un Etat planificateur sont à la base de ce modèle; c) La diplomatie des affaires est la principale à prendre en compte dans l'étape de globalisation: le pétrole est l'un des produits stratégiques qui permet d'équilibrer les rapports de forces entre pays industrialisés et en développement; d) La classe politique a vécu une restructuration: la politique a été transférée aux forces armées et elles seront l'une des garantes des changements de la société.

Le Venezuela, avec une population de 23 millions d'habitants, attend avec impatience les réformes proposées par M. Schávez. Seul reste à vérifier si les idées de la Nation Bolivarienne peuvent se réaliser dans les circonstances actuelles. Dans ce cas, le Venezuela serait un exemple pour toute l'Amérique latine. Si par contre, il échoue, une fois de plus, on pourra conclure que le populisme seulement a servi à changer la structure des partis politiques et non la structure politique et les bases de la société ●

* Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine-CECAL, Genève-Suisse

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

La colombe de la paix n'arrivera pas par l'intermédiaire du Plan Colombie



Bill Clinton est aujourd'hui à Bogota pour mettre en action le Plan Colombie. Le plan annoncé par le président Pastrana en décembre 1998 vise à l'éradication de la culture de la coca et une solution intégrale aux problèmes liés au narcotrafic et à la violence. Son financement est principalement composé de sources externes, en provenance des Etats-Unis, des pays européens, de la Banque mondiale et de la Banque Interaméricaine du Développement. Ces actions mettent en péril les groupes de pouvoir liés au marché de la drogue. Le risque que la violence s'étende à des autres pays de la région n'est pas à exclure. Le destin de 39 millions de Colombiens est régi par des acteurs internes variés: le gouvernement officiel, dont le président de la République, élu tous les quatre ans montrant une alternance des partis politiques; les forces armées, qui s'allient avec des groupes paramilitaires; les groupes armés tels que les FARC, l'ELN (Armée de libération nationale), et l'ELP (Armée populaire de libération) qui négocient avec le gouvernement des zones démilitarisées; les cartels de la drogue; les ONG représentants de la société civile.

Les conséquences des narco-guerrillas, contrebandes d'armes, blanchiments d'argent, séquestrations de représentants politiques, meurtres, sabotages des élections, sont concomitants dans la vie quotidienne des Colombiens. Tous les acteurs belligérants parlent de négocier la paix, mais à quel prix. Chacun établit ses conditions et revendique une répartition géographique. Dans le Plan Colombie, les acteurs externes concernés sont nombreux: côté américain, c'est Madeleine Albright qui a testé l'acceptation ou non de l'intervention militaire lors de sa récente tournée en Argentine, Brésil,

Bolivie, Chili et Equateur: les engagements financiers américains cherchent à éviter que la Colombie ne se transforme en une menace d'instabilité de l'hémisphère. L'intervention militaire risque de semer plus de violence si l'on considère les autres précédents en l'Amérique centrale. Côté européen, certains pays tel que la Suisse, l'Espagne, la France et la Norvège furent les protagonistes des réunions de paix entre le gouvernement colombien et l'ELN, en juillet dernier à Genève, pour essayer d'obtenir une zone démilitarisée comme pour les FARC. Côté latino-américain, certains gouvernants tirent profit de la situation: le Brésil, ne tolérera pas une intervention militaire; le Pérou essaie de cacher les exigences de l'OEA pour le retour à la démocratie; le Venezuela ne tolère pas l'ingérence américaine. La grande masse de la population, souffre quotidiennement de la violence. Si elle est appelée à collaborer pour l'établissement de la paix et à remplacer sa culture de coca, on ne peut pas oublier d'autres réalités: il existe une certaine production de coca parce qu'il existe une demande des marchés étrangers. Ensuite, certains trafics illégaux se font avec la complicité des groupes de pouvoir des pays développés. Les violences dans la société colombienne ne sont que l'expression des disputes pour les segments du marché.

La communauté internationale doit être consciente que les problèmes qui touchent la Colombie sont similaires à ceux qui existent dans d'autres pays où les diamants ou le pétrole, monopoles de groupes économiques, sont soutenus par les politiques et renforcés par des actions militaires. L'emprisonnement par les Etats-Unis du général Noriega, ancien Président du Panama, et la décision du régime cubain d'ordonner la fusillade des gé-

néraux Ochoa et de La Guardia ne sont que l'expression d'une mascarade des gouvernements pour l'éradication du trafic de drogue.

On ne peut pas penser que les actions dans la société colombienne se font en faveur de la population civile. La paix ne régnera à nouveau que s'il existe un renouvellement de la pensée politique. Et pour faire valoir les droits fondamentaux des personnes et des collectivités, il faut attaquer les milieux de la corruption à l'échelle internationale. Sinon, la Colombie continuera à être un appendice important pour le développement des institutions et activités illégales de certains gou-

«Pour faire valoir les droits fondamentaux, il faut attaquer les milieux de corruption à l'échelle internationale.»

vernants, sans parler de l'idéologie qu'ils préconisent. Finalement, l'ONU est censée faire une campagne pour attaquer les vrais problèmes. Il ne suffit pas que le Haut Commissariat des Droits de l'homme envoie de manière permanente des délégués pour écrire l'histoire des violations des droits de l'Homme, ni nomme Martina Hingis comme ambassadrice de la paix en l'invitant à visiter les bidonvilles colombiens. Les actions doivent se faire sur les réseaux des gouvernements qui tolèrent la corruption. En Amérique Latine, certains espoirs portent sur une position commune, à prendre lors du Sommet des pays latino-américains qui se déroulera au Panama en novembre prochain, pour éviter l'expansion des forces guerilleras et paramilitaires dans d'autres pays ●

*Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine-CECAL, Genève

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, Président du CECAL*

Fujimori cède aux pressions et propose une issue pacifique et démocratique



Alberto Fujimori a démissionné de la Présidence du Pérou. Il a annoncé l'organisation d'élections générales – auxquelles il ne participera pas – et la dissolution du Système d'Intelligence Nationale. Ces initiatives ont un dénominateur commun: la rupture

de l'alliance Fujimori-Montesinos qui a régné pendant onze ans. Tout est parti de la diffusion d'une vidéo prouvant la corruption d'un parlementaire de l'opposition. Le départ de Fujimori contraint M. Montesinos à quitter ses fonctions publiques et à répondre devant la justice.

Plusieurs éléments ont obligé Fujimori à prendre cette décision. Sur le front interne: la protestation de la population contre la fraude électorale, la dénonciation de l'utilisation des fonds publics dans la campagne électorale, le refus de la population d'accepter la mascarade des réformes démocratiques, à commencer par la nomination de l'opposant Federico Salas comme Premier ministre, le mécontentement de la population face à l'annonce de mesures économiques, la série de mensonges articulés par la presse gouvernementale: la saisie des armes en provenance de Jordanie avait été une scène montée pour distraire l'opinion publique; la rupture de l'alliance électorale Peru 2000: la dissidence des militants pour contrôler le pouvoir à l'intérieur du Parlement; le mécontentement des forces armées face à l'influence de Montesinos; la corruption qui commençait à s'instaurer au Parlement: après les élections, l'alliance électorale de Fujimori avait obtenu 52 des 120 sièges et de manière frauduleuse

12 élus appartenant à d'autres groupements politiques avaient décidé de faire partie du groupe gouvernemental lui permettant d'obtenir la majorité absolue. Précisément, la vidéo montrée jeudi passé était une cassette de plus dans la collection que Montesinos était habitué à réaliser lors d'actions de corruption et qu'il gardait comme éventuel instrument de chantage si l'autre partie décidait de rompre le compromis.

Sur le front externe, les pressions étaient aussi diverses: la mission de l'OEA avait commencé des négociations avec le gouvernement pour entamer des réformes institutionnelles: le gouvernement ne montrait pas la volonté nécessaire pour les appliquer; la signature à Brasília, le mois dernier, d'une charte de la démocratie: le compromis de Fujimori pour réaliser des réformes et éviter l'isolationnisme régional; les pays européens et les Etats-Unis étaient inquiets du chemin pris par les réformes: l'isolationnisme du Pérou était évident lors de la tournée de Madeleine Albright; l'absence de crédibilité du gouvernement auprès des organisations internationales: à la Commission des Droits de l'homme des Nations Unies, à la Cour Interaméricaine des Droits de l'homme de l'OEA; les actions des opposants au gouvernement et les médias étrangers: la tournée de M. Toledo en Europe et aux Etats-Unis et les appuis de certains groupes démocratiques.

Heureusement la sortie de l'intransigeance de Fujimori se fait sans violence. Le peuple péruvien qui a montré sa joie lors de l'annonce présidentielle attend un gouverne-

ment de reconstruction nationale, avec le soutien de tous les secteurs de la société civile. Pour cela le consensus et la négociation entre les diverses forces démocratiques doi-

«La fragile démocratie péruvienne ne se renforcera que si la justice est instaurée.»

vent prévaloir au-delà des appétits personnels des leaders des partis politiques et des forces armées en évitant une absence de pouvoir. L'étape de transition que vit le Pérou appartient à la démocratie. La reconstruction des institutions péruviennes nécessite l'appui des organisations internationales et des pays démocratiques.

La reconstruction du Pérou doit commencer avec l'instauration d'un pouvoir judiciaire autonome et indépendant des pouvoirs exécutif et législatif. La fragile démocratie péruvienne ne se renforcera que si la justice est instaurée. Et justice signifie que coupables et responsables des actions arbitraires commises pendant les 11 dernières années seront sanctionnés en évitant les compromis des groupements politiques. Plusieurs actions judiciaires auront lieu et reposeront principalement sur les violations des droits de l'homme, tortures des agents de l'Intelligence Nationale et l'assassinat d'étudiants, l'espionnage, la corruption des juges, des membres du Parlement et des forces armées, l'enrichissement personnel et le détournement de fonds publics ●

* Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine-CECAL, Genève-Suisse

L'INVITÉ

► Michel CELI VEGAS, président du CECAL*

La Déclaration de Brasilia marque l'échec de la politique de Bill Clinton



Début septembre, les douze présidents d'Amérique du Sud ont signé à Itamaraty la Déclaration de Brasilia. L'initiative du président Cardoso vise principalement à établir un espace économique, consolider la démocratie et intégrer

la région dans la mondialisation.

Si les actes reposent sur des thèmes communs à la région, ils expriment des décisions propres à chaque pays pour établir leur propre forme d'intégration dans le contexte mondial actuel. Ils préfèrent négocier avec des pays tiers et d'autres systèmes d'intégration, en tant que bloc géographique, plutôt qu'accepter la proposition américaine de créer une zone de libre-échange par l'entremise d'accords bilatéraux entre chaque pays. La concordance politique et économique commence à devenir réalité en Amérique du Sud. La stratégie d'intégration de M. Cardoso s'est imposée et les gouvernements ont reconnu qu'aujourd'hui les accords se font par négociation et non par adhésion.

Henry Kissinger avait dit que l'Amérique du Sud irait où le Brésil irait. Le Sommet de Brasilia a semé les bases d'un leadership régional. Les caractéristiques démographiques, géographiques et industrielles du Brésil s'imposent dans le destin de la région. Le Brésil a approximativement la moitié de la population et du produit national brut régional et il possède des frontières avec tous les pays sauf le Chili et l'Equateur. L'Amérique du Sud signifie un marché de 328 millions de personnes, susceptible de développer une économie moderne, représentant une zone intéressante pour les entreprises américaines et européennes.

La Déclaration de Brasilia contient cinq sujets qui représentent les bases politiques et économiques des futures négociations de l'Amérique du Sud. La démocratie d'abord: la maintenance de l'Etat de droit et le plein respect de la démocratie dans chacun des douze pays sont les objectifs et un compromis représentant une condition *sine qua non* pour la participation à des futures rencontres de la région; cette décision cherche à renforcer des mesures à appliquer dans les trois pays qui ont une démocratie fragile (Equateur, Pérou et Paraguay).

Ensuite, le commerce régional: Il s'agit d'établir un espace économique commercial amplifié de l'Amérique du Sud, en place en janvier 2002; les négociations pour la signature d'un accord de libre-échange entre le Mercosur et la Communauté Andine et l'incorporation du Surinam, Guyane et Chili constituent ses premiers éléments.

Troisième aspect, l'infrastructure d'intégration: Il faut ici identifier les projets d'intérêt bilatéral et sous-régional, renforcés par la proximité géographique et l'identité culturelle; cela signifie aussi une meilleure utilisation des transports terrestres, maritimes et aériens pour dynamiser le commerce et les investissements dans la région.

Les drogues illicites et délits divers représentent le quatrième élément, à travers le renforcement de la stratégie anti-drogues de l'hémisphère, approuvée en 1996 et qui est basée sur le principe de la responsabilité partagée; la création d'un groupe régional contre le blanchiment d'argent est aussi envisagée. Le cinquième et dernier sujet, l'information et les technologies,

comprend l'incorporation des nouvelles technologies de l'information dans l'éducation de base de chaque pays, pour renforcer le développement scientifique de la région et diminuer les différences engendrées par la globalisation; les pays montrent l'intérêt d'interagir avec le G-8 pour mettre en action la «Déclaration d'Okina-wa».

La Déclaration de Brasilia marque la nais-

«Cardoso impose le poids du Brésil pour établir un espace économique et politique fort en Amérique du Sud.»

sance d'un nouveau bloc. Elle engendrera de nombreuses réactions. Elle représente un échec de la politique d'intégration américaine, deux jours après que le président Clinton ait annoncé le Plan Colombie.

La Communauté européenne a salué l'initiative. Elle considère qu'elle renforce les sujets traités lors du premier Sommet CEE-Amérique latine qui s'est déroulé en juin 1999 à Brasilia.

Les pays de la Communauté européenne, de l'ALENA ainsi que les autres pays latino-américains devront faire face aux nouvelles propositions de ce bloc. Des actions concrètes peuvent se proposer déjà à l'occasion du 10^e Sommet des Ibéro-Américains (au Panama, en Novembre 2000), au troisième Sommet des Amériques (au Canada, en avril 2001) et au deuxième Sommet CEE-Amérique latine (en Espagne, au premier semestre 2002).

*Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine-CECAL, Genève-Suisse

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

La dollarisation de l'Amérique latine pose de graves problèmes politiques



L'Équateur a établi officiellement la dollarisation de son économie le 9 septembre dernier, après l'Argentine en 1991, en établissant la convertibilité. S'il existe bien des différences, on ne peut ignorer que dans la plupart des pays d'Amérique latine ayant subi l'hyperinflation, la monnaie nationale a eu tendance à disparaître. Le Brésil et le Pérou ont décidé d'un système qui permet de s'adapter à l'évolution du dollar. Si le dollar est de facto la monnaie de quelques petits pays d'Amérique centrale et des Caraïbes (Panama, Belize, Barbade), il existe une tendance à l'élargissement à d'autres. Les mesures s'appliquent dans les économies où les processus d'hyperinflation rendent impossible les effets de dévaluations constantes. La monnaie nationale perd sa valeur et la masse monétaire nationale - exprimée en dollars - représente une valeur chaque fois mineure.

En Argentine, le Gouvernement Menen a décidé, suite à des phases d'hyperinflation, d'approuver une loi établissant la convertibilité de la monnaie argentine; le peso argentin ne disparaît pas de la circulation et la parité de change est établie comme suit: un peso égale un dollar. Cette mesure était destinée à éliminer l'inflation et à réguler la masse de la monnaie nationale moyennant l'équilibre des taux d'intérêts nationaux et internationaux. La convertibilité ne signifie pas que le gouvernement ne fait pas de politique monétaire. L'Argentine a supporté l'effet tequila en 1995 et la dévaluation du real brésilien en 1999. La politique qui aboutit à la dollarisation est inachevée. La disparition du peso du marché argentin, au profit du

dollar, signifierait l'élimination des écarts de taux d'intérêt, taux fixé en fonction de la disponibilité de réserves dont dispose la banque centrale argentine ou des accords que le gouvernement peut établir avec la Réserve fédérale américaine.

On évalue deux possibilités: 1) la dollarisation unilatérale, laquelle ne nécessiterait pas d'accord avec les Etats-Unis et signifierait le remplacement de la base monétaire nationale estimée à 15 milliards de dollars. Elle est possible grâce à la loi de convertibilité qui a permis à l'Argentine de disposer d'une quantité supérieure de dollars; 2) un traité limité avec les Etats-Unis qui permettrait aux banques argentines l'accès à des opérations d'escompte avec la Réserve fédérale. Pour l'instant la convertibilité pose un problème à l'Argentine car elle ne peut pas protéger ses exportations en se dévaluant elle-même. En Équateur, le Gouvernement de M. Gustavo Noboa a préféré appliquer la dollarisation unilatérale. Ce pays de 13 millions de personnes a souffert dernièrement d'un processus continu d'hyperinflation. Avec la dollarisation, les mesures visent à stabiliser l'économie en espérant un meilleur contrôle de l'inflation en réduisant la masse monétaire, ainsi que l'ajustement des taux d'intérêt internes aux taux externes, et l'augmentation de l'épargne interne, une fois disparu le risque à la dévaluation. Il en résulterait aussi une augmentation de la productivité des entreprises, moyennant la réduction des coûts de production, l'encouragement de l'investissement à long terme suite à la stabilité monétaire. L'Amérique latine pourrait-elle se dol-

lariser? D'autres pays tels que le Costa Rica et le Mexique ont laissé entendre que l'utilisation du dollar en tant que monnaie nationale pourrait être une des solutions aux problèmes monétaires. Mais si tous les prix de produits et services sont liés au dollar, la conjoncture ne permet pas de constituer une zone monétaire. Il faut considérer d'autres facteurs homogènes et des structures qui n'existent pas à ce moment, des institutio-

«Pour le Costa Rica et le Mexique l'utilisation du dollar en tant que monnaie nationale pourrait être une solution aux problèmes monétaires.»

qui détermineraient la politique monétaire. En plus, le renoncement à la souveraineté monétaire en faveur du dollar signifierait que toute la politique monétaire serait dictée par la Réserve fédérale américaine. Il en résulterait aussi des problèmes politiques à l'intérieur de la zone: l'annonce de la dollarisation par l'ancien président de l'Équateur Jamil Mahuad l'avait obligé à démissionner. D'ailleurs le Brésil n'accepte pas l'introduction du dollar dans le MERCOSUR. L'économie latino-américaine représente un espace d'expansion de la politique monétaire des Etats-Unis. L'introduction du dollar comme unité monétaire permettrait surtout aux Etats-Unis d'augmenter leur zone d'influence: les transactions commerciales et financières Europe-Amérique latine se feraient en dollar et non en euro ●

* Centre d'Echanges et Cooperation pour l'Amérique Latine, Genève-Suisse

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*, Genève

Les relations américano-cubaines doivent s'adapter à la globalisation



Bill Clinton va promulguer une nouvelle loi qui modifie les relations américano-cubaines. A cette occasion, le gouvernement a décidé d'autoriser les entreprises américaines à exporter des vivres, des médicaments et des équipements médicaux vers Cuba.

Pendant 40 années de conflit américano-cubain, la Révolution du «Comandante jefe», a fait front aux neuf présidents qui se sont succédés aux Etats-Unis. Si les relations diplomatiques se sont rompues en janvier 1961, les éléments de politique internationale qui étaient à leur base ont changé. Entre temps, les décisions de ces pays, séparés de 150 kilomètres, ont eu des répercussions sur les divers acteurs du contexte international.

Les pays européens ont toujours collaboré avec Cuba. Après l'effondrement du bloc communiste, l'Europe occidentale a continué à jouer le relais en considérant Cuba comme un allié dans l'expansion de leurs entreprises. Côté américain, l'objectif était de freiner les actions de Cuba à l'étranger. C'est le cas de la loi Torricelli d'octobre 1992 interdisant l'arrivée aux ports américains de bateaux qui transportent des marchandises de ou vers Cuba et imposant aussi l'interdiction aux succursales d'entreprises américaines qui se trouvent dans un pays tiers, de commercialiser avec Cuba. C'est le cas aussi de la loi Helms-Burton de mars 1996 interdisant les investissements de capitaux étrangers à Cuba sans considérer la nationalité de l'entreprise.

L'ONU a tenté de chercher une entente face aux agressions mutuelles. Cuba a revendiqué

la violation de la Convention relative au Génocide approuvée en 1948, de la Résolution 2625 (XXV) de 1974 concernant les relations d'amitié et coopération entre Etats et de la Résolution 3281 (XXIX) établissant la Charte de droits et devoirs économiques des Etats. Entre 1993 et 1999, l'Assemblée Générale a approuvé sept résolutions consécutives condamnant le blocus américain. Les groupes d'opposition castroïste résidant à l'étranger ont essayé d'obtenir une condamnation du gouvernement pour les violations des droits de l'homme.

Les entreprises ont supporté les plus grandes ambivalences. Les mesures de restriction des quotas du sucre cubain ont été compensées par les décisions de nationaliser les entreprises américaines de l'île. Récemment, les mesures de coactions et de rétorsion établies par les Etats-Unis ont obligé certains gouvernements européens à saisir la juridiction internationale. On trouve ici, le cas Havana Club-Bacardi, concernant les marques et les patentes pour la commercialisation du rhum cubain; après la décision d'un tribunal américain, le cas a été porté à l'examen de l'OMC.

Des personnes ont pris d'énormes risques pour leur vie. L'issue des histoires des «baleiros», les personnes qui fuient vers les Etats-Unis, a été variée; en certaines occasions, le gouvernement cubain les a incités à partir. L'accord de migration permet aux Cubains d'être accueillis aux Etats-Unis à certaines conditions. A l'intérieur de l'île, la possession de dollars était interdite et sanctionnée

pendant «la période spéciale». Les activités tolérées par les autorités, comme la prostitution, constituent une alternative à ceux qui ne peuvent pas partir. Pour les exilés ré-

«La liberté du marché doit considérer l'instauration d'une vraie démocratie.»

sidant à l'étranger, beaucoup de mécanismes ont été instaurés: le visa obligatoire pour rentrer à Cuba, menaces sur leurs familles. Face aux pressions des pays démocratiques, le message de Fidel Castro n'a pas changé: A Cuba, la démocratie règne. Et récemment M. Kadhafi lui a décerné le prix des droits de l'homme.

Le contexte international a pourtant changé et les 11 millions de Cubains ne risquent pas d'être le centre d'un conflit mondial. Les enjeux de la crise des missiles en 1962 n'existent plus. La visite du Pape en janvier 1998 a créé beaucoup d'espoirs pour une vraie levée de l'embargo. Pour Fidel Castro, les choses ont changé aussi: Aujourd'hui il ne peut pas essayer de négocier bateaux d'aliments contre des prisonniers politiques. Il faut créer une économie basée sur la liberté de marché et des institutions vraiment démocratiques. L'exigence d'une vraie levée de l'embargo américain devra être liée à l'instauration d'une vraie démocratie à Cuba qui rassure les investisseurs étrangers •

*CECAL, Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine-CECAL, Genève-Suisse, cecal@worldcom.chl

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

Le Parlement déclare l'incapacité morale de Fujimori à gouverner son pays



Le Congrès péruvien a déclaré, selon l'article 113 de la Constitution inc 2°, la vacance de la présidence de la République, selon une argumentation se basant sur «l'incapacité morale permanente» de Fujimori à présider. La démission présentée

par le président péruvien depuis le Japon samedi passé n'a finalement pas été acceptée. M. Valentin Paniagua Corazao, élu récemment Président du Parlement, est devenu le président ad intérim du Pérou le 22 novembre et sera chargé de mener la transition démocratique: de nouvelles élections se réaliseront en avril prochain. Plusieurs facteurs ont obligé Fujimori à abandonner le pouvoir: surtout sa perte de contrôle du parlement et des forces armées.

L'opportunité de fuir le pays s'est présentée à l'occasion du Sommet des pays Asiatico-Pacifiques au Brunei. Il restera au Japon et ses partisans déçus comme ses opposants, tous confondus, commenceront à trouver une sorte d'unité nationale pour effacer le régime instauré par les forces armées depuis 1990.

Alberto Fujimori s'était inséré dans la vie politique péruvienne en tant que nouvelle option à l'écart des partis politiques traditionnels. Dans les années 90, l'échiquier politique était caractérisé par la défaite de la droite aux élections, une population déçue du gouvernement de l'APRA et l'espoir de trouver un mouvement politique réellement représentatif. Fujimori avait carte blanche pour établir ses propres règles du jeu. Il a laissé cette possibilité à Vladimiro Montesinos et ses petits co-

pains. Le contrôle des institutions a commencé avec la convocation des élections parlementaires en 1992 et l'approbation d'une nouvelle constitution; ensuite l'établissement d'un réseau de juges, procureurs, parlementaires et fonctionnaires qui ont protégé les abus commis par Montesinos et ses forces armées.

Les décisions autoritaires

de Fujimori étaient les signes extérieurs d'un pouvoir sans limite et qui, en même temps, ont servi d'écran pour

permettre l'enrichissement illicite. Plusieurs événements sortent dans la presse: les révélations du frère de Pablo Escobar qui assure la participation des cartels de la drogue dans le financement de la campagne électorale de Fujimori; les comptes de Montesinos dans trois banques helvétiques et la présomption d'autres comptes dans des paradis fiscaux; l'existence d'une fortune dans l'entourage familial de Fujimori dans des entreprises asiatiques. Le cercle vicieux de narcotraffic-blanchiment d'argent-détournement des fonds publics constitue l'héritage maudit de Fujimori. Les ressources financières issues du processus de privatisation des entreprises de l'Etat, des commissions pour des transactions de vente d'armes et des quotas payés par les narcotrafiquants, appartiennent à ceux qui ont monopolisé le pouvoir et qui essaieront de faire du chantage et des compromis avec des fonctionnaires ou politiciens complices et qui restent encore au Pérou. Fujimori et Montesinos sont frères siamois dans la fraude, la corruption et la dictature. Ils sont responsables de la ruine économique et morale dans laquelle se trouve le

pays. Leur départ du Pérou est un signe positif pour les 25 millions de Péruviens qui ont l'espoir que la justice, dans les juridictions nationales ou internationales, même en retard, gagne.

La démocratie est de retour au Pérou. Les décisions arbitraires prises pendant les gouverne-

«Le peuple attend aussi l'appui des juridictions internationales pour juger Montesinos et Fujimori.»

ments Fujimori sont en révision et certaines ont été déjà modifiées. La redéfinition de la structure politique est en marche. Les forces armées commencent à retrouver leur rôle institutionnel avec la fin de tous les chefs militaires qui avaient été nommés par Montesinos; les membres du Tribunal Constitutionnelle évincés ont été réincorporés; la Cour Interaméricaine des Droits de l'homme attend la collaboration de nouveau gouvernement pour l'éclaircissement des violations de droits de l'homme. Le peuple péruvien est conscient que sans l'appui de l'OEA et des gouvernements européens et américain, il n'aurait pas pu se débarrasser de cette dictature. Les temps ont changé en Amérique Latine et la démocratie, malgré ses imperfections représente le système le plus adapté dans cette région du monde. Les attentes du peuple ne peuvent pas être trompées une fois de plus par le prochain gouvernement ●

*CECAL Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique Latine, Genève

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

Vicente Fox transforme le Mexique après 71 ans de gestion par le PRI



Vicente Fox est le président du Mexique depuis le 1^{er} décembre. La victoire du Partido de Avanzada Nacional (PAN) dans les élections du 2 juillet représente le début de la restructuration des forces politiques mexicaines. Le Partido Revolucionario Institucional (PRI), créé en 1929 par le général Plutarco Elias Calle, s'est maintenu au pouvoir pendant 71 ans en établissant un mélange de populisme et de nationalisme économique et en utilisant des mécanismes démocratiques. Le système instauré avait amené une certaine stabilité politique – surtout après la révolution de 1910 – et avait évité l'anarchie, générée par le caudillisme militaire dans d'autres pays de la région latino-américaine.

L'épuisement du PRI laisse un héritage négatif: corruption généralisée, enrichissement illicite et blanchiment d'argent, violations des droits de l'homme. Une fois de plus, cette expérience démontre que le monopole du pouvoir, sous mascarades démocratiques, a une limite: il est modifié lorsque les problèmes sociaux ne représentent pas une priorité de la classe dirigeante.

Pendant sa tournée européenne d'octobre dernier, M. Fox a essayé de rassurer les membres de l'OCDE, les gouvernements et les investisseurs européens que son administration entreprendra la reconstruction du Mexique et qu'il renforcera les réformes économiques initiées par le PRI. M. Fox veut diversifier le commerce extérieur et exploiter au maximum l'avantage stratégique géographique. Pour les entreprises européennes qui cherchent un nouveau marché sur le

continent américain, le Mexique représente un pont et un allié principal. Avec les Etats-Unis et le Canada, le Mexique a signé en décembre 1992 l'accord qui créa l'ALENA, en vigueur depuis janvier 1994, représentant un marché de 370 millions de personnes. Le dernier gouvernement du PRI – celui de Zedillo – s'est consacré à la construction de la zone de libre-échange avec les Etats-Unis. Ce modèle permettra à Fox de mettre en exécution l'accord de libre commerce signé avec la Communauté européenne en novembre 1999 ainsi que celui signé avec l'AELE, en novembre 2000. En plus le Mexique négocie déjà un accord de libre-échange avec le Mercosur.

Le défi majeur de M. Fox est de trouver une solution aux problèmes institutionnels et sociaux: d'abord, l'amélioration de l'état de droit en établissant le combat au crime organisé, l'éradication de la corruption et de l'impunité; ensuite la réduction de la pauvreté et la solution aux demandes de l'armée zapatiste de libération nationale qui a produit la rébellion à Chiapas en 1994. Malgré les bonnes intentions de M. Fox pour transformer le pays, il ne faut pas oublier que: a) les réformes institutionnelles doivent se faire en fonction des résultats des négociations avec d'autres groupements représentés dans le pouvoir législatif: aucun parti politique ne possède de majorité parlementaire; b) les réformes économiques et les

engagements de ses partenaires commerciaux ont une limite: l'appel de M. Fox pour faciliter la libre circulation des personnes

«Pour les entreprises européennes qui cherchent un nouveau marché sur le continent américain, le Mexique représente un pont et un allié principal.»

dans le cadre de l'ALENA n'a pas été retenu par les Etats-Unis; c) le mouvement zapatiste ne revendique pas uniquement la défense de la démocratie: les partisans du sous-commandant Marcos revendiquent la libération et l'autonomie des indigènes en refusant le néolibéralisme; d) l'écart des revenus diminuera lorsque les investissements et le commerce s'accroîtront dans l'économie intérieure: la pauvreté ne peut pas diminuer facilement vu les caractéristiques de l'actuelle mondialisation.

Les 97 millions de Mexicains et toute l'Amérique latine attendent la réalisation des promesses du candidat Fox pour les six années à venir afin de contribuer à un vrai changement quantitatif et qualitatif des conditions de vie. Les décisions législatives doivent comprendre les outils de développement de base pour aboutir à un marché interne avec une paix sociale ●

* CECAL, Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine-CECAL, Genève

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

Poutine et Castro tentent de mettre de l'ordre dans un lourd héritage



Le président russe était à Cuba au milieu du mois de décembre. M. Poutine n'a pas rendu visite à l'île pour rétablir une alliance avec Fidel Castro contre les Etats-Unis, mais pour mettre de l'ordre dans le chaos économique laissé par le défunt

empire soviétique.

Il a reconnu que, même si les relations avec les Etats-Unis étaient difficiles, elles étaient importantes pour Moscou. La Russie privilégie la reconstruction de son économie et, pour l'instant, ne peut pas prendre des initiatives dans le but de récupérer son rôle de puissance hégémonique.

La Havane et Moscou ont développé une étroite collaboration politique, économique et militaire pendant trois décennies et jusqu'à l'éclatement de l'Union soviétique en 1991.

Ces relations étaient stratégiques, dans le cadre de la Guerre froide. L'utilisation du territoire cubain pour favoriser les actions contre les Etats-Unis a commencé avec la construction d'installations pour faciliter l'espionnage en faveur des Soviétiques. Cuba a servi aussi de terre d'accueil aux victimes de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl ainsi qu'aux blessés de la Guerre d'Angola et d'Afghanistan.

A l'occasion de la visite de M. Gorbatchev en avril 1989, Cuba réalisait 70% de ses échanges commerciaux avec l'URSS et lui exportait 80% de ses produits (surtout sucre, nickel et agrumes). Une usine de traitement de

nickel dans la province de Holguin, et une raffinerie de pétrole en Cienfuegos, ont été financées par les Soviétiques entre 1985-1989. C'est dans le domaine de la sécurité stratégique que l'on sent encore la présence de la technologie russe: d'abord avec le centre électronique de télé-

communications de Lourdes consacré à l'espionnage occidental; installé en 1967 et encore en fonctionnement même si les troupes soviétiques ont décidé de se retirer en 1992, le centre permet de contrôler toutes les actions qui se développent dans la région y compris le déplacement des sous-marins; le coût de 200 millions de dollars que représente son exploitation est payé à Cuba de manière ponctuelle. Ensuite, la centrale nucléaire de Juraguá à moitié construite, et qui nécessiterait une contribution supplémentaire de 800 millions de dollars afin de fonctionner.

La déclaration signée par M. Poutine et M. Castro se réfère au développement et perspectives des relations bilatérales et réaffirme les sentiments traditionnels d'amitié entre les peuples, et les principes de relations mutuelles. Le protocole commercial signé conjointement, établit le cadre des relations bilatérales pour les cinq prochaines années.

Afin d'augmenter le commerce entre les deux pays, lequel s'est réduit considérablement pour atteindre, selon des sources cubaines, 400 millions de dollars l'année dernière, Moscou a recommandé à Cuba de placer an-

nuellement entre 3000 et 10.000 bouteilles de rhum, de médicaments, de vaccins et d'équipements médicaux pour une valeur

«Une visite symbolique plutôt qu'une nouvelle coopération financière avec Cuba.»

de 40 millions de dollars ainsi que la fourniture de sucre, d'un volume compris entre 2,2 et 2,8 millions de tonnes. La Russie exporterait à Cuba entre 1,5 et 2 millions de tonnes de pétrole, en plus de fertilisants et pièces de rechange pour l'industrie sucrière. Quant à la coopération financière, les résultats de cette visite ont été plutôt symboliques car elle n'a pas eu de résultats concrets. Il n'a pas été défini de financement nouveau pour continuer la centrale nucléaire de Juraguá et la dette bilatérale, calculée à 200 millions de dollars, n'a pas été renégociée. La Russie joue un rôle secondaire dans le nouveau rapport des forces internationales tout comme le régime cubain. La reconstruction de la Russie signifierait aussi la récupération de l'économie cubaine, à moins que des libertés démocratiques s'établissent et d'autres entreprises étrangères s'installent à Cuba.

Les technologies qui ont permis la construction des voitures Lada, des camions Kamaz et des avions Tupolev ou Anthonov sont aussi obsolètes que la stratégie de sécurité établie par les Russes dans l'île ●

* Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine – CECAL, Genève

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL

Les trois grands débats qui attendent George W. Bush sur l'Amérique latine



George W. Bush a promis, au courant de sa campagne électorale, de dynamiser les relations avec l'Amérique latine. Si les relations avec les pays européens, la Russie et la Chine représenteront les sujets les plus importants de la politique extérieure que mènera Colin Powell, il existe trois dossiers sur lesquels les républicains et les démocrates, sont d'accord de s'investir en Amérique latine.

L'établissement d'une zone de libre-échange constitue le premier dossier. L'objectif des Etats-Unis d'établir cette zone commerciale ouverte pour l'an 2005, objectif auquel participeront tous les pays de la région, s'est confronté à divers obstacles dans l'administration Clinton. D'un côté, le Congrès américain, à majorité républicaine, s'était opposé à donner l'autorisation à Clinton, au cours de la négociation d'accords pour la voie rapide (fast track) avec les pays latino-américains, lors du Sommet des Amériques du Chili en 1998. De l'autre, le rapprochement entre le Mercosur et la communauté andine conduit par le Brésil, en permettant de négocier en bloc avec l'ALENA, l'Union européenne et l'AELE, n'a pas aidé à faciliter le processus.

Bush a promis de demander au Congrès l'autorisation de pouvoir négocier des accords à l'occasion du III^e Sommet des Amériques qui se déroulera au Québec en avril prochain. Il s'agira d'une sorte d'élargissement de l'ALENA en considérant les expériences vécues avec le Mexique. En plus, George Bush essaiera de trouver des mécanismes financiers pour attirer les pays. Il a promis de deman-

der au Congrès une ligne budgétaire de 100 millions de dollars, destinés aux banques latino-américaines qui favorisent les micro crédits dans les secteurs pauvres permettant la création d'entreprises familiales; ensuite les déductions d'impôts des dons de charité aux Etats-Unis ce qui comprend les dons aux églises et institutions de charité en Amérique latine.

Le deuxième dossier, c'est le Plan Colombie. La lutte contre le narcotrafic et le remplacement des cultures de coca sont à la base de ce plan très controversé. Bill Clinton l'a annoncé en août dernier. L'important investissement américain pour entamer des actions militaires a été approuvé. La violence des groupes armés et de l'armée gouvernementale risque de s'étendre vers d'autres pays et de durer longtemps; de même, les producteurs de coca, alliés du narcotrafic, peuvent se voir obligés d'augmenter leur production dans des pays comme le Pérou ou la Bolivie. Bush devra poursuivre ce plan, mais tout en étant conscient que la violence engendre la violence et que le problème devra se résoudre du côté de la demande, c'est-à-dire sur le marché des consommateurs des Etats-Unis.

Le troisième dossier, c'est la surveillance de la démocratie. Bush a sommé Fidel Castro d'adopter des méthodes démocratiques, moyennant la libération des prisonniers politiques, la convocation d'élections libres et l'établissement de la liberté d'opinion. Si le régime de

Castro ne change pas, les sanctions américaines seront maintenues. Mais la situation

«Les accords commerciaux à négocier en avril prochain représentent le premier défi de Bush.»

semble changer en Amérique latine. Le régime cubain a essayé de se rapprocher et gagner des alliés dans la région: Cuba est membre de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI) depuis 1998 au même titre que le Mexique, les pays du Mercosur et la Communauté andine; le Venezuela – premier fournisseur de pétrole des Etats-Unis – a souscrit un accord avec Cuba pour l'approvisionnement du pétrole et ceci grâce à la décision de Hugo Chavez, le président vénézuélien qui essaie d'appliquer des mesures populistes dans le cadre de son plan bolivarien. George Bush a souligné qu'il voulait renforcer les institutions démocratiques et les partis politiques pour lutter contre la corruption et éviter la violence qui pourrait dériver des confrontations entre les groupes de pouvoir.

Les promesses présentées en août 2000 seront réalisables selon l'accord que George Bush pourrait obtenir avec la Chambre des représentants et le Sénat, dans lesquels il a une étroite marge de manœuvre de négociation ●

Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine-CECAL, Genève, www.cecal.chl

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

L'Amérique latine progresse enfin dans sa lutte contre la corruption



L'Amérique latine établit des normes juridiques pour faire face à la corruption. La Convention Interaméricaine adoptée à Caracas en mars 1996, dans le cadre de l'OEA, a été complétée par des lois nationales.

Dernièrement, c'était au tour du Pérou d'aller dans ce sens. Parallèlement, diverses réunions techniques se réalisent dans la région pour sensibiliser les gouvernements et la société civile.

La corruption sous diverses modalités, a été instaurée par un cercle fermé de politiciens peu scrupuleux, profitant des circonstances particulières des pays. Plusieurs éléments sont à analyser. D'abord, la conduite délicate des dirigeants (y compris certains membres des pouvoirs exécutif et législatif) et des représentants des institutions bénéficiant de la protection des partis au pouvoir. La corruption dans les corps législatifs commence avec la sélection des candidats, en considérant les plus dociles, qui doivent toujours exprimer leur loyauté envers l'exécutif, facilitant l'approbation des lois, qui est en réalité un acte de soumission; celle de l'administration publique, s'initie avec la nomination des fonctionnaires – parmi lesquels on trouve des juges et des procureurs – pour protéger et tolérer les abus des politiques.

Ensuite, la composition des structures politiques. Dans les pays, dans lesquels les forces armées déterminent le rôle de l'Etat, ou dans lesquels la structure des partis politi-

ques est fragile, il existe des avantages comparatifs de stimulation de la corruption. Le financement des campagnes électorales représente la porte d'entrée des groupes économiques, nationaux ou internationaux, légaux ou illégaux, afin d'obtenir la complicité du gouvernement.

Finalement, c'est avec la complicité de certains représentants d'entreprises étrangères que se complète le cercle de la corruption. Le détournement des

fonds publics ainsi que les commissions reçues en récompense des marchés publics truqués, du trafic d'armes et de drogues, constituent les avoirs préférés de la plupart des paradis fiscaux.

Le scénario dans lequel se sont développées des dictatures déguisées de démocratie, en établissant un réseau pour favoriser la corruption, semble changer. D'un côté, la législation internationale, sensibilisant les gouvernements pour l'approbation de lois nationales et octroyant des moyens aux personnes pour dénoncer ou aider les tribunaux à l'éclaircissement des faits de corruption.

De l'autre, la présence croissante des organisations non gouvernementales nationales et internationales qui, moyennant la réalisation de Sommets – tel que celui réalisé par Transparency International en septembre dernier à Washington – conférences, recherches et dénonciations, deviennent un moyen de sensibilisation de la population

civile et de pression auprès des gouvernements. Il est bien entendu que seule l'instauration de tribunaux indépendants, compétents et neutres permettront d'appliquer la législation en vigueur et rétablir la justice. Les lois d'amnistie approuvées dans le passé pour protéger certains dirigeants en

«La lutte contre la corruption doit considérer une responsabilité partagée.»

instaurant l'impunité, ne sont plus possibles dans le contexte démocratique renouvelé de la région latino-américaine.

La justification politique, qui se trouvait à la base, en tant qu'ingrédient de paix, réconciliation, stabilisation ou consolidation de la démocratie, n'existe plus. Les lois approuvées contre la corruption éviteraient des cas comme ceux de Jean-Claude Duvalier, ancien président d'Haïti, de Raoul Salinas de Cortari, frère de l'ancien président du Mexique et récemment Vladimiro Montesinos, l'éminence grise des gouvernements Fujimori, qui ont utilisé des banques suisses pour expatrier leurs fortunes personnelles douteuses.

L'Amérique latine fait des efforts pour effacer les dirigeants peu scrupuleux. Il revient aux pays développés de renforcer la coopération avec leurs institutions démocratiques ●

* Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine-CECAL, Genève, www.cecal.ch.

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

Le nouveau gouvernement Aristide démarre dans un climat très contesté



Jean-Bertrand Aristide est de retour à la présidence d'Haïti depuis le 7 février. Après des élections très contestées qui se sont déroulées l'année dernière (législatives en mai et présidentielles en novembre), le parti «Fanmi Lavalas» d'Aristide doit faire face aux exigences internes et externes pour restaurer la démocratie, éliminer la corruption, respecter les droits de l'homme et réduire la pauvreté.

Le panorama est totalement différent de celui qui existait dans les années 90. Après son élection en tant que président d'Haïti en décembre 1990, Aristide avait été renversé en 1991 par un coup d'Etat du général Raoul Cedras. Et grâce à l'intervention de l'ONU, de l'OEA et du Gouvernement américain, il avait été rétabli dans ses fonctions en 1994, gouvernant jusqu'en 1996. La Constitution l'empêchant de briguer immédiatement un second mandat, il était alors remplacé par René Préval, un proche. Haïti n'a pas eu de Parlement depuis deux ans après être resté, un temps, sans gouvernement. Préval a gouverné à coup de décrets, en attendant qu'Aristide revienne au palais. Celui-ci s'est ingénié à paralyser les institutions, au point d'irriter la communauté internationale dont la sympathie à son égard s'est évaporée.

Pour faire face aux pressions de la communauté internationale et légitimer son pouvoir auprès des investisseurs, et vouloir ainsi débloquer les 500 millions d'aide des gouvernements et des organisations internationales, Aristide a essayé de faire certaines concessions. En janvier dernier, il a adressé une lettre à l'ancien président Clinton soulignant son compromis à rectifier rapidement les problèmes associés aux élections du 21 mai dans lesquels 10 des 19 sénateurs de son parti ont été élus de manière frauduleuse. Il a annoncé vouloir former un nouveau Conseil électoral provisoire crédible avec des figures de l'opposition. Il a également amélioré la coopération dans la lutte antidrogue, évité d'interférer dans le travail de la police et de la justice, accepté la présence d'une commission semi-permanente de l'OEA. Enfin il a accepté d'avoir un gouvernement élargi avec des technocrates en son sein et il a entamé un nouveau dialogue avec les institutions financières pour promouvoir le libre-échange, réduire la pauvreté et stimuler la croissance, ainsi que négocié un accord sur le rapatriement des illégaux Haïtiens aux Etats-Unis.

Entre-temps, certaines sanctions ont été prises. Le Canada, en décembre passé, annonçait un moratoire à partir du 1^{er} janvier 2001, sur le remboursement des dettes, des 11 pays les plus pauvres de la planète. Haïti n'était pas sur la liste. Les pays européens ne débloqueront l'aide que si des changements démocratiques se présentent.

Au niveau interne, les principaux groupes de l'opposition réunis au sein de la «Convergence démocratique» ont pris l'initiative d'installer un gouvernement provi-

soire et parallèle qui prendrait des mesures pour lutter contre la corruption, la violence intolérable et l'extrême pauvreté. En même temps, la crise économique qui a induit la fermeture de nombreuses entreprises et l'énergie électrique – qui n'est distribuée qu'entre 4 et 8 heures par jour à la capitale et est quasi inexistante dans

«La communauté internationale peut l'abandonner si les réformes pour lesquelles il s'est engagé ne sont pas accomplies.»

les autres villes – représentent les principales préoccupations des Haïtiens.

Haïti, avec un revenu par habitant de 1340 dollars, est considéré comme le pays le moins avancé de la région latino-américaine, selon la CNUCED. Le gouvernement d'Aristide ne peut pas échapper aux exigences de 7 millions d'habitants. Les cinq prochaines années seront décisives pour l'avenir politique et économique d'Haïti. La communauté internationale reste vigilante des actions dans l'île et comme elle a aidé Aristide à reprendre le pouvoir en 1994, elle peut l'obliger à l'abandonner si les réformes auxquelles il s'est engagé ne sont pas accomplies ●

.....
*Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine-CECAL, Genève.
www.cecal.ch

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

G.W. Bush et l'ancien gérant de Coca-Cola créent une zone de prospérité en Amérique



Le président Bush a effectué sa première tournée internationale le 16 février dernier. Deux éléments ont été déterminants dans le choix de la terre des Aztèques comme premier pays visité: les relations établies lorsque les deux présidents étaient gouverneurs du Texas et de Guanajuato et le rôle stratégique du Mexique dans le contexte actuel. Le pétrolier du Texas et l'ancien gérant de Coca-Cola veulent établir une prospérité partagée dans diverses sphères. Tout d'abord, la consolidation de l'ALENA, le traité de libre commerce en vigueur depuis janvier 1994, auquel le Canada appartient aussi.

Le Mexique est devenu le deuxième partenaire commercial des Etats-Unis en remplaçant le Japon. Les exportations américaines vers le Mexique ont augmenté de 147% depuis 1993, et les importations des produits mexicains de 215%. En 2000, le Mexique représentait 10% du commerce des Etats-Unis. La création d'une zone de libre-échange des Amériques, de l'Alaska à la Terre de Feu, semble être l'objectif du troisième Sommet des Amériques, au Québec, en avril prochain. Bush a décidé de renforcer ses liens commerciaux avec l'Amérique centrale, en utilisant les avantages comparatifs du Mexique, et en prévoyant dans une prochaine étape, des négociations avec les pays du Mercosur et de la communauté andine.

Deux sujets, qui n'étaient pas considérés dans le traité de libre commerce, représen-

tent la nouveauté de cette rencontre: l'énergie et les migrations.

La stratégie énergétique de l'Amérique du Nord et centrale commence à se dessiner en fonction des besoins des Etats-Unis, premier consommateur de pétrole dans le monde, et du Mexique, l'un des principaux exportateurs. Bush et Fox ont envisagé l'établissement d'une politique commune, en construisant des oléoducs et gazoducs permettant de compter avec de l'énergie de l'Alaska au Panama à des prix avantageux. Cette collaboration serait aussi une solution à des problèmes énergétiques, tels que ceux présentés en Californie et faire face à une éventuelle crise internationale, puisque le pétrole ne peut pas être remplacé en tant que source primaire d'énergie. Ces dernières années, le Mexique, l'Arabie Saoudite et le Venezuela, avaient pris l'initiative, dans le cadre de l'OPEP, d'agir en bloc afin de neutraliser la chute des prix du pétrole.

Dans la sphère de l'immigration, Bush et Fox se sont engagés à établir un programme ordonné des flux migratoires qui garantit un caractère humain, la sécurité juridique et des conditions dignes pour les migrants. Bush n'est pas partisan d'une amnistie généralisée en faveur des trois millions de migrants mexicains, mais propose leur régularisation en établissant des réformes légales. Selon les chiffres fournis par la Réserve fédérale, les travailleurs mexicains en payant leurs impôts, contribuent ainsi annuellement à concurrence 28.000 millions de dollars à l'écono-

mie des Etats-Unis, en même temps qu'ils renvoient aussi à leurs familles au Mexique plus de 6000 millions de dollars.

«Bush a décidé de renforcer ses liens commerciaux avec l'Amérique centrale, en utilisant les avantages comparatifs du Mexique.»

Le contrôle des drogues et le narcotrafic représentaient le troisième sujet. Bush a reconnu que le problème du narcotrafic et du crime organisé provient de la consommation des drogues aux Etats-Unis et que la corruption des membres de la police et des fonctionnaires publics est financée par ce trafic. Des mesures coordonnées pour lutter contre les mafias sont prévues.

Le quatrième sujet est le rôle que peut jouer le Mexique dans la région latino-américaine. Le Mexique, la Colombie et le Venezuela ont créé le groupe des Trois. Les négociations avec des groupes rebelles et des actions militaires dans le cadre du Plan Colombie sont des thèmes de discussion et de coordination entre Fox, Pastrana et Chavez; de même que la promotion des libertés démocratiques et les droits de l'homme peut se développer, surtout face à Cuba.

Des bonnes intentions qui engageraient de longues négociations dans leurs pays respectifs puisque le parti Républicain de Bush et le Partido de Avanzada Nacional de Fox, ne disposent pas de majorité au Parlement ●

.....
*Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine-CECAL, Genève.

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

Les programmes communautaires poussent à la mobilité des entreprises



Les lignes directrices de la politique à l'égard des pays tiers font partie des éléments à ne pas omettre de considérer lorsque l'on parle d'une éventuelle adhésion à l'Union européenne. La coopération au développement, l'encouragement à la partici-

pation d'entreprises, de la société civile et le traitement du financement externe constituent la base même de la coordination des politiques du développement définies dans les traités de Maastricht et d'Amsterdam.

Durant la dernière décennie, l'Union européenne a établi quatre programmes pour favoriser les relations avec l'Amérique latine.

AL INVEST promeut l'investissement direct, le transfert de technologies, l'alliance stratégique et l'établissement d'entreprises conjointes de partenaires européens et latino-américains; il est complété par «l'European Community Investment Partners (ECIP)».

ALURA favorise l'utilisation optimale des ressources et des structures énergétiques et promeut aussi l'intégration régionale énergétique.

ALFA dans le domaine de la formation académique, se consacre à améliorer le développement scientifique et technologique entre les deux régions.

URB-AL permet la création de réseaux permanents entre les villes, cités et régions et d'autres regroupements administratifs des pays.

Ces programmes représentent les efforts intégrationnistes destinés à faciliter les échanges commerciaux, culturels et politiques et

mieux utiliser les avantages comparatifs des professionnels, des entreprises, des universités, des gouvernements et des ONG. Ils sont effectifs et réalisables dans la mesure

où les entités participantes bénéficient de l'aide et de l'assise financière de l'Union européenne par l'entremise des apports de leurs gouvernements et de la Banque européenne d'investissement.

Et les réunions politiques et techniques pour les perfectionner ou établir de nouveaux mécanismes de coopération ont une tendance à se renforcer et s'élargir. Le premier sommet des chefs d'états et de gouvernements européens et latino-américains, tenu à Rio de Janeiro en juin 1999, le prouve. La construction européenne et la définition de ses priorités suivent leur route. Maintenant les équipes techniques ont commencé à étudier l'exécution de politiques sélectives adaptables aux structures des pays. C'est le cas du groupe qui s'occupe de l'intégration avec le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), le système qui rassemble mieux les pays en développement. Ensuite cela continuera avec la Communauté andine et le marché commun centre américain.

Dans le contexte actuel, l'intégration des divers acteurs économiques (Etats, entreprises et individus) représente la voie la plus adaptée pour faire face à la globalisation croissante. Une économie hautement compétitive oblige d'une manière ou d'une autre la disparition de l'autarcie; les négociations

commerciales et financières bilatérales ont une tendance à se transformer en multilatérales et par bloc économique; les institutions appartenant aux Etats sont confron-

«La coopération entre opérateurs européens et latino-américains se renforce.»

tées aux recommandations et résolutions des organisations internationales.

Toute intégration signifie une perte de souveraineté et des privilèges qui ont caractérisé traditionnellement les pays. Elle représente aussi un coût, mais surtout elle signifie l'adaptation à de nouvelles formes de coopération entre les acteurs économiques dans le contexte international.

Comment envisager la participation des individus, des entrepreneurs, des universités, des gouvernements locaux et des ONG appartenant aux pays qui ne sont pas membres à part entière de l'Union européenne? Leur participation limitée peut-elle être considérée comme une sorte d'exclusion? Les degrés de réponses sont en fonction des engagements des Etats à court terme. La construction européenne – comme la formation des Etats – est évolutive et non un produit fini ●

* Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine-CECAL, Genève, www.cecal.ch.

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

M. Toledo se place contre le «fujimorisme» mais pas en vue de devenir président



Le 8 avril dernier, 15 millions de Péruviens se sont rendus aux urnes pour élire le président et 120 parlementaires. Huit candidats et treize listes parlementaires étaient en lisse. Les résultats indiquent qu'un deuxième tour devra se réaliser entre Alejandro Toledo, l'économiste de Stanford, 54 ans, et Alan Garcia Pérez, 51 ans, ancien président de 1985 à 1990.

Toledo, le candidat favori de ces élections, n'a pas eu l'appui majoritaire qu'il espérait. Plusieurs éléments ont conduit à son demi-échec. D'abord, sa figure énigmatique avec un comportement indécis et ses changements permanents de position sur l'échiquier pendant la campagne électorale. Les critiques sur sa personnalité laissaient penser que son gouvernement serait un chaos. Il n'avait pas la confiance du peuple. Toledo est une figure créée pour lutter contre le «fujimorisme». Mais il n'avait pas un charisme suffisamment important pour devenir président dès le premier tour, même si sa campagne avait été basée sur ses atouts de réussite professionnelle, en Péruvien issu d'une famille pauvre.

Ensuite, l'identification de son parti avec le peuple, Perú Posible, défini de centre gauche, est appuyé et soutenu par des partisans de la droite. Mario Vargas Llosa, candidat de la droite aux élections en 1990, reste encore dans la mémoire des Péruviens comme la figure du libéralisme. Le peuple n'a pas voulu donner carte blanche à Perú Posible pour

gouverner. Ce parti ne comptera qu'avec 40% des représentants au Parlement.

Alan Garcia, après huit ans d'exil en Colombie et en France, a fait un retour triomphal au Pérou. Les lois approuvées par la majorité fujimoriste ont été abrogées; les accusations d'enrichissement personnel et de corruption pendant son gouvernement, n'ont pas abouti à des procédures pénales. Dans la sphère économique, les mesures populistes de son gouvernement avaient plongé l'économie dans l'hyperinflation. Il avait encouragé la thèse de la limitation du paiement de la dette externe à 10% des exportations et avait nationalisé le système bancaire. Le terrorisme (avec le Sentier lumineux et Tupac Amaru) s'était inséré comme une gangrène créant l'instabilité sociale. Son parti, l'APRA (Alianza Popular Revolucionaria Americana, créé par Victor Raul Haya de la Torre en 1924 au Mexique), qui fait partie de l'Internationale socialiste, s'identifie avec les classes moyennes et pauvres et propose des mesures contre le néolibéralisme. Il sera la deuxième force politique.

Les deux candidats à la présidence n'ont pas un programme en faveur des marginalisés. Néanmoins le charisme des candidats et les mesures proposées seront des facteurs déterminants lors du deuxième tour. La campagne contre le néolibéralisme peut être bien capitalisée par Alan Garcia. La corruption

développée dans son gouvernement semble être insignifiante comparée à celle vécue dans les années Fujimori. Elle ne représente donc pas un argument contre son élection.

Alan Garcia pourrait s'installer en tant que président le 28 juillet prochain. Il ferait partie des anciens gouvernants qui reviennent

«Le charisme d'Alan Garcia face à la figure énigmatique de Toledo au deuxième tour.»

au pouvoir, malgré leur passé assez critiqué: Hugo Banzer en Bolivie, Rios Mont au Guatemala. Le message populiste contre le néolibéralisme risque de revenir en Amérique latine. Mais les conditions sont différentes. Alan Garcia devrait faire face aux mêmes problèmes que de la Rúa, élu en Argentine avec la coalition d'Alfonsín. La récession et le chômage ne pourront diminuer que s'il y a des réductions des dépenses publiques et des mesures pour encourager les capitaux étrangers.

De l'autre côté, Toledo pourrait passer dans l'histoire avec Mario Vargas Llosa et Javier Pérez de Cuéllar. Des personnalités qui ont essayé de devenir présidents dans un pays où la défense du «cholo» – métisse péruvien – face au «blanc», en proposant des mesures populistes, est décisive dans les processus électoraux ●

* Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine-CECAL, Genève, www.cecal.ch.

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

Le Siècle des Amériques sera déclaré à l'occasion du Sommet de Québec



Les chefs d'Etats et de gouvernements des 34 pays du continent américain se réunissent au Québec du 20 au 22 avril. Le troisième sommet des Amériques, à la différence de ceux réalisés à Miami en 1994 et à Santiago du Chili en 1998, essaiera

d'obtenir des résultats concrets qui favoriseraient l'intégration commerciale et renforcent le contrôle institutionnel. Le gouvernement Bush tentera de réorienter sa politique étrangère vers les pays du Sud. Il établira des lignes directrices sur le libre-échange et des standards démocratiques dans la région.

La création d'une zone de libre commerce est le principal sujet de ce sommet. L'Aléna – regroupant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique – sera pris comme modèle pour intégrer des pays du Mercosur, de la Communauté andine et du marché centro-américain. Mais la tâche ne sera pas facile. Les différences entre les pays constituent les premiers obstacles. Comme dans tout processus d'intégration, les pays les moins développés seraient les plus affectés par des mesures prises surtout par les Etats-Unis.

Les conséquences de la récession et du chômage qu'expérimentent certains pays comme l'Argentine et le Pérou, risquent de s'exacerber. Leurs marchés intérieurs peuvent être transformés et pas forcément en faveur d'une industrie nationale. Rappelons que dans les années 70, les politiques de substitution d'importations mises en place en Amérique latine n'avaient pas contribué à développer des effets multiplicateurs sur

les marchés internes: les produits finis importés auparavant avaient été remplacés par des produits intermédiaires permettant le développement d'une simple industrie d'assemblage.

Des voix protestataires contre le néolibéralisme ne se laissent pas attendre. Après Seattle, Washington, Prague et Davos, c'est le tour du Québec.

Les protestations contre l'accord de libre-échange menacent de s'étendre dans chaque pays de la région. L'expansionnisme commercial promu par Bush risque d'amener des entreprises américaines et canadiennes à s'implanter dans les pays d'Amérique du Sud.

Les industries exportatrices, qui se développeraient, n'incorporeraient pas nécessairement la main-d'œuvre locale et en conséquence le chômage pourrait persister ou même s'accroître. La crainte d'une augmentation du chômage est pressentie aussi en Amérique du Nord, à cause de la délocalisation de certaines entreprises.

L'établissement d'une clause démocratique est le deuxième sujet à traiter. Bush essaiera d'obtenir des engagements qui garantiront la démocratie dans toute la région. Les pays qui ne rempliront pas des standards démocratiques seront écartés des futurs sommets et leurs pays respectifs ne pourront pas participer aux accords de libre-échange. Mais quels seront ces standards? Et qui qualifiera les coups d'état qui n'ont pas été nécessaire-

ment militaires, ces dernières années? Citons Fujimori au Pérou et Serrano au Guatemala. Deux gouvernements traités de différente manière par les Etats-Unis alors que les cas étaient politiquement semblables.

«Les protestations contre l'accord de libre-échange menacent de s'étendre dans chaque pays de la région.»

Le libre-échange et la démocratie seront-ils suffisants pour maintenir la stabilité en Amérique latine? Pour les Etats-Unis, ces conditions pourraient suffire, surtout si l'objectif prioritaire est de récupérer le «terrain perdu» face aux accords déjà signés entre les pays de l'Amérique latine et de l'Union européenne et ceux récemment signés avec la Chine. Le développement du libre-échange devra être accompagné d'investissements étrangers afin d'adapter des structures pour favoriser le secteur externe. Ceci peut contribuer à accroître les différences à l'intérieur de chaque pays. L'expansionnisme commercial suit la dollarisation des économies latino-américaines. Le développement des entreprises américaines, dans l'étape de globalisation croissante, se produira dans la région latino-américaine. Une fois de plus la souveraineté des Etats en développement est donc limitée (lire également en page 6) ●

* Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine-CECAL, Genève, www.cecal.ch.

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

La présence chinoise en Amérique latine profite d'un terreau idéologique favorable



En même temps que des diplomates s'efforçaient d'éviter un conflit majeur lors de la crise de l'avion espion d'Hainan, des conseillers économiques des deux gouvernements préparaient des accords pour mieux renforcer leurs relations en Amérique latine.

Côté chinois, le président Jiang Zemin y a réalisé une tournée du 5 au 18 avril passé. Il a signé des accords commerciaux, financiers et culturels avec l'Argentine, le Chili, le Brésil, l'Uruguay, Cuba et le Venezuela. Ces deux derniers gouvernements ont montré beaucoup de sympathie envers le régime chinois: Castro a profité de la célébration du 40^e anniversaire de l'appartenance cubaine au socialisme et de l'échec américain de la baie des Cochons; Chávez s'est fondé sur ses mesures populistes pour déclarer que la Chine était la sœur aînée de son programme bolivarien.

Côté américain, le président Bush s'est rendu au Québec, entre les 20 et 22 avril dernier, pour participer au troisième Sommet des Amériques. Les 34 chefs d'Etat et de gouvernement, à l'exception de Cuba, en ont profité pour réfléchir, notamment, à la création d'une zone de libre-échange américaine (ZLEA) pour l'année 2005; à l'établissement d'une clause démocratique pour renforcer les institutions et éviter des violations de la démocratie.

Pékin et Washington se rapprochent-ils de l'Amérique latine uniquement pour des rai-

sons commerciales? Sans doute que la visite chinoise avait-elle pour but d'essayer de récupérer une place majeure dans la région. L'expansion commerciale est stratégique pour le régime chinois s'il veut occuper la place de l'ancienne URSS dans l'hégémonie mondiale. Pékin est critiqué pour ses violations des droits de l'homme et la dictature de son régime.

Mais son capitalisme d'Etat est accepté et se développe aussi grâce à la concurrence des entrepreneurs américains. Et Washington

ne pourrait pas empêcher les actions des entreprises et laisser passer l'opportunité que la prometteuse économie chinoise offre.

Dans l'actuelle globalisation, la place que devrait jouer l'Amérique latine ne résulte pas d'une réflexion commune intra-sud-américaine.

Le Brésil essaie de diriger l'intégration en Amérique du Sud et a proposé un rapprochement entre le Mercosur et la Communauté andine, lors du Sommet de Brasilia en septembre dernier. Il considère la constitution de la ZLEA comme une des alternatives possibles mais pas la seule. Le Chili voudrait avancer avec des accords bilatéraux avec les Etats-Unis. Le Mexique désirerait que l'Alena s'élargisse. Pour ce qui est du renforcement des institutions, les préoccupations se centralisent sur le type de démocratie qu'aprouverait Washington.

Economiquement, le scénario des pays de l'Amérique latine est prêt pour accueillir

des partenaires de divers horizons. Après l'Europe c'est le tour de la Chine.

La récession et le chômage, des préoccupations prioritaires dans la plupart des pays de la région, peuvent trouver des solutions si une ouverture à des capitaux étrangers est

«La Chine profite de la fragilité des institutions démocratiques locales et du sentiment anti-américain exacerbé par le Plan Colombie.»

clairement définie. Les entreprises des divers secteurs économiques pourraient disposer d'autres alternatives de coopération. Le partenariat commercial et financier pourrait cesser d'être un monopole des Etats-Unis. Face à une globalisation sans frontières – et probablement sans idéologies –, les alternatives chinoises et européennes sont bienvenues pour redresser les économies latino-américaines. Politiquement, la présence chinoise pourrait créer des conditions au développement d'une idéologie renouvelée. On trouve deux éléments à la base d'une telle réflexion: la fragilité des institutions démocratiques de certains pays liée surtout aux problèmes économiques; le sentiment anti-américain exacerbé avec la mise en place du Plan Colombie ●

* Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine – CECAL, Genève, www.cecal.ch.

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du Cecal*

Alejandro Toledo gagne au Pérou pour le plus grand bien de la démocratie



Après la destitution de M. Fujimori en novembre dernier et le démantèlement du réseau de corruption établi par M. Montesinos, les Péruviens ont élu un nouveau président. Alejandro Toledo a vaincu Alan Garcia, lors d'un deuxième tour réalisé le 3 juin et deviendra le président dès le 28 juillet prochain.

Suite à l'incertitude régnant durant les dernières semaines de la campagne électorale, les sondages exprimaient une forte augmentation (jusqu'à 30%) des votes blancs et nuls. Et ceci parce que la peur de l'application de mesures populistes dans un gouvernement Garcia était similaire à la peur de désordre et dictature que pourrait installer Toledo au Palais de Pizarro. Mais la décision responsable du peuple a été de donner un sursis au candidat le moins mauvais.

Toledo, figure créée contre le fujimorisme, doit continuer la moralisation qui s'est initiée grâce aux actions menées par le gouvernement de transition. M. Paniagua a établi un climat de stabilisation politique. Les institutions ont commencé à récupérer leur indépendance. Le Parlement, le pouvoir judiciaire et les forces armées mènent des actions pour effacer la corruption insérée dans tous les secteurs par Montesinos. Les organisations internationales et les gouvernements veilleront afin que les institutions maintiennent leurs objectifs de moralisation et même les obligeront à faciliter l'ex-

tradition de Fujimori et la capture de Montesinos.

La reconstruction économique constitue le deuxième volet. La récession et le chômage – l'héritage de Fujimori – peuvent s'atténuer seulement avec la participation de capitaux étrangers qui favorisent la création d'emplois. Autrement dit, redresser l'économie péruvienne signifie accepter les règles établies par les organismes financiers et les gouvernements des pays industrialisés dans le contexte de la globalisation croissante. L'instauration d'une économie à «visage humain» signifie concilier des normes avantageuses pour attirer les investisseurs étrangers avec les droits des travailleurs. Une équation qui ne semble pas être facile à équilibrer.

Le troisième volet est la concertation d'un gouvernement d'unité nationale. Toledo doit éviter de continuer avec des accusations contre ses anciens rivaux politiques. Au contraire, il doit convoquer toutes les personnalités pour donner une certaine crédibilité à son gouvernement. «La guerre sale» développée dans la campagne électorale doit disparaître. Ses discours doivent être cohérents avec la réalité et la vérité, et ses changements permanents de comportement ne doivent pas se refléter en contradiction avec les mesures à entreprendre. Les Péruviens sont fatigués de vérifier – moyen-

nant la diffusion des vidéos – la corruption généralisée instaurée par Fujimori-Montesinos ces dix dernières années. Ils sont aussi fatigués d'entendre la confrontation «de l'Indien face au blanc». Bref, le peuple désire que le nouveau gouvernement résolve les problèmes, principalement économiques.

Le gouvernement Toledo aura fort à faire. Aucun parti politique n'a de réelle majorité parlementaire; ils devront trouver un con-

«Toledo doit continuer la moralisation, initier la reconstruction économique et entamer la concertation politique.»

sensus par l'intermédiaire des 120 représentants. Des réformes à la Constitution de 1993 approuvée par Fujimori sont déjà dans l'agenda du prochain parlement. Toledo devra aussi montrer qu'il n'a pas d'autre option que d'atténuer les problèmes du peuple s'il veut finir son mandat en 2006. Son gouvernement sera placé sous surveillance des partis politiques au Pérou, par les gouvernements et par les organisations internationales. Une marge assez étroite pour réformer l'économie dans la fragile démocratie péruvienne ●

* Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine – CECAL, Genève, www.cecal.ch.

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

L'Amérique latine face aux défis des technologies de l'information



Genève accueillera le Sommet mondial de la société de l'information en décembre 2003. Un sommet qui abordera l'ensemble des défis soulevés par les évolutions technologiques de la communication. La technologie ne représente pas des inconvénients pour les trois industries de la nouvelle économie: la télécommunication, l'informatique et le multimédia. Entre aujourd'hui et le Sommet mondial, des nouvelles technologies apparaîtront. Celles qui s'utilisent maintenant dans les pays industrialisés diminueront en coût ou simplement deviendront obsolètes. Néanmoins dans les pays en voie de développement, le panorama est différent. En plus des nouvelles découvertes, il faut considérer le contexte économique, la structure sociale et la capacité de management de l'Etat.

Pour ce qui est de l'Amérique latine, les télécommunications se réalisent dans un contexte de libéralisation économique. Certains gouvernements ont privatisé les services et ont essayé de mettre des programmes en faveur des plus défavorisés. La téléphonie mobile s'est vue augmenter.

Contrairement à ce qui s'est passé dans les pays industrialisés, le mobile a remplacé le fixe. Les fournisseurs des services n'ont pas eu des investissements énormes à faire; ils étaient déjà faits dans le développement des réseaux aux Etats-Unis ou dans les pays européens. En ce qui concerne l'internet, on trouve une croissance des utilisateurs même s'il est avéré que la plupart de la population

n'y a pas accès; les investissements dans l'infrastructure représentent l'élément principal de négociations entre les gouvernements et les entreprises.

L'accès au téléphone mobile et à l'internet se font généralement dans les zones urbaines. Ils se font évidemment dans les secteurs avec un certain pouvoir d'achat. Ici on trouve la confrontation entre le service public et privé. Pour mieux cerner les bénéficiaires d'un service public gratuit, il faut tenir compte de certaines lois de marché et du degré de formation des utilisateurs. Certains gouvernements ont établi des centres communautaires (universités, écoles, hôpitaux) pour fournir gratuitement d'abord un service internet et ensuite d'autres services tels que la télémédecine, télé-éducation. Mais pour cela les investissements sont beaucoup plus importants. En plus de locaux, il faut des ordinateurs, des équipements spéciaux, des moyens de transmission plus puissants et des technologies par satellite variées.

Les coûts des services et de la maintenance représentent aussi des sérieux problèmes pour les gouvernements. La décision politique d'intégrer les entreprises et les dépendances de l'Etat a été à la base de la réflexion sur la diminution des coûts. Le partenariat Etat-entreprise est fondamental si on pense à la rareté des ressources inter-

nes dans certains pays. Les appels d'offres ont obligé les entreprises à participer avec des capitaux importants ou à créer des fonds spéciaux pour développer les télécommunications.

«Il appartient à l'UIT de faciliter l'insertion des opérateurs latino-américains dans la nouvelle économie.»

A tout cela il faut ajouter l'environnement multiculturel si l'on veut appliquer les technologies en Amérique latine. L'incorporation des standards propres à la région (langue, coutumes) ainsi qu'une formation adéquate contribueront à faciliter l'échange d'informations. Le succès des nouvelles technologies de communication dépendent des utilisateurs du téléphone et de l'ordinateur. On a commencé à utiliser le téléphone pour faire passer l'information via l'internet. Maintenant on utilise l'internet pour faire passer la communication téléphonique. Cette combinaison sera toujours évolutive en espérant que la formation suive cette direction. Il appartient à l'UIT de faciliter l'insertion des opérateurs latino-américains dans la nouvelle économie ●

* Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine-CECAL, www.cecal.ch.

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du Cecal*

Contre le travail forcé, le BIT veut allier la prévention à la répression



La 89^e session de la conférence du travail s'est déroulée du 5 au 21 juin au Palais des Nations à Genève. Le rapport présenté par son directeur général, M. Juan Somavia, s'est intitulé «Halte au travail forcé». La situation décrite préoccupe tous les ac-

teurs internationaux, car les États, les entreprises et les travailleurs n'ont pas le choix et doivent étudier des solutions de rechange, et cela dans un effort conjoint en partenariat avec les autres organisations internationales.

Les conventions 29 et 105 du BIT qui traitent de l'élimination du travail forcé ou obligatoire sont les éléments de base qui permettent de lutter contre diverses formes d'exploitation des personnes. Leur application dépend de la volonté des organes juridictionnels de chaque gouvernement. La mondialisation, caractérisée par une concurrence sans limite des grandes entreprises, favorise l'exploitation des travailleurs. Si bien que s'il y a des lois qui sont imposées par le marché et par les capitaux, il faut aussi reconnaître que le facteur humain – le consommateur final – est indispensable à la viabilité du circuit économique.

Quelles seraient les perspectives de la communauté internationale si on ne prenait pas les mesures nécessaires pour éliminer le travail forcé? Il faut que des mesures soient prises à temps si l'on ne veut pas être confronté à des problèmes énormes.

En ce qui concerne les enfants, le travail forcé est une des violations les plus flagrantes du développement de l'humanité. Obliger des enfants à travailler signifie porter atteinte à leur développement physique et psychologique, c'est en même temps les priver de leurs droits à l'éducation. Les adultes, quant à eux, se sentent obligés d'accepter des salaires très bas

et des conditions de vie précaires pour trouver tout simplement un emploi. Les migrations pour raisons économiques, en général, conduisent à établir des strates informelles et illégales dans les régions et les pays qui les accueillent. Cette situation, si elle venait à se généraliser, porterait atteinte au développement de l'être humain qui serait réduit à des termes monétaires exclusivement.

Il faudrait ajouter à cela les femmes employées domestiques, les travailleurs en zones rurales, les prisonniers dans les zones de conflits armés. Les conditions d'exploitation sont généralement plus graves pour ces catégories de travailleurs. Certaines mafias tirent avantage de la situation et mettent en place des réseaux de prostitution, de trafic de drogue et d'échanges de prisonniers.

C'est une réalité que l'on constate surtout dans les pays en développement. Mais la solution n'incombe pas seulement à ces pays-là. Les solutions doivent être prises en concertation avec les pays industrialisés, qui

doivent mener des actions concrètes, à savoir interdire la vente de produits qui sont le résultat du travail des enfants, confisquer

«Les solutions doivent être prises en concertation avec les pays industrialisés qui doivent rendre des mesures concrètes.»

les biens des entreprises lorsqu'il est prouvé qu'elles ont maille à partir avec la mafia aux fins de l'exploitation des travailleurs et sanctionner les gouvernements qui tolèrent les migrations clandestines.

Mais il n'y a pas que la répression. A la base, le travail forcé est aussi le résultat d'un manque de mesures préventives. Les pays doivent encourager le développement des personnes à l'intérieur de leurs propres frontières. Les gouvernements et les entreprises, associés dans le cadre de projets locaux, pourraient incorporer des avantages comparatifs dont disposent les diverses régions. A cet égard, les organisations représentatives de la société civile pourraient jouer un rôle très important quant à leur participation dans des projets de développement durable, visant à réduire le fossé entre les entreprises et les travailleurs ●

.....
* Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine.
www.cecal.ch

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du Cecal*

Les actions anti-américaines de M. Chavez fragilisent la démocratie au Venezuela



Depuis son arrivée au pouvoir en février 1999, M. Hugo Chavez essaie d'établir un scénario assez particulier pour mettre en place les mesures populistes de son programme bolivarien. Il modifie la Constitution, restructure les partis politiques et introduit la politique au sein des forces armées. Le président-commandant semble poursuivre sa campagne politique, mais cette fois-ci pour modifier les relations extérieures du Venezuela.

Pendant ses 28 mois de présidence, M. Chavez a réalisé de nombreux voyages, ce qui lui a permis de séjourner au moins six mois à l'étranger. Il a profité de toutes ses tournées pour montrer son esprit anti-américain. Ses visites en Irak, Russie, Chine et d'autres pays ont eu comme objectifs de se profiler comme le protagoniste principal des changements en Amérique latine. Les sommets internationaux, représentent l'autre tribune pour marteler ses objectifs: il s'oppose à la création de la zone de libre-échange des Amériques établie lors du Sommet de Québec en avril dernier. Il s'aligne avec les pays du Mercosur et demande que le Venezuela devienne membre associé tel que le Chili et la Bolivie. Les vrais inconvénients ne se trouvent pas dans l'opposition aux Etats-Unis, mais dans les répercussions que ses propositions pourraient représenter pour la région. Un éventuel appui d'autres gouvernements, amorcerait une certaine instabilité, créant des difficultés aux investissements étrangers qui pourraient limiter leurs actions en Amérique latine. L'opposition à l'intérieur du Venezuela se fait par l'intermédiaire des groupements des secteurs économiques. La classe politi-

que ne représente pas une réelle force d'opposition dans le Parlement. La presse remarque la tendance d'une «cubanisation» dans le pays, due à la présence de conseillers cubains dans le gouvernement et à la création de comités de la révolution qui surveillent les actions des opposants du gouvernement. Si la popularité de M. Chavez est bien maintenue dans les secteurs populaires – due à son charisme – et l'appui des forces armées demeure encore, il existe le risque que la société vénézuélienne se bouleverse dans le court terme.

Les militaires chargés de mettre en place le programme Bolivar 2000-2001, sont soupçonnés de détournement de fonds. Les alliés politiques qui avaient soutenu Chavez dans le coup d'Etat de 1992 se sont écartés du pouvoir et ont créé autre parti politique. Le Movimiento al Socialismo (MAS) qui participait au gouvernement a quitté la coalition. Les partis politiques traditionnels effacés dans les dernières années – Acción Democrática (AD) et le Comité de Organización Política Electoral Independiente (COPEI) – commencent à se réorganiser. Entre-temps, la conduite du président polarise la société elle-même. Il a menacé d'appliquer des mesures qui fragiliseraient la démocratie. Plusieurs déclarations faites dans les derniers mois laissent entendre que pour continuer avec le programme Bolivarien, Chavez doit appliquer des mesures répressives contraires à l'esprit démocratique, à savoir, l'é-

tablissement de l'état d'exception, l'expulsion de personnalités étrangères qui critiquent les actions du gouvernement. Et ré-

«Les vrais inconvénients ne se trouvent pas dans l'opposition aux Etats-Unis, mais dans les répercussions que ses propositions pourraient représenter pour la région.»

comment, il s'est produit un pas préalable à la rupture des relations diplomatiques avec le Pérou suite à la capture de Vladimiro Montesinos, «l'éminence grise» des gouvernements Fujimori qui semblerait aurait été protégé par les proches de M. Chavez. Et plus grave encore, M. Chavez a signalé le désir de rester au pouvoir jusqu'en 2013 dénonçant qu'il existe un complot international pour l'évincer du pouvoir. Si des violations aux libertés fondamentales se produisent, le Gouvernement Chavez pourrait être isolé sur la scène internationale. L'application des mesures populistes dans les circonstances actuelles ne justifie pas la destruction des institutions démocratiques. Une instabilité politique peut s'instaurer si la communauté internationale tolère les décisions dictatoriales mises en pratique. Le pétrole, principal richesse du pays, est aussi la principale source de l'enrichissement de la classe politique. Les militaires adeptes de M. Chavez ne seraient pas prêts à laisser échapper cette opportunité •

* Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.ch.

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du Cecal*

L'Argentine du président de la Rúa doit encore rénover ses structures



M. Tony Blair a rencontré M. de la Rúa le 1^{er} août dernier dans le spectaculaire décor des chutes d'Iguazu, à la frontière brésilienne. Au centre des discussions figurait la recherche des solutions possibles aux problèmes de l'Argentine. Le président argentin désire un engagement des pays européens pour rétablir les déséquilibres macroéconomiques. Le domaine économique est l'un des facteurs mis en cause mais d'autres variables ont également précipité la crise.

Tout d'abord la situation politique interne. de la Rúa est arrivé au pouvoir avec le parti justicialiste de l'ancien président Raul Alfonsín. Depuis son installation, le 10 décembre 1999, son gouvernement n'a pas réussi à trouver une stabilité et les mesures appliquées n'étaient pas appropriées pour lutter contre la récession. Il a dû changer le ministre de l'Economie à plusieurs reprises et accepter finalement de nommer M. Cavallo – ancien ministre Menem et père de la convertibilité – en dernier ressort pour rétablir la confiance des investisseurs étrangers. Mais le gouvernement de la Rúa ne trouve pas des adversaires politiques uniquement dans les partis d'opposition mais surtout dans son propre parti. de la Rúa n'a pas été capable de diriger son propre parti. Ceci a permis à M. Alfonsín de devenir un personnage politique plus important que le président. Alfonsín n'a pas approuvé le programme économique de la Rúa et ses déclarations permanentes ont fait basculer le marché des capitaux: il déclarait le 12 octobre 2000 que la parité 1 peso = 1 dollar était une «bombe à retardement» et le 2 no-

vembre 2000 que l'Argentine devait déclarer le moratoire de sa dette extérieure.

Fin juillet dernier, le Congrès a approuvé le plan d'austérité visant à atteindre un déficit fiscal zéro à la fin de l'année. Les mesures à prendre (réduction drastique des dépenses publiques et de nouveaux mécanismes d'imposition), peuvent être considérées comme un compromis des partis politiques en vue des élections parlementaires d'octobre prochain. Mais ce compromis ne semble pas aider à résoudre les problèmes économiques de base.

Le scénario économique est le plus inquiétant. La conjoncture est différente de celle des années 90. Les mesures appliquées par Cavallo pendant les gouvernements Menem avaient réussi à contrôler l'hyperinflation, grâce à la convertibilité. Mais Cavallo a été piégé par le déficit fiscal. Celui-ci ne représente pas une cause des déséquilibres actuels mais en est plutôt une conséquence. Ces dernières années, les dépenses de l'Etat ont résulté de l'augmentation de la bureaucratie au détriment des secteurs productifs. La production n'a pas évolué en terme de croissance et les emplois dans le secteur public – pas forcément productifs – ont augmenté, et une législation assez lourde, empêchant des licenciements à court terme, a été mise en place. Le volet social semble être contradictoire. Tous les secteurs expriment leurs protestations contre les mesures du gouvernement basées principalement sur la réduction des salaires et des rentes de retraités. La situation semble inégalitaire au vu de

la composition de la masse des travailleurs. Les salaires du secteur public atteignent en moyenne 750 dollars et ceux du secteur privé 400 dollars. C'est aussi le résultat du développement d'un clientélisme politique: les

«Il ne sert à rien de diminuer le déficit fiscal en s'attaquant uniquement à la réduction des salaires des travailleurs.»

conseillers des députés régionaux ou nationaux ont augmenté de même que les honoraires des politiciens. En conséquence, il ne sert à rien de diminuer le déficit fiscal en s'attaquant uniquement à la réduction des salaires des travailleurs. Le conflit social peut s'aggraver.

Tous ces déséquilibres sont renforcés par la faiblesse politique du gouvernement. Une fois de plus il s'avère qu'en Amérique latine, les gouvernements de coalition sont trop faibles pour gouverner un pays. La croissance de l'Argentine des années 50 est en cause. Les classes moyennes qui étaient habituées à vivre comme les Européens doivent se serrer la ceinture. La planche à billets qui permettait à l'Argentine de financer les dépenses du gouvernement n'existe plus. Il reste seulement à essayer de changer les mentalités et à reconstruire le système productif. Et pour cela, l'aide externe est nécessaire ●

* Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine-CECAL, Genève-Suisse, www.cecal.ch.

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas*

L'Amérique latine appuie Washington pour autant que le droit soit respecté



Lors de la réunion de l'Organisation des Etats américains – OEA, les 34 pays de la région ont approuvé une résolution, le 21 septembre dernier, pour renforcer la coopération judiciaire et politique et faire face au terrorisme international. Les mesures à mettre en place concernent des échanges d'informations permettant la persécution, la détention, la capture, le jugement ainsi que la facilitation des procédures d'extradition pour les auteurs intellectuels et matériels des actions terroristes. La résolution souligne que les mesures à appliquer par les Etats-Unis doivent s'adapter au droit international, les droits de l'homme et les principes mentionnés par la Charte des Nations Unies. Le traité Interaméricain d'Assistance Réciproque (TIAR) de septembre 1947, modifié par un Protocole de Réformes de 1975, est à la base de cette coopération hémisphérique. Idée des Etats Unis le traité a été approuvé dans le but de protéger les pays de la région contre d'éventuelles agressions des pays communistes, pendant les années de la guerre froide.

La résolution s'ajoute au plan d'action contre le terrorisme, adopté par les 15 pays de l'Union européenne, à la Résolution 1368 du Conseil de Sécurité de l'ONU et à la décision des 19 pays de l'OTAN, visant à sanctionner les auteurs des attaques de New York et Washington perpétrés le 11 septembre.

Les soupçons pesant sur des islamistes liés au milliardaire saoudien Ben Laden ou d'autres groupes liés au conflit arabe israélien, la conjoncture internationale laisse présumer

que des réseaux terroristes existent dans d'autres régions, même si elles sont éloignées géographiquement. En Amérique latine, les investigations semblent se concentrer sur certains pays:

a) en Equateur et en Uruguay: le rapport présenté au sénat américain montre, l'existence de groupes islamistes dans ces pays; des experts du FBI et de la CIA se sont déjà rendus en Equateur; b) l'Argentine, partenaire de l'OTAN, dispose d'une population juive nombreuse: des attentats probablement anti-israéliens se sont produits pendant les années 90; c) la triple frontière entre le Brésil, l'Argentine et le Paraguay: une certaine insécurité s'est créée ces dernières années, due à la présence de groupes soupçonnés de favoriser le terrorisme; d) la Colombie: la présence de groupes armés tels que le FARC et l'ELN semblent avoir une interconnexion avec l'IRA et d'autres réseaux terroristes internationaux profitant du financement du narcotrafic.

La communauté internationale, le peuple et le sénat américain ont donné l'autorisation à George W. Bush de prendre des sanctions contre les probables auteurs des attentats. «Le combat du bien contre le mal», selon Bush; «La bataille entre le monde libre et démocratique contre le terrorisme», selon Tony Blair. Toutes ces expressions résumant la volonté de punir les coupables et complices. Et tout se concentre contre l'Etat Taliban en Afghanistan qui protège Ben Laden. Les menaces commencent à se faire et cette fois, pour reprendre les analyses de Samuel Huntington, les conflits du siècle XXI ne se feront pas entre idéologies mais entre civili-

sations. Les mesures à entreprendre remettent en question l'action des acteurs internationaux. Le droit international risque d'être bafoué encore une fois, se dissi-

«Les mesures à entreprendre remettent en question l'action des acteurs internationaux.»

mulant derrière les décisions politiques. L'effervescence du conflit et les probables résultats semblent modifier le rapport des forces. Les nouveaux alliés seront mieux traités de manière bilatérale par les Etats-Unis. Ce conflit sera aussi l'occasion de remettre en question les actions des Etats Unis sur la scène internationale; George W. Bush doit considérer l'interdépendance avec d'autres pays pour résoudre les problèmes communs à l'humanité. Bush avait montré son mépris à l'égard de la communauté internationale avec la fin du traité antimissiles, le retrait du Traité de Tokyo sur le réchauffement de la planète et le refus d'appuyer le Tribunal Pénal International créé par l'ONU en 1998. Le leadership des Etats-Unis est l'enjeu principal de ce nouveau type conflit. Le Pearl Harbour du XXIème siècle, probablement mène à renforcer les liens politiques et décisionnels des Etats-Unis avec des pays de l'OTAN et la Russie. L'ONU semble être dépassée par les événements. Un nouvel ordre international s'envisage et les pays de l'Amérique latine, malgré leur esprit démocratique doivent attendre la recomposition de la scène internationale ●

* Président du Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.ch.

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, Président du CECAL*

Le Président du Nicaragua, M. Bolaños, efface les rêves sandinistes du pouvoir



Le 4 novembre dernier, les Nicaraguayens ont élu leur président pour un période de cinq ans. M. Enrique Bolaños du Parti Libéral Constitutionnel a gagné contre l'ancien président Daniel Ortega, du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN). Les électeurs ont préféré le candidat du parti au pouvoir au retour d'une dictature des Sandinistes.

L'histoire du Nicaragua des 70 dernières années a été caractérisée par trois composantes qui ont entraîné la population entre la dictature et la démocratie, de droite et de gauche.

Tout d'abord la famille Somoza. Entre 1936 et 1979 elle a occupé la présidence du Nicaragua, à l'exception d'un intérim civil de cinq ans (1963-1967). Suite au tremblement de terre de 1972, Anastasio Somoza Debayle imposa un contrôle militaire sur l'Etat, ce qui lui permit de remporter les élections de 1974. La corruption et le népotisme ont été la caractéristique de ces gouvernements, soutenus politiquement, économiquement et militairement par les Etats-Unis.

Deuxièmement, le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN). Créé en 1961, ce mouvement attira l'attention des étudiants issus de la classe moyenne fascinés par la révolution cubaine. Il se révéla incapable, à lui seul, de renverser la dictature Somoza alors que certaines scissions ont été évidentes parmi les groupuscules qui le composaient; ainsi, par exemple, le cas d'Eden Pastora – le Commandant Zero – qui en août 1978, attaqua le palais national; en échange de 500

otages, il avait obtenu la libération de tous les prisonniers politiques, un demi million de dollars et une reconnaissance médiatique de bon guerrier.

Troisièmement, l'opposition organisée par Pedro Joaquin Chamorro, directeur du journal *La Prensa*. Cette personnalité admirée et respectée par la plupart des Nicaraguayens avait

été établi une coalition d'opposition contre la famille Somoza. Son assassinat en janvier 1978, engendra l'indignation générale et un pacte antisomoziste entre la bourgeoisie, la hiérarchie catholique et les classes moyennes. Le 17 septembre 1978, Somoza abandonna le pays et deux jours plus tard Managua était libérée.

Les élections gagnées par le Front Sandiniste de Libération Nationale, avec à sa tête Daniel Ortega, mettaient fin à la dictature de Somoza. En 1979 s'est installée la Junte de Reconstruction Nationale, un exécutif de cinq membres rassemblant les divers courants antisomozistes. Les Sandinistes radicalisent leurs mesures, imposant en 1983, l'état d'urgence. Ils voulaient créer le parti de la révolution suivant le modèle de Fidel Castro à Cuba. Les appareils idéologiques se sont installés au Ministère de la culture et de l'éducation, attribué au poète jésuite Ernesto Cardenal. Sur la scène économique, les Sandinistes voulaient une économie mixte, avec un secteur public et social coopératif. Leur héritage a été la corruption généralisée, le népotisme dans l'administration de l'Etat, la crise économique dans les secteurs populaires. Ils sont restés au pou-

voir jusqu'à 1990. Entre 1981 et 1986, les Etats-Unis ont appuyé financièrement les «contras» pour combattre les Sandinistes. Durant l'administration Reagan éclata «l'I-

«Ortega et Bolaños ont promis la paix, l'emploi, l'éducation et l'encouragement du tourisme.»

rangate»: des fonds de la vente des armes en Iran avaient financé les contre-révolutionnaires.

Les dix dernières années représentent pour le Nicaragua l'alternance démocratique. En 1990, Violeta Barrios de Chamorro gagna les élections mettant fin à la dictature Sandiniste. En 1996, M. Arnaldo Alemán, représentant de la droite lui succéda à la présidence. La crise économique et la corruption ont été aussi des caractéristiques de ces gouvernements. Le Nicaragua avec 5 millions d'habitants a été le dernier pays de l'Amérique latine expérimentant la confrontation entre le communisme et le capitalisme. Les promesses électorales de M. Bolaños (paix, emploi, éducation et encouragement du tourisme) ont été les mêmes que celles préconisées par un Daniel Ortega transformé par le néolibéralisme. Le gouvernement qui s'installera le 10 janvier 2002 devra recomposer les institutions luttant contre la corruption et rétablir la confiance des investisseurs étrangers pour dynamiser l'économie ●

.....
* Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine – CECAL, Genève, www.cecal.ch.

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du Cecal*

La crise argentine et les élections au Brésil bouleversent le Mercosur



Lors de l'élection de M. Bush, les Etats-Unis avaient comme priorité de renforcer leurs liens avec les pays latino-américains. Ils avaient encouragé la création d'une zone de libre-échange lors du troisième sommet des Amériques au Québec en avril dernier, pour 2003. Ils avaient considéré le Mexique de M. Fox comme l'interlocuteur privilégié pour dynamiser l'économie de la région, sur la base de l'ALENA.

Les attentats du 11 septembre ont changé radicalement le centre de préoccupation de la politique américaine. Les liens avec l'Europe, pour lutter contre les islamistes terroristes en Afghanistan et Moyen-Orient, deviennent la priorité. Ce virage drastique laisse les 34 pays latino-américains «sur la touche» et en proie à une fragilisation de leurs structures démocratiques. Un climat d'insécurité peut exacerber la corruption et augmenter le chômage.

Le Mercosur, le système d'intégration le plus développé de l'Amérique latine, sera contraint à se ralentir aussi suite à des facteurs conjoncturels des deux principaux associés, l'Argentine et le Brésil.

En Argentine, la méfiance incarnée par le gouvernement de La Rúa s'est vue augmentée lors des élections législatives du 14 octobre dernier. La coalition du président a perdu la majorité au Sénat. Le vote de protestation des Argentins, qui ne croient plus aux options politiques actuelles, a permis au péronisme de devenir la première force politique. Le clientélisme péroniste, une des

causes de la présente crise, peut précipiter un chaos généralisé. Les conflits sociaux ont augmenté suite au programme du FMI. Les mesures du ministre de l'Economie, M. Cavallo, pour contrôler le déficit fiscal et réactiver l'économie, se sont centrées sur la réduction des dépenses publiques. Le risque du pays pour les investisseurs s'est élevé et on estime que les fuites de capitaux produites entre juillet et août, s'élèveraient à 8000 millions de dollars. Le plan gouvernemental présenté le 1^{er} novembre offre aux créanciers le rééchelonnement de la dette sur la base de l'obtention d'une réduction du taux d'intérêt jusqu'à 7% au lieu du 11% actuel; ceci leur permettrait une économie de 4000 millions de dollars et une réduction d'une certaine manière du déficit fiscal.

Les répercussions de la crise argentine se font sentir sur leur principal associé de la région, le Brésil. Sur le plan commercial, les entreprises brésiliennes installées en Argentine souffrent d'un manque de capital du travail suite à la restriction de crédits et à la réduction des ventes. Les importations argentines en provenance du Brésil se sont vu punies avec l'élimination des avantages tarifaires dont bénéficiaient, par exemple, les équipements de télécommunications et l'informatique: les produits brésiliens perdent de la compétitivité et maintenant, il est plus attirant de les importer directement de l'Europe. Sur le plan financier, la fuite de capitaux semble s'étendre au Bré-

sil. Le taux de change par rapport au dollar augmente et la Banque centrale a décidé d'élever les taux d'intérêt, situation qui complique encore la tâche des entreprises brésiliennes.

Sur le plan politique, en octobre 2002, les

«La robustesse ou faiblesse du Mercosur est le thermomètre de stabilité en Amérique latine.»

Brésiliens doivent élire un nouveau président. Le modèle d'ouverture économique expérimenté pendant les gouvernements Cardoso (1995-2001) pourrait être renversé si le candidat des Travailleurs, M. Lula, favori selon les sondages, gagnait les élections.

Les grands pays latino-américains, ayant le rôle de locomotive dans la région, restent les alliés principaux des organismes financiers et des pays industrialisés. Le secours du Mexique en 1995, du Brésil en 1999, et de l'Argentine en 2001, montrent que le FMI et les pays occidentaux demeurent vigilants pour fournir des aides financières et éviter des déséquilibres macroéconomiques généralisés. La robustesse ou la faiblesse du Mercosur est le thermomètre de stabilité de la région. Réduire les incertitudes politiques et économiques, en temps opportun, devient une priorité dans les relations interdépendantes entre les économies organisées et émergentes ●

* Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.ch.

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du CECAL*

Ricardo Maduro doit maîtriser trois défis: la pauvreté, la dette externe et la violence



Lors des élections du 25 novembre dernier, Ricardo Maduro du Parti National a remporté les élections présidentielles face à Rafael Pineda du Parti Libéral du Honduras. Il succédera à Carlos Flores Facussé, du parti Libéral, et gouvernera durant quatre ans, à partir du 27 janvier prochain.

Le scénario politique au Honduras ne semble pas changer. Depuis leurs créations respectives, au XIX^e siècle et début du XX^e siècle, les partis libéral et national alternent au pouvoir. Après une interruption militaire, entre 1972 et 1980, le Honduras est retourné à la démocratie avec une nouvelle Constitution en avril 1980. Maduro, un homme d'affaires transformé en homme politique par les Nationalistes, a permis à ceux-ci de récupérer le pouvoir une deuxième fois après le retour à la démocratie. Et ceci même si pendant la campagne électorale, l'offensive gouvernementale a essayé d'empêcher son élection en alléguant qu'il n'était pas originaire du Honduras, étant de père panaméen et de mère guatémaltèque.

Maduro doit résoudre les trois problèmes qui affectent les 6 millions d'Honduriens. D'abord la pauvreté. Le Honduras est l'un des pays les plus pauvres de la région latino-américaine autant que la Bolivie, Haïti et le Nicaragua. Selon les statistiques officielles, 65% de la population vit dans la pauvreté et 44% des ménages souffrent d'extrême pauvreté. Le revenu moyen men-

suel est de 77,6 dollars par personne. Les activités économiques se sont vues affectées en novembre 1998, par l'ouragan Mitch qui a laissé 5600 morts et 1,5 million de victimes et récemment par l'ouragan Michelle qui a affaibli encore plus l'économie hondurienne.

Deuxièmement, la dette externe qui s'élève à 5,558 millions de dollars, c'est-à-dire 300 millions de plus que le PIB. Selon la Banque mondiale, pour chaque dollar que reçoit le Honduras, il doit rembourser six dollars uniquement pour le paiement des intérêts. Troisièmement, la violence qui s'est vu augmentée avec la crise économique.

Maduro a promis un gouvernement de paix et unité basé sur la concertation. Le Honduras et les pays de l'Amérique centrale, dans lesquels la démocratie règne, attendent des transformations pour attaquer la pauvreté et la violence.

Préserver la paix dans la région signifie diminuer les inégalités et établir des plans de développement de moyen terme avec l'aide des investisseurs privés et des institutionnels étrangers. Les problèmes sociaux qui pourraient s'exacerber au Honduras, peuvent s'étendre à d'autres pays de la zone. Dans les circonstances actuelles, l'alternance dans la conduction du gouverne-

ment ne signifie pas uniquement de faire des retouches cosmétiques dans les institutions. La paix sociale sera durable, si la con-

«Placer une partie de la dette au service du financement de programmes de développement socioéconomiques pourrait soulager la faiblesse de l'économie hondurienne.»

certation et la coordination entre les divers groupes politiques et secteurs d'entrepreneurs et de travailleurs, aboutissent à des actions convergentes permettant d'atténuer les inégalités et éviter un chaos généralisé. Et pour cela nationalistes, libéraux et autres petits groupements doivent renoncer à leurs appétits électoraux auxquels ils étaient habitués. Les créanciers étrangers sont aussi censés contribuer à des solutions concrètes. Destiner une partie de la dette au financement de programmes de développement économique-social ou appliquer des mécanismes, par exemple de changement de dette pour l'investissement, pourrait soulager la faiblesse de l'économie hondurienne ●

* Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.ch.

L'INVITÉ

► Michel Celi Vegas, président du Cecal*

Les Colombiens placent leurs espoirs contre la violence en Alvaro Uribe



L' échec des initiatives visant l'éradication de la violence remet en cause la démarche de la classe politique colombienne. Les actions de divers groupes de guérilleros, paramilitaires et forces armées ont exacerbé le désespoir de la population civile.

Des enlèvements, des extorsions, des séquestrations et toute autre forme de privation de liberté utilisant la violence psychologique et physique, n'ont fait que polariser et militariser la Colombie. Pour manifester son mécontentement, la population ne dispose que des élections démocratiques, tous les quatre ans. C'est pourquoi les Colombiens ont montré leur fatigue et leur refus, en punissant les partis traditionnels lors du scrutin législatif du 10 mars dernier. Une tendance qui pourrait se maintenir lors de la présidentielle du 26 mai, parce qu'on soupçonne les libéraux et les conservateurs d'être complices des groupes rebelles et incapables de restaurer la stabilité politique et sociale.

Au cours des dernières années, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), créées en 1962 par des partisans de la révolution cubaine, sont devenues une pièce clef de l'échiquier politique. Elles ont renforcé leur présence et leur influence sous le couvert d'une réduction des inégalités. Les FARC se sont bien structurées et développées dans diverses sphères. Sur le plan militaire, elles comptent 17.000 militants recrutés sous la contrainte. Leur financement provient de la culture de coca, de l'extorsion de fonds, de chantage et de rançons

obtenus à tous les niveaux. Elles ont disposé pendant trois ans d'un territoire démilitarisé d'une surface grande comme la Suisse qui a servi de «laboratoire de la paix». Elles ont dicté des lois telles que «l'impôt sur la paix» et sur «la corruption administrative». Ses dirigeants sont reconnus sur la scène internationale, disposent de réseaux internationaux et d'un site internet.

Bref, les FARC ont piégé les gouvernements et avancé dans leur stratégie belliciste, tout en démontrant que la paix ne repré-

sente pas l'un de leurs objectifs prioritaires et que leur insertion dans le schéma démocratique ne les intéresse pas, du moins à court terme.

Les leaders politiques qui cherchent un rétablissement de la paix se sont vu empêcher de mettre en place des mesures efficaces. D'abord, ils ont été obligés d'accepter des pressions d'autres groupes d'influence: l'Armée de libération nationale (ELN) et l'Armée populaire de libération (ELP), pour revendiquer une zone démilitarisée et un traitement similaire à celui donné par les gouvernements aux FARC, ont participé aux réunions à Genève l'année dernière, avec le concours de la France, de la Suède et de Cuba; ensuite, l'influence des groupes paramilitaires d'extrême-droite, défendant les entreprises exploitant le pétrole et d'autres industries; finalement, les actions menées par les Etats-Unis, par l'intermédiaire du Plan Colombie, annoncé par Bill Clinton en août 2001, visant à l'éradication des

cultures de coca, moyennant un financement de 1,3 million sur trois ans.

Pendant les quatre dernières années, malgré les bonnes intentions du président Pastrana, il est démontré que le dialogue entamé avec les FARC a été un échec. Maintenant le peuple réclame une main forte face à la violence. C'est la raison pour laquelle Alvaro

«Lutter contre la violence signifie éliminer les inégalités et lutter contre le trafic de drogue.»

Uribe, représentant de la droite, promettant ne pas tomber dans le jeu de la guérilla, est le favori pour devenir le prochain président. Lutter contre la violence signifie éliminer les inégalités, lutter contre le trafic de drogue lié à tous les groupes en conflit. Mais les solutions ne peuvent pas se situer uniquement dans l'éradication de la production de coca. Il faut considérer le marché des consommateurs aux Etats-Unis et en Europe, développé grâce à la complicité et à la tolérance de politiciens peu scrupuleux. Si des actions coordonnées entre la communauté internationale et le gouvernement colombien ne se mettent pas en place pour attaquer les vraies causes de la violence, il est probable que les FARC, ou tout autre groupe en conflit, dans une prochaine étape, revendiqueront une autonomie territoriale et une reconnaissance d'Etat à la lumière du droit international ●

* Centre d'échanges et de coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.ch.

→ L'INVITÉ ||||| MICHEL CELI VEGAS*

Comment concilier réduction de la pauvreté et mondialisation

Après la Déclaration du Millénaire de septembre 2000 pour réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour, d'autres initiatives de la diplomatie multilatérale se sont succédé en s'adaptant à la mondialisation. Lors de la Conférence sur le financement du développement, à Monterrey en 2002, les pays riches ont décidé d'augmenter l'aide publique aux pays pauvres; ils se sont engagés aussi à réduire les subventions à l'exportation des produits agricoles et à faciliter les négociations à l'OMC, en août dernier; les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, début octobre, ont dégagé un consensus sur la nécessité de poursuivre l'allègement de la dette des pays les plus pauvres.

Dans la nouvelle configuration de la société internationale, où les conflits mondiaux sont devenus régionaux et locaux, les Etats ont perdu une partie de leur souveraineté et de leur autonomie en cédant leur rôle de redistributeur des biens et services publics aux forces du marché. Les préoccupations des organisations internationales ont changé pour concilier les intérêts complémentaires et concurrents des Etats, des entreprises et de la société civile avec des initiatives telles que le «Pacte mondial» proposé par Kofi Annan en juillet 2000; elles sont censées contribuer à améliorer la redistribution des revenus pour autant que les gouvernements des pays riches et pauvres prennent conscience de l'insécurité planétaire que représente l'explosion de la pauvreté. Selon le PNUD et la Banque mon-

diale, 1,2 milliard, sur 6 milliards de personnes, vivent en dessous du seuil de pauvreté et la situation s'exacerbera, dans les trois décennies à venir, lorsque la population mondiale comptera quelque 2,5 milliards de personnes supplémentaires, dont 97% dans les pays les plus pauvres. Est-il possible d'envisager un climat de paix et de sécurité internationale face à la menace d'explosion de la pauvreté dans le cadre de la mondialisation? Les Etats, riches et pauvres,

variables différentes à celles qui montrent la performance de l'économie réelle, monétaire, fiscale et externe du point de vue macroéconomique. Finalement, en révisant les objectifs de la Déclaration du Millénaire pour accepter que les causes structurelles de la pauvreté ne puissent pas être éradiquées pour 2015 sans la responsabilité des entreprises et de la société civile et sans plans cohérents et réalisables de développement durable.

«1,2 MILLIARD, SUR 6 MILLIARDS DE PERSONNES, VIVENT EN DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ ET LA SITUATION S'EXACERBERA, DANS LES TROIS DÉCENNIES À VENIR.»



ont une responsabilité partagée par ce défi et les organisations internationales sont censées développer les capacités institutionnelles des Etats, en créant des cadres réglementaires pour une bonne gouvernance nationale et internationale, et redresser la distribution inégalitaire des richesses. D'abord, en incorporant les laissés-pour-compte dans les partenariats public-privé pour atténuer les dérapages dérivés de la délocalisation d'entreprises, de la concentration des activités productives liées au commerce et des effets de l'instabilité des marchés financiers. Ensuite en adaptant la catégorisation de la santé financière des pays en priorisant des

Toutes les propositions visant à réduire la pauvreté auront une efficacité pour autant qu'une redistribution équitable des revenus se produise entre les pays riches et pauvres et à l'intérieur de chaque pays. Les intentions des pays riches pour augmenter l'aide publique, réduire des subsides agricoles et le fardeau de la dette externe contribueront sans doute à mieux intégrer les pays en développement sur un marché hautement compétitif, mais pas forcément à réduire la pauvreté.

→ *Président du Centre d'échanges et de coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.net

→ L'INVITÉ ||||| MICHEL CELI VEGAS*

Le microcrédit n'aide pas toujours à réduire la pauvreté

En 1998, l'Assemblée générale de l'ONU avait proclamé 2005 Année internationale du microcrédit. Les organisations internationales visent la réduction de la pauvreté en sensibilisant les stratégies des politiques publiques et les institutions de crédit afin de transformer des entrepreneurs ne disposant pas de garanties réelles ou financières en sujets de crédits. Les objectifs sont la création d'emplois et de revenus pour des franges de la population qui ne bénéficient pas de programmes publics et d'outils financiers leur permettant d'atténuer leurs conditions de paupérisation.

Le microcrédit finance des activités liées à la production et à la commercialisation de biens et services artisanaux prioritairement urbains favorisant l'intégration des travailleurs informels. Cet instrument peut contribuer à diminuer l'écart des revenus entre les plus démunis et les mieux lotis, surtout dans les régions où la pauvreté et la distribution inéquitable des revenus se sont exacerbées avec la mondialisation. Les mécanismes à mettre en place auront des résultats favorables pour autant qu'ils intègrent des projets avec des effets multiplicateurs, autofinancés à moyen terme, et englobent une grande proportion des bénéficiaires. Mais les différences structurelles et conjoncturelles entre pays deviennent des obstacles qui se dressent face aux bonnes intentions. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), en 2002 la région comptait 221 millions de pauvres équivalant à 44% de la po-

pulation. Parmi eux, 97 millions, soit 19,4% de la population, sont dans la pauvreté extrême; ces chiffres concernent tous les secteurs, ruraux et urbains, traditionnels et modernes, agricoles et industriels, etc. qui ne bénéficieront pas forcément du microcrédit. Prenons le cas des indigènes. Dans la région latino-américaine vivent plus de 400 peuples indigènes, représentant 50 millions d'habitants,

pale pour le bien-être et l'inclusion sociale, de même que pour réduire la pauvreté. Finalement par son refus des propositions de l'économie de marché: les indigènes sont convaincus que les entreprises et les banques ont généré les inégalités des revenus et la dette externe; ils considèrent que les crédits risquent d'hypothéquer leur avenir et que la construction d'infrastructures a ins-

**«LES POLITIQUES
PUBLIQUES DESTINÉES
À RÉDUIRE LA PAUVRETÉ
SONT CENSÉES
INCORPORER LES
INDIGÈNES EN PRENANT
EN CONSIDÉRATION
LEUR VISION DU MONDE.»**



qui ont peu à peu renforcé leur capacité d'organisation politique, la défense de leur culture et les revendications de leur identité ethnique. Le Pérou, le Mexique, le Guatemala, la Bolivie et l'Equateur regroupent 90% de cette population indigène.

Pourquoi les indigènes ne seront-ils pas attirés par le microcrédit? Tout d'abord à cause de leur idiosyncrasie et de leur aversion au risque; les indigènes désirent maintenir leur autonomie, leur identité, leur diversité, leur territoire, leur patrimoine culturel, leur souveraineté alimentaire et leurs droits. Ensuite, leur conception du développement est différente de celle de l'Occident; les indigènes ne s'intéressent pas à la croissance économique comme une option princi-

tauré l'insécurité, la détérioration de l'environnement et la violence dans leurs territoires.

Les politiques publiques destinées à réduire la pauvreté sont censées incorporer les indigènes en prenant en considération leur vision du monde. Les indigènes ont besoin de travailler les terres et les territoires qui leur appartiennent; ils songent à l'intégration par l'entremise de stratégies autres que celles que préconise l'économie de marché. Ils n'ont pas forcément besoin de crédits, mais ils sont susceptibles d'accepter des dons et la création de fonds spéciaux. Mais le microcrédit n'est pas dans leurs priorités.

→ Président du Centre d'échanges et de coopération pour l'Amérique

→ L'INVITÉ ||||| MICHEL CELI VEGAS*

Après Porto Alegre, le dilemme de la gauche gouvernementale

Le Forum social de Porto Alegre analyse les dysfonctionnements du système international sur des problèmes globaux sans favoriser des alternatives concrètes pour les pays pauvres. Porto Alegre restera-t-il comme une toile de fond pour interpréter le visage social de la mondialisation? Après sa cinquième édition, les dirigeants de gauche établiront-ils des conditions pour inciter à des propositions concrètes favorisant les majorités négligées par la mondialisation? Ces dirigeants prendront-ils la décision de participer au Forum pour concerter des actions et les faire prévaloir ensuite auprès des organismes financiers, de l'OMC et de l'ONU?

Dans la région latino-américaine où s'est créé le Forum social mondial, la démocratie des vingt-cinq dernières années a contribué à l'ascension au pouvoir de représentants de gauche: Lula au Brésil, Kirchner en Argentine, Chavez au Venezuela, Ricardo Lagos au Chili, Lucio Gutierrez en Equateur et Tabaré Vasquez en Uruguay. Leur succès électoral repose sur des appuis populaires élargis suite à la croissance de la population en âge de voter, sur des alternatives populistes pour résoudre les problèmes économiques des laissés-pour-compte et sur les soutiens externes des gouvernements et des organismes financiers internationaux.

Cette gauche est diverse selon ses racines, son degré d'insertion à l'intérieur des pays et les structures socioéconomiques rattachées à la grandeur des pays. Sa permanence repose sur des alliances parlementaires avec les partis de la droite et du

centre, à la stabilité des institutions politiques et au leadership du président. Les objectifs politiques sont différents selon les besoins urgents des pays. Néanmoins tous les dirigeants ont les mêmes préoccupations: équilibrer les secteurs réel, monétaire, fiscal et externe de leurs économies. Et les politiques économiques appliquées ne sont pas contraires au marché.

géographique et pour tous les gouvernements sans distinction idéologique.

Lula, principal leader de la gauche, est confronté aux mêmes succès et échecs que les dirigeants de droite. Il a gagné une place sur la scène internationale avec l'appui des Européens pour créer un fonds contre la pauvreté, modifier la composition du Conseil de sécurité de l'ONU et être invité au

«LULA, PRINCIPAL LEADER DE LA GAUCHE, EST CONFRONTÉ AUX MÊMES SUCCÈS ET ÉCHECS QUE LES DIRIGEANTS DE DROITE.»



Depuis la fin de la Guerre froide, la gauche gouvernementale s'adapte à la mondialisation. La confrontation entre l'économie planifiée et l'économie de marché n'est plus. Le succès de la gauche gouvernementale sera mesuré par les améliorations sociales qui pourraient aboutir en faveur des laissés-pour-compte et pas forcément par l'établissement d'un Etat providence. Les dirigeants sont conscients que le dialogue et la concertation avec les gouvernements occidentaux, les entreprises et la société civile représentent les options principales pour atténuer la pauvreté. La croissance de la population, la malnutrition, les épidémies, le travail des enfants, le développement des économies informelles sont des préoccupations planétaires concernant tous les pays sans distinction

Forum de Davos. Au Brésil, son parti a perdu les élections à Sao Paulo et à Porto Alegre et son gouvernement doit faire face aux protestations des paysans sans terre, aux critiques pour les privatisations des retraites, à des soupçons de corruption dans son entourage, etc.

Lula s'engagera-t-il pour rassembler les tendances diverses des gouvernements de gauche en faveur des plus démunis? Lors du prochain Forum social au Venezuela, le discours anti-américain de Hugo Chavez peut détourner les objectifs du Forum social et, si la gauche gouvernementale latino-américaine ne participe pas, à qui la faute?

→ * Président du Centre d'échanges et de coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.net

→ L'INVITÉ ||||| MICHEL CELI VEGAS*

La dollarisation n'est plus adaptée aux économies

Dans la configuration des zones monétaires entre le dollar américain, l'euro et le yen japonais, les modèles de dollarisation mis en pratique en Amérique latine ne peuvent pas être négligés.

Depuis le 8 novembre dernier, Fidel Castro a interdit le dollar américain comme moyen de paiement et l'a remplacé par le peso convertible. Rappelons que, lors de l'abandon par l'empire soviétique en 1989, Cuba n'eut pas d'autre option que d'accepter la dollarisation. Les devises, en provenance des investissements externes, du tourisme, des envois des Cubains de l'étranger et de leurs salaires issus des entreprises étrangères, étaient autorisées à circuler dans l'économie domestique. Cela avait permis de financer la nourriture, la santé et le transport dans l'île en évitant des révoltes qui auraient mis en péril le régime installé depuis maintenant quarante-six ans.

A Cuba comme en Argentine, en Equateur et au Salvador, l'objectif de la dollarisation a été, à court terme, l'équilibre du secteur fiscal des économies. Les différences résident dans les instruments utilisés, les résultats obtenus et les objectifs à long terme. A Cuba, la dollarisation s'est installée de manière circonstancielle, pour permettre au régime de remplacer les recettes des marchés et les subventions octroyées auparavant par la Russie.

Dans d'autres pays d'Amérique latine, la dollarisation s'est imposée pour contrôler l'hyperinflation, changer le système monétaire suivant les recommandations du FMI et probable-

ment établir une zone dollar. Dans ce dernier cas, la dollarisation signifiait la perte de souveraineté et d'autonomie des Etats dans leurs politiques monétaires; la Réserve fédérale pouvait remplacer les Banques centrales des pays et contrôler l'offre monétaire; les taux d'intérêts internes égalaient les taux externes, favorisant la compétitivité, la libéralisation et la privatisation des économies, etc.

externe, déclaré par Kennedy en 1961, pourrait disparaître, de même que les mesures imposées par la loi Torricelli de 1992, interdisant le commerce avec des opérateurs cubains, et celles de la loi Helms-Burton de 1996, interdisant l'investissement de capitaux dans l'île.

Le rapprochement de Cuba de l'Europe contribuerait à contrecarrer la position américaine sur la création de

«L'ÉCONOMIE CUBAINE SEMBLE S'ADAPTER À LA MONDIALISATION ET POURRAIT DEVENIR UNE PROLONGATION DE LA ZONE EURO.»



Les résultats sont connus: l'économie argentine s'est effondrée et a généré l'augmentation des prix des biens et services, la destruction de l'industrie nationale et la fuite des capitaux. Ce modèle de dollarisation s'est confronté aux diversités structurelles et conjoncturelles des pays, aux blocs d'intégration tels que le Mercosur et la Communauté andine, et à l'absence d'institutions établissant une politique monétaire commune. Cuba n'a pas pris ce risque et la dollarisation a aussi été abandonnée.

Comment interpréter l'interdiction du dollar américain dans l'économie cubaine? Du point de vue économique, Cuba facilite l'ouverture commerciale et peut envisager des négociations avec l'Union européenne, suivant le cas du Chili, du Mexique et du Mercosur. L'embargo américain sur l'aide

la zone de libre-échange des Amériques. Du point de vue politico-stratégique, Cuba renforcerait son rôle d'interlocuteur avec l'Espagne et le Portugal lors des Sommets Ibero-américains; son isolement de l'OEA depuis 1962 et des Sommets des Amériques depuis 1994 pourrait être compensé par un engagement auprès des instances européennes.

L'économie cubaine semble s'adapter à la mondialisation et devenir une prolongation de la zone euro. Mais le libéralisme économique et la démocratie préconisés par l'Europe ne réconcilieront pas Cuba et les Etats-Unis et n'élimineront pas les sentiments anti-américains.

→ * Président du Centre d'échanges et de coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.net

→ L'INVITÉ ||||| MICHEL CELI VEGAS*

Comment interpréter les crises vécues par les pays andins?

Lorsque les indigènes au Pérou ont tué le maire d'Illave et que les révoltes populaires généralisées en Equateur et en Bolivie ont poussé leur président à démissionner, les classes dirigeantes ont été sommées d'accepter l'instabilité des institutions. Les pays andins – Equateur, Bolivie, Colombie, Pérou et Venezuela – montrent des carences de gouvernance. Comment interpréter ces crises cycliques?

Sur le plan politique, les pays andins sont la résultante des symbioses des élites militaires et civiles. Les forces armées, même en Colombie et au Venezuela, pays dans lesquels la démocratie est présente depuis 1960, ont établi une administration centralisée avec des institutions inadaptées à la réalité des pays. La démocratie dans la région s'est vue réduite à l'émergence de partis politiques, à des adaptations des constitutions et à des processus électoraux tous les quatre ou cinq ans, sans que les grandes majorités se sentent représentées ou défendues. Le machiavélisme démocratique a donné lieu à l'émergence de leaders populistes pour faire face aux partis traditionnels, mais la situation n'a pas changé pour les majorités laissées pour compte. Des coalitions gouvernementales, entre la droite, la gauche et les populistes, se sont succédé pour préserver leurs intérêts, en créant un Etat macrocéphale pour favoriser leur clientélisme, au préjudice d'une démocratie représentative et décentralisée. Des constitutions ont été approuvées pour faciliter la réélection présidentielle (le Venezue-

la et probablement la Colombie) et pour établir des parlements à chambre unique (l'Equateur, le Pérou, le Venezuela). Ces amalgames ont affaibli les institutions et ont exacerbé le divorce entre le pays formel et le pays réel.

Sur le plan économique, les pays andins ont un produit national brut moyen par personne de 4800 dollars pour 2004. Leur développement éco-

nomique s'est initié avec des politiques d'industrialisation par substitution des importations durant les années 60. Lors du boom des pétrodollars, les pays initiaient des programmes poussés par des gouvernements et des banques occidentaux désireux de placer leurs capitaux en Amérique latine pendant les années 70. Des processus inflationnistes et récessifs dans leurs économies se sont produits lors de la crise de la dette des années 80. Le libéralisme économique appliqué avec le Consensus de Washington depuis 1990 a contribué à une conjoncture actuelle de marchandisation à grande échelle. Il est évident que les bonnes intentions de développement ont trébuché avec les disponibilités des ressources, les besoins des majorités et les prio-

rités des gouvernements. Et à l'heure d'une économie globalisée et numérique, les pays andins essaient de s'insérer en apportant des structures productives obsolètes et anachroniques avec une économie informelle prédominante. Les pays andins, comptant pour un quart de la population latino-américaine, auront des processus électoraux pour élire leur président et leurs

«LES ALLIANCES GOUVERNEMENTALES AVEC DES VISIONS MODERNES ET CENTRALISTES CONTINUERONT À S'IMPOSER.»



nomique s'est initié avec des politiques d'industrialisation par substitution des importations durant les années 60. Lors du boom des pétrodollars, les pays initiaient des programmes poussés par des gouvernements et des banques occidentaux désireux de placer leurs capitaux en Amérique latine pendant les années 70. Des processus inflationnistes et récessifs dans leurs économies se sont produits lors de la crise de la dette des années 80. Le libéralisme économique appliqué avec le Consensus de Washington depuis 1990 a contribué à une conjoncture actuelle de marchandisation à grande échelle. Il est évident que les bonnes intentions de développement ont trébuché avec les disponibilités des ressources, les besoins des majorités et les prio-

membres du pouvoir législatif entre décembre prochain et octobre 2006. Les alliances gouvernementales avec des visions modernes et centralistes continueront à s'imposer. Les protestations cycliques continueront à rappeler aux autorités que la vision autarcique et protectrice des majorités marginalisées n'est pas prise en compte, mais elles ne créeront pas une instabilité généralisée dans la région. Alors, comment infléchir la vision des gouvernants? Et ce que disait Richelieu – la politique est l'art de rendre possible, ce qui est nécessaire – n'est-il pas envisageable dans les pays andins?

→ Président du Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.net

→ L'INVITÉ ||||| MICHEL CELI VEGAS*

Justice ou défense d'intérêts? Dilemme des pays industrialisés

La préservation des standards démocratiques, le respect des droits humains et l'application de la législation dans les juridictions nationales et internationales sont des exigences des pays occidentaux et des organismes financiers et de coopération dans leurs relations avec les pays en développement. Dans la pratique, ces demandes semblent ne pas être exigées de tous les pays. Leur application est en corrélation avec la collaboration, la tolérance, la complaisance, l'indifférence et/ou la complicité de certains dirigeants des pays industrialisés. En Amérique latine, continent en pleine ébullition démocratique, les gouvernements en place semblent mis en cause par les détournements des engagements internationaux, mais ils ne sont pas seuls responsables.

Lors de la détention de Pinochet à Londres, il a été démontré que les enjeux économique-diplomatiques des pays occidentaux avaient poussé à une solution politique pour sortir de l'imbroglio juridique; l'extradition sur le plan du droit international s'est vue modifiée, mais dans l'ordre interne la justice chilienne semble ajourner les sanctions contre Pinochet.

La présence d'Alberto Fujimori au Chili, depuis le 6 novembre dernier, pourrait être à l'origine d'un autre imbroglio juridique. Outre les répercussions politiques entre le Japon, le Pérou et le Chili, le cas Fujimori pourrait modifier les figures de l'asile politique et de la double nationalité des gouvernants. Rappelons que cet ancien président du Pérou de 1990 à 2001 a repris sa nationalité japonaise pour échapper à des

procédures judiciaires. Son arrivée au Chili, pour préparer son retour au Pérou et participer aux élections présidentielles en 2006, paraît renforcer une tradition devenue monnaie courante dans la région: le président, élu par des mécanismes démocratiques, soupçonné de violations de droits humains et de corruption, décide avec l'aide de dirigeants amis de s'exiler à l'étranger; ensuite il revient sur l'échi-

nants. Finalement, la dépendance des tribunaux nationaux à d'autres juridictions et la collaboration conditionnée de certains pays industrialisés.

Alors comment est-il possible de créer des conditions pour l'application de la justice? Toutes les analyses trébucheront sans doute sur les problèmes structurels du continent: la redistribution inégalitaire des revenus, le monopole du pouvoir par les minorités privi-

«LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DOIT ÉVITER QUE CERTAINS PAYS INDUSTRIALISÉS PRIORISENT LEURS INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES À L'APPLICATION DE LA JUSTICE.»



quier politique, échappant aux tribunaux nationaux.

C'est l'histoire de Carlos Menem en Argentine, d'Alain Garcia au Pérou, de Lino Oviedo au Paraguay et probablement d'Alberto Fujimori au Pérou, de Lucio Gutierrez en Equateur et de Carlos Salinas au Mexique. Pourquoi ces anciens dirigeants sont-ils invulnérables et ne peuvent-ils pas être poursuivis pour les délits imputés? Pourquoi ces dysfonctionnements dans l'application de la justice? Tout d'abord, c'est la conjonction des faiblesses des institutions et de la quasi-inexistence de la séparation des pouvoirs. Ensuite, la carence d'une classe politique structurée et forte et du manque d'alternatives pour contrecarrer le charisme populiste des anciens gouver-

légiés et l'indifférence des élites politiques face aux solutions de problèmes des majorités marginalisées. Dans ce contexte, toutes sortes de subterfuges juridiques et des négociations entre les groupements politiques sont envisageables. Fujimori pourrait échapper aux tribunaux péruviens, mais ses privilèges ne pourront pas être préservés sans l'intervention de certains pays occidentaux. La communauté internationale doit éviter que certains pays industrialisés priorisent leurs intérêts économiques à l'application de la justice. Bref, éviter que l'Etat de droit ne soit bafoué.

→ * Président du Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.net

→ L'INVITÉ ||||| MICHEL CELI VEGAS*

Ce n'est pas le Pérou... pour Humala, Garcia et Flores

Les bouleversements politiques issus des divers processus électoraux en Amérique latine semblent avoir eu une timide influence sur les 16 millions d'électeurs Péruviens qui se sont rendus aux urnes le 9 avril. Les candidats de la gauche ou du populisme à la présidence n'ont pas été élus lors du premier tour. De multiples variables expliquent ce comportement.

En Amérique latine, le Venezuela de Chavez, le Brésil de Lula, l'Uruguay de Vasquez, le Chili de Bachelet et la Bolivie de Morales expérimentent la gestion des gouvernements de gauche, dont certains sont considérés comme populistes. Dans la mosaïque régionale, l'efficacité des politiques économique-sociales favorisant les majorités démunies dépend de raisons historiques, du développement économique et de l'évolution du système démocratique vécus par chacun de ces pays. Autrement dit, dans un contexte de libéralisme économique et de démocratie de la région, les mesures en faveur des laissés-pour-compte ne vont réduire les inégalités que si les réformes attaquent la redistribution des richesses à l'intérieur de chaque pays. Ces mesures n'arrivent pas et certains gouvernements sont soupçonnés de corruption et de népotisme.

Au Pérou, les héritages négatifs des vingt dernières années semblent avoir créé des blessures structurelles dans les diverses couches sociales. Garcia, entre 1985 et 1990, a laissé libre cours à l'hyperinflation et au terrorisme; Fujimori, entre 1990 et

2001, a laissé s'étendre la corruption généralisée. Avec Toledo, entre 2001 et 2006, les espoirs des Péruviens étaient axés vers une meilleure redistribution des richesses. Mais ce rêve a été brisé. Si son gouvernement a réussi à obtenir des résultats performants sur la croissance économique, il n'a pas pu atténuer la pauvreté et éviter la polarisation de la société. En résumé, ces gouverne-

ments ont laissé à leur sort la plupart des 28 millions de Péruviens. Ils ont concentré les pouvoirs et les influences en faveur d'une minorité privilégiée de la classe politique, militaire et bureaucratique.

**«LE GAGNANT
DU DEUXIÈME TOUR
DEVRA CONJUGUER
ÉCONOMIE GLOBALISÉE
ET SOCIÉTÉ POLARISÉE.»**

ments ont laissé à leur sort la plupart des 28 millions de Péruviens. Ils ont concentré les pouvoirs et les influences en faveur d'une minorité privilégiée de la classe politique, militaire et bureaucratique. En 2006, à la confrontation du blanc face à l'indigène, du riche face au pauvre, de la gauche face à la droite, s'est ajoutée l'option populiste. Celle-ci n'offre pas forcément une alternative viable selon les pays. La plupart des mouvements contre la globalisation ont exacerbé les esprits antiaméricains dans la région et n'ont pas contribué à une meilleure distribution des richesses. Au Pérou, les résultats du premier tour ont façonné une nouvelle structure de la société: 30% pour la gauche nationaliste voire populiste d'Humala, 25% pour le cen-



tre-gauche de Garcia, 25% pour la droite traditionnelle de Flores, 20% pour les 17 autres candidats. Le gagnant du deuxième tour devra conjuguer économie globalisée et société polarisée. Il ne devra pas négliger les mandats de la globalisation: préférer la multilatéralisation des échanges; coordonner au niveau régional pour faire face aux blocs économiques existants; incorporer les capitaux étrangers pour la création de richesses; respecter les droits humains et les standards démocratiques. Dans ce cadre, le futur président aura-t-il des marges de manœuvre suffisantes pour réaliser des transformations profondes et améliorer la redistribution des revenus dans une société polarisée, avec un Parlement à majorité de gauche?

*Président du Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.net

→ DÉBATS L'AGEFI

Vos réactions; vos opinions nous intéressent: debat@agefi.com

➔ L'INVITÉ ||||| MICHEL CELI VEGAS*

Au Pérou, l'élection par défaut du social-démocrate Garcia

L'élection d'Alan Garcia, lors du deuxième tour des élections présidentielles au Pérou du 4 juin, a mis fin à un processus électoral reflétant l'influence des options qui polarisent la région. Garcia s'est identifié à un candidat du centre-gauche comme Lula au Brésil et de la social-démocratie comme Bachelet au Chili. Son élection représente l'alternative au « moins mauvais » pour les entrepreneurs et pour les Etats-Unis. Son opposant, Ollanta Humala, était un candidat proche des idées d'Hugo Chavez, Fidel Castro et Evo Morales, révélateurs d'une position anti-américaine.

Garcia, dont le premier gouvernement entre 1985 et 1990 a laissé comme héritage l'hyperinflation et le terrorisme, revient à la présidence dans un contexte différent. Le Pérou a eu une croissance économique de 5% pendant les cinq dernières années. La libéralisation économique a suivi la tendance des autres pays de la région et le gouvernement de Toledo a signé un accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Cette santé financière et les mesures entreprises n'ont toutefois pas contribué à une meilleure redistribution des revenus. Le pays est polarisé et marginalisé: les pauvres représentent plus de 50% de la population, qui compte 28 millions de personnes.

Le gouvernement de Garcia qui s'installera le 28 juillet 2006 devra favoriser la concertation nationale. Dans le nouveau Parlement, élu en avril dernier, aucun parti politique ne dispose de la majorité; il est composé de personnes ayant peu d'expérience politique; 25% des parlementaires

sont des femmes (30 sur 120); le parti de Garcia, l'APRA, avec 36 parlementaires, devra compter avec le soutien d'autres groupements pour faire face aux 45 représentants d'« Union pour le Pérou », le parti d'Humala.

Garcia aura une surveillance étroite de tous les secteurs économiques et sociaux. L'évaluation de ses actions se fera déjà lors des élections municipales et régionales prévues en novem-

dominicaine, devra se régler l'animosité entre le candidat Garcia et le président Chavez, résultat de tensions de ces derniers mois.

Pendant les campagnes électorales, le changement du modèle économique et l'éradication de la corruption n'ont pas été au centre des débats. Le modèle économique ne pourra pas être changé en raison de l'héritage exceptionnel de Toledo. Quant à

**«GARCIA AURA
UNE SURVEILLANCE
ÉTROITE DE TOUS
LES SECTEURS
ÉCONOMIQUES
ET SOCIAUX.»**



bre prochain. La majorité des laissés-pour-compte rêvent de trouver des mesures rapides contre le chômage et pour améliorer la redistribution des richesses. Les perdants du récent processus électoral n'hésiteront pas à faire revivre la confrontation entre les partis politiques.

En Amérique latine, Garcia doit réaliser un rapprochement des gouvernements de tendance modérée; il devra se rapprocher du Brésil et du Chili pour reconstituer des alliances et contrecarrer l'influence persistante de Chavez. Comme membre de la Communauté andine (Equateur, Bolivie, Colombie, Pérou et Venezuela), le gouvernement de Garcia devra maintenir ses distances avec Chavez. Rappelons que, lors de la 36^e assemblée de l'OEA, qui a lieu en République

la corruption, Garcia est conscient de la fragilité des institutions et des effets pernicieux que pourraient avoir les comportements de Montesinos, incarcéré à Lima, et Fujimori, en liberté conditionnelle au Chili. Garcia ne pourra se maintenir au gouvernement qu'à condition d'accorder un rôle distributeur à l'Etat en faveur des majorités fragilisées (*lire également en page 6*).

* Président du Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine

||| DÉBATS L'AGEFI

Vos réactions, vos opinions nous intéressent: debat@agefi.com

→ L'INVITÉ ||||| MICHEL CELI VEGAS*

Malgré les progrès, des efforts restent à faire pour les enfants

Lors de la 95^e session de la Conférence du Travail qui s'est déroulée à Genève, entre le 31 mai et le 16 juin, le directeur général du BIT montre, dans son rapport «La fin du travail des enfants: un objectif à notre portée», les efforts des pays industrialisés et en développement pour lutter contre le travail des enfants. Les principes de la convention sur l'âge minimum (no 138) de 1973 et de la convention sur les pires formes de travail des enfants (no 182) de 1999 ont trouvé une application pratique avec le Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) dès 1992.

«Le travail des enfants», selon la convention sur l'âge minimum, est défini par rapport à «une activité économique». Il s'agit d'une conception plus restreinte que celle d'«enfants économiquement actifs»; elle exclut tous les enfants de plus de 12 ans qui réalisent un certain nombre d'heures par semaine en travaux autorisés ainsi que les plus de 15 ans qui participent en «activités dangereuses».

Le rapport du directeur général souligne la diminution du travail des mineurs, entre 5 et 14 ans. Les progrès les plus significatifs se trouvent en Amérique latine et aux Caraïbes, régions dans lesquelles le nombre d'enfants qui travaillent a diminué de deux tiers ces quatre dernières années; actuellement encore le 5% des enfants travaillent.

Ces progrès peuvent s'expliquer par le climat de démocratie et de libéralisme économique des 25 dernières années présent dans la région. Les

transformations dans les structures politiques et économiques ont produit une légère répercussion dans les secteurs urbains. Néanmoins dans la mosaïque des pays de la région, les niveaux de pauvreté n'ont pas diminué de manière significative pour la majorité des familles éloignées des centres urbains. Pour compenser les bas revenus, ces secteurs marginalisés incitent leurs enfants à partici-

pays. Pour cela il est prioritaire de développer des programmes de scolarisation, d'installer des centres médicaux et d'établir l'aide financière aux familles écartées par le processus de globalisation. Les Etats ne doivent pas considérer uniquement la croissance économique en se basant sur l'équilibre des variables fiscales, monétaires et externes. Les entreprises sont censées respecter les dis-

«LES AGENTS INTERNATIONAUX DOIVENT ÉQUILIBRER LES RÉAJUSTEMENTS STRUCTURAUX ENTRE PAYS ET À L'INTÉRIEUR DES PAYS.»



per aux activités économiques liées au marché. Les mineurs deviennent les soutiens financiers de leur famille et leurs droits protégés par les conventions internationales – tels que le droit à l'alimentation, à l'éducation, au développement physique et psychologique, etc. – ne sont pas respectés.

Comment est-il possible alors de concilier croissance économique, distribution des revenus et éradication du travail des enfants? Tous les agents internationaux doivent concentrer leurs efforts pour équilibrer les réajustements structurels entre les pays et à l'intérieur des pays. Les Etats doivent considérer un développement économique durable en incorporant les variables sociales et démographiques propres à chaque

positions législatives en évitant que les enfants participent de manière directe ou indirecte à la production de biens et services destinés au marché. La société civile doit proposer des alternatives où l'intervention de l'Etat est inexistante ainsi que dans les zones dans lesquelles les grandes entreprises fixent les règles de jeu de l'exploitation commerciale.

↳*Président du Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.net

↳ DÉBATS L'AGEFI

Vos réactions, vos opinions nous intéressent: debat@agefi.com

→ L'INVITÉ ||||| MICHEL CELI VEGAS*

Le pays des Aztèques aura-t-il aussi un président de gauche?

Lors des élections du 2 juillet, les 71 millions de Mexicains – dont 12 millions ont voté pour la première fois – semblent ne pas avoir soutenu majoritairement Lopez Obrador, l'ancien gouverneur de l'Etat du Mexique de tendance populiste de gauche.

Le pays des Aztèques a suivi un scénario différent des pays de l'Amérique latine. Depuis 1934, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) a établi le système du parti unique en même temps que les divers gouvernements de la région étaient évincés du pouvoir par des coups d'Etat militaires. Si le système mexicain pouvait être assimilé à celui des pays de l'Europe de l'Est, il se différencie par le développement d'un système électoral, la liberté d'expression et l'acceptation de la volonté populaire tous les six ans.

En juillet 2000, Vicente Fox, du Parti d'Action Nationale (PAN), avait changé la donne et réveillé les espoirs des 107 millions d'habitants. Son élection devait être interprétée comme une réaction contre le népotisme et la corruption instaurée par le PRI pendant 71 ans au pouvoir, ainsi qu'à l'influence des indécis de dernière minute. Francisco Labastida, candidat du PRI, était le favori des sondages électoraux. Six ans après, Fox, dont le gouvernement avait été considéré comme de transition, laisse le pouvoir sans avoir tenu ses promesses sur la création d'un million de postes de travail et les modifications des lois migratoires aux Etats-Unis. Ses maigres résultats sont expliqués par un Congrès hostile, un système judiciaire corrompu et la marge étroite de l'accord

de libre-échange avec les Etats-Unis en vigueur depuis 1994.

Les élections de juillet 2006 semblent avoir donné une nouvelle structure de la société mexicaine, en trois tendances politiques, toutes héritées du PRI. Andrés Manuel Lopez Obrador du Parti Révolutionnaire Démocratique (PRD), Felipe Calderón du Parti Action Nationale (PAN) et Roberto Madrazo du Parti Révo-

Le gagnant des élections devra s'allier avec la «gauche responsable et raisonnable» de Lula et Kirchner en Amérique latine et répondre aux attentes de la population marginalisée. Les idées de Lopez Obrador ne sont pas nouvelles pour les Mexicains. Lazaro Cardenas (1934-1940) avait nationalisé l'industrie pétrolière, mis en pratique la réforme agraire et établi des subsides massifs pour les pau-

«LES ÉLECTIONS DE JUILLET SEMBLENT AVOIR DONNÉ UNE NOUVELLE STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ MEXICAINE.»



lutionnaire Institutionnel (PRI) ont été, respectivement, les candidats du populisme de gauche, de la continuité de Fox et de la réinsertion au pouvoir d'un parti unique.

Le gouvernement qui s'installera le 1^{er} décembre 2006 ne pourra pas être considéré comme un gouvernement de transition. Le Mexique a eu une croissance de 2,2% ces dernières années; les degrés d'inégalités poussent le gouvernement à des réformes sur le plan énergétique, fiscal et du travail. L'énergie en mains de l'Etat, le monopole des télécommunications et le marché du travail excessivement régulé n'encouragent pas la création des emplois. L'Etat ne peut pas récupérer des revenus pour financer les systèmes éducatifs et de transports nécessaires aux Mexicains.

vres. José López Portillo (1976-1982) avait augmenté les revenus des Mexicains de 20%. Toutes ces mesures ont contribué à des crises inflationnistes et créé des distorsions sur les finances de l'Etat. Sur le plan international, le Mexique devra attirer les capitaux étrangers afin qu'ils ne soient pas destinés à la Chine, à l'Inde ou aux pays de l'Est.

↳*Président du Centre d'Echanges et Coopération pour l'Amérique latine, www.cecal.net

↳ DÉBATS L'AGEFI

Vos réactions, vos opinions nous intéressent: debat@agefi.com

L'INVITÉ ||||| MICHEL CELI VEGAS*

Le WEF n'a pas pour priorité les différences structurelles

Lula da Silva et Felipe Calderón ont participé au Forum de Davos 2007. Le réchauffement de la planète, la sécurité planétaire, la fracture numérique, la dette externe des pays, la croissance économique, l'éradication de la pauvreté, sujets répétitifs dans ces grands-messes internationales, n'ont fait que créer des réactions antiaméricaines et renforcer les courants altermondialistes. Le Forum social mondial en est l'expression la plus récente. Mais ni le Forum économique, ni le Forum social n'ont eu d'effet pour atténuer les différences structurelles entre les riches et les pauvres, ni entre les pays, ni à l'intérieur de ceux-ci. Pourtant, une nouvelle configuration de la société latino-américaine s'est produite. Les tendances antiaméricaines et antimondialisation ont gagné les élections dans la plupart des pays.

L'explication se trouve dans les votes de protestation des populations marginalisées, des classes moyennes affectées dans leurs privilèges et de la carence des leaders charismatiques avec des programmes de développement cohérents. La résurgence de la gauche est le dernier espoir des majorités isolées et abandonnées par l'indifférence de la classe politique traditionnelle centraliste et alliée aux groupes transnationaux. Mais ces nouveaux gouvernements pourront-ils renverser la tendance inégalitaire de la redistribution des richesses? La démocratie et le libéralisme économique, signes de la société moderne, continueront à se réaffirmer dans la région latino-améri-

caine. Les exigences des standards démocratiques – élections tous les quatre ou cinq ans, participation des partis politiques, séparation des pouvoirs, liberté d'expression, etc. – seront dans l'agenda des exigences des pays occidentaux. Sur le plan économique les standards sont différents, même si l'écart entre les riches et les pauvres reste

inquiéter la stabilité subrégionale. Mais leurs agissements auront des limites incontournables; ils sont conditionnés par la rapidité des résultats et par la magnitude des solutions pour les plus démunis. Le Forum de Davos suit la même orientation que la politique américaine. Il rassemble les interlocuteurs de confiance de la

«LE FORUM DE DAVOS SUIV LA MÊME ORIENTATION QUE LA POLITIQUE AMÉRICAINE.»



toujours le commun dénominateur. Le Mexique a failli suivre la tendance d'autres pays. Le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay avec des gouvernements de gauche modérée resteront les modèles à suivre pour éviter des déséquilibres dans la région. Au sein du Mercosur – quatrième marché mondial – la grandeur des pays, le développement de leurs institutions, le renforcement de leurs partenaires stratégiques et les niveaux de leurs ancrages aux marchés mondiaux sont déterminants pour maintenir un équilibre sans causer de dérapages nationalistes. Dans la communauté andine, la Bolivie de Morales, l'Équateur de Correa et le Venezuela de Chavez semblent

région latino-américaine pour préparer le terrain pour des interventions dans les politiques économiques. Néanmoins, à l'intérieur des pays continueront la dégradation des conditions de travail, la délocalisation des entreprises, la souplesse des cadres juridiques pour attirer les capitaux, et le travail des enfants.

* Président du Centre d'Echanges et de Coopération pour l'Amérique latine

DÉBATS L'AGEFI

Vos réactions, vos opinions nous intéressent: debat@agefi.com

L'INVITÉ ||||| MICHEL CELI VEGAS*

La confiance en Lula suffira-t-elle aux relations avec ses voisins?

L'appel de Lula à Davos est-il un signe d'espoir pour l'Amérique latine? Son message a insisté sur des comportements responsables des pays industrialisés. Lula a présenté trois demandes.

D'abord, réinitialiser les négociations de Doha dans le cadre de l'OMC afin de résoudre une partie des problèmes de la planète, dont le terrorisme et la délinquance organisée; ensuite, éliminer des barrières au commerce des produits agricoles, décision qui correspond aux pays européens et aux Etats-Unis, afin de pousser la croissance des économies des pays pauvres; finalement, inciter les pays riches à faciliter les financements pour des projets de développement vers des gouvernements responsables.

Les prévisions de l'Amérique latine sont en corrélation avec les tendances de l'économie mondiale. En 2007, selon la Banque mondiale, la région aura une croissance de 4,2% et l'Argentine, le Brésil et le Mexique resteront les plus représentatifs. Les économies développées augmenteront en moyenne de 6,4%, la Chine de 9,6%, l'Inde de 7,7%, l'Europe de l'Est de 5,7% et l'Afrique subsaharienne de 5,3%. Les facteurs générateurs sont différents dans chaque région. La libéralisation d'échanges, coordonnée entre les leaders des pays industrialisés et en développement, pourrait réduire les effets perniciose de la globalisation. Lula peut servir de catalyseur dans les quatre prochaines

années. Mais il ne faut pas se tromper avec des subterfuges nationalistes. Ses actions peuvent contribuer à adapter les économies de la région aux circuits mondiaux, mais il revient à chaque pays de saisir les options du marché dont ils disposent. Des facteurs conjoncturels tels que les prix des matières premières, la

place car il a réduit le taux de pauvreté au Brésil de 15% les dernières années. Lula devra redoubler d'efforts pour effacer les soupçons de corruption de son entourage révélés pendant son premier mandat. La corruption, héritage latent de son gouvernement, pourrait déstabiliser le Brésil et l'Amérique latine.

«LES PRÉOCCUPATIONS
DES EUROPÉENS
RISQUENT DE LAISSER
EN ATTENTE LES
DEMANDES DE LULA .»



demande des marchés américain et chinois, les taux d'intérêts internationaux et le renvoi des devises des expatriés, auront des incidences sur la croissance des pays latino-américains. Ces facteurs ne pourront pas changer radicalement le visage de la structure exportatrice de leurs économies. Les déséquilibres des secteurs réel, monétaire, fiscal et externe, dérivés de la rareté des capitaux, auront toujours des incidences sur les taux de croissance.

Lula a choisi la voie de la concertation pour montrer que le Brésil de son deuxième mandat serait toujours l'interlocuteur de la région. Il pourra être l'exemple pour les programmes sociaux à mettre en

Du côté des pays industrialisés, les promesses pour continuer les négociations de Doha et favoriser la réduction des inégalités se feront attendre. Les préoccupations des européens pour renforcer leur marché commun et celles des américains pour les marchés chinois et indien, risquent de laisser en attente les demandes de Lula.

*Président du Centre d'Echanges et
Coopération pour l'Amérique latine

DÉBATS L'AGEFI

Vos réactions, vos opinions nous intéressent: debat@agefi.com

L'INVITÉ ||||| MICHEL CELI VEGAS*

Après Pinochet, existe-t-il encore un espoir de justice?

Pinochet a échappé aux tribunaux. Les anciens tortionnaires, alliés des Occidentaux dans la lutte communiste, semblent suivre le chemin de l'oubli, de l'indifférence, de la tolérance et de la complicité de certains dirigeants peu respectueux des droits humains. Que se passe-t-il avec la justice nationale et internationale? Pourquoi des milliers de victimes ne sont-elles pas indemnisées pour les pertes humaines subies? Existe-t-il des mécanismes pour appliquer une justice au-delà des tribunaux nationaux?

En Amérique latine, la présence et l'ingérence des Etats-Unis ont défini le comportement des pays. Les anciennes colonies espagnoles et portugaises, majoritairement catholiques, luttant militairement pour leurs limites géographiques, gouvernées par des coups d'Etat militaires et vivant actuellement dans un climat de démocratie, se sont mises sous la tutelle des Etats-Unis depuis 1823 avec «La déclaration de Monroe: l'Amérique aux Américains». Le conflit Est-Ouest a donné naissance au Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR), signé à Rio de Janeiro en 1947, et de l'Organisation des Etats américains (OEA), créée par la Charte de Bogota en 1948. Sur le plan juridique et sous l'impulsion de l'OEA a été approuvée la Convention américaine sur les droits de l'homme en 1978. Cette convention a établi, d'une part, une Commission interaméricaine des droits de l'homme, dont la compétence est de connaître des plaintes

individuelles qui sont dirigées contre un Etat qui a accepté la compétence de la Commission. D'autre part, la Convention a créé une Cour interaméricaine des droits de l'homme avec des compétences contentieuses et consultatives. En vertu de sa compétence contentieuse, la cour a le pouvoir de décider dans les cas où un Etat a été

et 80. Les mécanismes pour éviter les abus des dirigeants arrivent toujours trop tard. La Cour pénale internationale (CPI), pour juger les personnes accusées de crimes de génocides, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, a été créée par le statut de Rome en vigueur depuis juillet 2002. En décembre dernier, l'ONU a adopté

«LES MÉCANISMES
POUR ÉVITER LES ABUS
DES DIRIGEANTS
ARRIVENT TOUJOURS
TROP TARD.»



accusé par une partie de la violation des droits proclamés par la Convention. Pinochet au Chili, Videla en Argentine et d'autres dirigeants soupçonnés de violations des droits humains n'étaient pas compris dans les instances régionales de Washington. Une explication peut-être liée aux causes des violations qui correspondent à des faits dérivés d'une orientation politique dominante. L'Amérique latine devait se soustraire à l'influence communiste. Les coups d'Etat militaires, les invasions territoriales, les disparitions des dirigeants opposants et d'autres actions pour effacer les gouvernements qui s'opposaient aux diktats américains étaient courants entre les années 60

la Convention internationale sur la protection des personnes contre les disparitions forcées. L'application des conventions dans la nouvelle juridiction sera possible si la volonté politique et la collaboration des pays occidentaux est efficace et responsable. Existera-t-il encore un espoir pour sanctionner les tortionnaires latino-américains?

* Président du Centre d'échanges et coopération pour l'Amérique latine

DÉBATS L'AGEFI

Vos réactions, vos opinions nous intéressent: debat@agefi.com

PARTENARIAT – REPRESENTATIONS

PROMOTION INSTITUTIONNELLE

REALISATION DE PROJETS

CONSEILS JURIDICO–ECONOMIQUES

FORMATION CONTINUE

RECHERCHE – PUBLICATIONS

COOPERATION INTERNATIONALE